

31 mars

Les pertes humaines américaines du mois de mars 2006

dans le cadre de l'OIF s'élèvent à 29 militaires tués (55 en février 2006, voir *graphique 1*), ce qui porte leur cumul depuis mars 2003 à 2 326 militaires américains (*graphique 2*) et élève sur 37 mois la moyenne des pertes humaines mensuelles à 62,8. Les IEDs causent 11 des 29 décès (38%, voir *graphique 3*) en mars 2006, ce qui porte le cumul des soldats américains tués par IEDs depuis mars 2003 à 743 (32% du total). Le nombre cumulé des blessés depuis mars 2003 s'élève à 16 653.

Les quatre provinces sunnites d'Anbar, de Bagdad, de

Salahaddin et de Nineveh restent les plus létales (42% de la population mais 78% des pertes militaires américaines; 35% des pertes militaires américaines pour la seule province d'Anbar; *graphique 4*).

Le groupe indépendant [Iraq Body Count](#) estime qu'entre 33 814 et 37 936 civils irakiens ont été tués depuis le déclenchement de l'OIF en mars 2003.

Les pertes humaines américaines de mars 2006 dans le cadre de l'OEF s'élèvent à 12 militaires tués (16 en février 2006), ce qui porte leur cumul à 284 depuis octobre 2001, tandis que le nombre des blessés est de 5, ce qui élève leur cumul à 685 depuis octobre 2001.

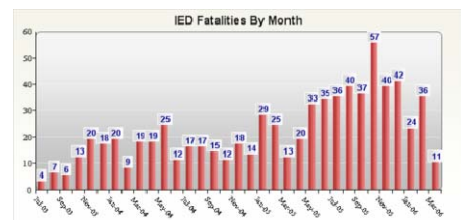
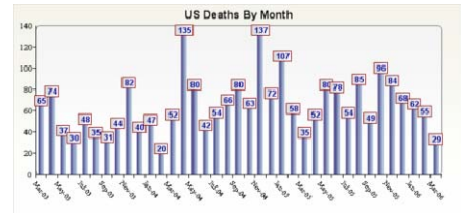
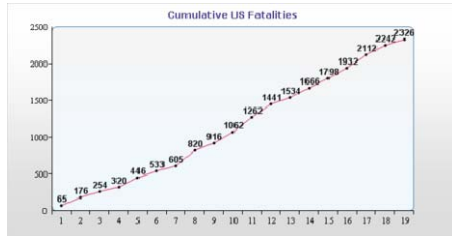
Parce qu'au-delà d'un régime politique la démocratie est un construit social et un vécu, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE exhorte à faire preuve d'"humilité", de "patience" et de "sympathie" à l'égard des "jeunes démocraties" qui émergent selon elle à travers le Moyen-Orient élargi** ([Condoleezza RICE, Remarks at BBC Today-Chatham House Lecture, Ewood Park, Blackburn, Royaume-Uni, 31 mars 2006](#)).

Mme RICE récuse d'abord la critique selon laquelle la politique américaine de promotion de la démocratie au Moyen-Orient reviendrait à soutenir des déstabilisations génératrices de démocraties "illibérales":

1. premièrement parce que la prémisse d'une telle critique considère comme stable un *statu quo ante* qui le plus souvent masquait l'incubation des frustrations politiques au sein d'espaces publics restreints par les régimes autoritaires
2. deuxièmement parce que, si la démocratie effective ne saurait être réduite à sa définition procédurale, les élections n'en constituent pas moins le point de départ à partir duquel ancrer des institutions effectives: système partisan pluraliste, parlement responsable, autorité ou pouvoir judiciaire indépendant, presse libre, société civile active, économie de marché et monopole étatique de la violence physique légitime

Mme RICE reconnaît ensuite que la culture politique irakienne reste empreinte de la tentation de recourir à la violence pour la résolution des différends aux dépens du compromis politique.

Mais elle inscrit cette pesanteur historique au passif de l'héritage légué par le président déchu Saddam HUSSEIN et souligne la démocratisation régulière de la culture politique irakienne post-baathiste. Le secrétaire d'Etat illustre son propos par le rôle modérateur qu'ont joué les nouvelles



institutions irakiennes dans la gestion des violences ethno-confessionnelles post-Samarra (22 février 2006).

Le commandant de la division multinationale de Bagdad, le major général James **THURMAN**, **considère que les forces de sécurité irakiennes (armée et police) réussissent à remplir leur mission de stabilisation et de maintien de l'ordre public dans la capitale** ([James THURMAN, DoD News Briefing with Maj. Gen. Thurman from Iraq, 31 mars 2006](#)).

Sur un espace de bataille opérationnel de 17 000 km², les 32 000 militaires de l'armée irakienne sont aux deux-tiers autonomes puisque 18 sur 29 bataillons dirigent les opérations conjointes conduites avec les 29 000 militaires de la *Multi-National Force -- Iraq* (MNF-I) et assument la responsabilité du maintien de l'ordre sur 60% de la superficie de Bagdad.

En dépit de l'ethnisation et de la criminalisation de la violence collective en Irak, le major général THURMAN n'en estime pas moins que les terroristes échouent non seulement à enrayer le processus politique mais encore à déclencher une guerre civile le long des lignes de frictions ethno-confessionnelles.

Outre le projet d'institutionnaliser les principales coopérations, la **rencontre trilatérale du président George W. BUSH avec le premier ministre canadien Stephen HARPER et le président mexicain Vicente FOX dans le cadre du Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité de l'Amérique du Nord (initié en mars 2005)** porte sur cinq thèmes ([George W. BUSH, Vicente FOX, Stephen HARPER, President Bush, President Fox of Mexico, and Prime Minister Harper of Canada in Press Availability, Feast Americana Condesa Cancun Hotel, Cancun, Mexique, 31 mars 2006](#) et [WHITE HOUSE, The Security and Prosperity Partnership of North America: Progress, 31 mars 2006, 2 p.](#)):

1. la compétitivité de l'Amérique du Nord avec la création du Conseil de la Compétitivité Nord Américaine (CCNA), lequel institutionnalise la coopération en matière économique
2. la gestion des situations d'urgence (désastres naturels ou humains)
3. la gestion de la pandémie de grippe aviaire
4. la sécurité énergétique
5. et les frontières "intelligentes et intelligentes" ("*smart, secure borders*")

30 mars

Une fois rappelé que les Etats-Unis continuent de soutenir la "feuille de route" et la "vision" du président George W. BUSH pour le Moyen-Orient (*i.e.* "deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte-à-côte, dans la paix et la sécurité"), l'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, John R. **BOLTON**, **maintient la triple conditionnalité établie par le Quartette (30 janvier 2006) pour que le nouveau gouvernement palestinien dominé par le Hamas soit reconnu comme interlocuteur valable** ([John R. BOLTON, Statement on the Situation in the Middle East, Washington, D.C., 30 mars 2006](#)). Ce dernier doit:

1. reconnaître le droit à l'existence de l'Etat d'Israël
2. renoncer à la violence terroriste (et démanteler les milices)
3. et accepter les obligations internationales souscrites dans le passé par l'Autorité Palestinienne (AP)

Tant que les actions du gouvernement palestinien dominé par le *Hamas* ne satisfiront pas les demandes de la communauté internationale, M. BOLTON souligne que l'aide financière américaine empruntera des canaux lui permettant de subvenir aux besoins humanitaires de la population palestinienne sans pour autant contribuer au budget d'une "organisation terroriste étrangère" (le *Hamas* est inscrit sur la liste "*Foreign Terrorist Organization*" du Département d'Etat).

Il précise enfin que les Etats-Unis continueront de dialoguer avec le Palestinien qui reste un "partenaire pour la paix": le président de l'AP Mahmoud ABBAS.

Conformément à la déclaration présidentielle adoptée à l'unanimité des 15 membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) le 29 mars 2006, le porte-parole du Département d'Etat, Adam ERELI, affirme que l'objectif de la diplomatie américaine pour la résolution de la problématique nucléaire iranienne reste de renforcer l'effort "technique" de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) par l'appui "politique" du CSNU, chacun disposant désormais d'une co-compétence pour connaître du dossier iranien ([Adam ERELI, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 30 mars 2006](#)).

Dans l'"esprit d'amitié et de coopération" qui préside à une visite de deux jours au Mexique (30-31 mars 2006) principalement consacrée à la rencontre trilatérale (Etats-Unis, Canada et Mexique) sur le Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité (PSP), le président George W. BUSH s'entretient avec son homologue mexicain Vicente FOX de la thématique de l'immigration ainsi que ses

corollaires: sécurité des frontières et légalisation de la situation des 12 millions de travailleurs illégaux (dont six millions de Mexicains) que comptent les Etats-Unis par l'octroi d'un permis de travail temporaire -- qui ne confère pas pour autant les avantages liés à l'immigration légale ([George W. BUSH, President Bush Meets with President Fox in Cancun, Mexico, Fiesta Americana Condesa Cancun Hotel, Cancun, Mexique, 30 mars 2006](#)).

S'il souhaite le vote d'une réforme exhaustive ("comprehensive") du système de l'immigration,

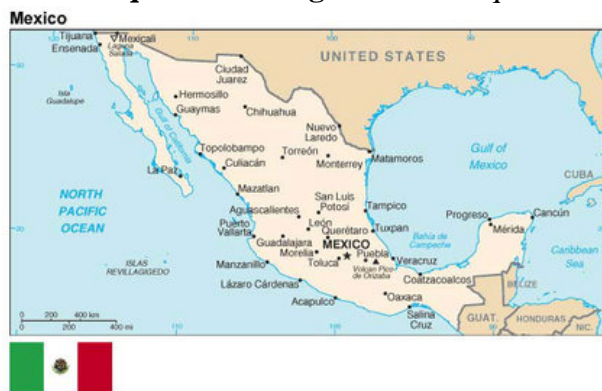
M. BUSH admet que le pouvoir de décision appartient désormais au Congrès. Or, le *Grand Old Party* est tiraillé entre avantages économiques (les conservateurs économiques apprécient une force de travail bon marché) et craintes socioculturelles (les conservateurs culturels redoutent une amnistie coûteuse pour la sécurité sociale et accélérant l'hispanisation de la société américaine) d'une main-d'oeuvre immigrée originaire d'Amérique centrale.

MM. BUSH et FOX abordent également en bilatéral les coopérations concernant:

1. le libre commerce et la libéralisation de l'économie (ALENA -- Accord de Libre-Echange Nord Américain)
2. la sécurité des approvisionnements et la diversification énergétique par le développement des énergies de substitution (notamment l'initiative énergétique pour l'Amérique centrale)
3. les luttes contre la contrebande, le trafic de drogue et le blanchiment d'argent
4. le régime de l'extradition
5. et la promotion de la démocratie en Amérique centrale

Outre le projet d'institutionnaliser les coopérations du PSP initié en mars 2005, la rencontre trilatérale du président George W. BUSH avec le premier ministre canadien Stephen HARPER et le président mexicain Vicente FOX porte sur cinq thèmes ([WHITE HOUSE, The Security and Prosperity Partnership of North America: Progress, 31 mars 2006, 2 p.](#)):

1. la compétitivité de l'Amérique du Nord avec la création du Conseil de la Compétitivité Nord Américaine (CCNA)
2. la gestion des situations d'urgence (désastres naturels ou humains)
3. la gestion de la pandémie de grippe aviaire



4. la sécurité énergétique
5. et les frontières "intelligentes et intelligentes" ("*smart, secure borders*")

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE considère que la réunion P5+1** (cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies + l'Allemagne en tant que participant à l'UE-3) **envoie à l'Iran un "signal fort" soulignant le caractère unanime ainsi que légitime des demandes de la communauté internationale et lui indiquant le chemin de la "négociation"**, non de la "confrontation" ([Condoleezza RICE, Press Availability After the P5+1 Meeting, German Foreign Office, Berlin, Allemagne, 30 mars 2006](#)).

Si les six puissances réunies ne s'opposent pas en soi à la conduite d'activités nucléaires par l'Iran, elles exigent de lui:

1. qu'il apporte la démonstration de leur finalité exclusivement civile
2. et qu'il retisse avec la communauté internationale les liens de confiance distendus par son passé de déception

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE qualifie la prochaine réunion du "P-5 + 1"** (les cinq membres permanents du CSNU auxquels l'Allemagne se joint en tant que participant de l'UE-3) **de "forum utile" dont le principal objet reste la thématique iranienne "élargie"**, c'est-à-dire l'ensemble des préoccupations de la communauté internationale faisant de l'Iran un "défi de politique étrangère" ([Condoleezza RICE, En Route to Berlin, Germany, 30 mars 2006](#)):

1. la continuation des négociations diplomatiques afin de résoudre la problématique nucléaire iranienne (après l'adoption à l'unanimité du Conseil de Sécurité des Nations Unies le 29 mars 2006 d'une déclaration présidentielle exhortant l'Iran à se mettre en conformité avec ses obligations internationales dans un délai de 30 jours)
2. le parrainage par l'Iran du terrorisme au Liban (*Hezbollah*), en Syrie et dans les Territoires palestiniens (Djihad Islamique Palestinien)
3. les effets déstabilisateurs de la politique étrangère iranienne dans la région du Moyen-Orient, notamment ses ingérences en Irak
4. et la nature autoritaire-théocratique du régime politique iranien

A une question sur la menace formulée par l'Iran d'évincer les inspecteurs de l'AIEA de son territoire si des sanctions étaient prises à son encontre, Mme RICE répond que sa matérialisation aurait le mérite de révéler la "tactique du salami" à l'ombre de laquelle le régime iranien cherche depuis trois ans à dissimuler son intention nucléaire militaire.

La réunion "P-5 + 1" doit également aborder le thème du processus de paix israélo-palestinien après la tenue d'élections législatives dans les Territoires palestiniens (25 janvier 2006, remportées par le *Hamas*, branche politique de l'Organisation de la Résistance Islamique répertoriée comme "terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne) et en Israël (28 mars 2006, remportées par le parti centriste Kadima dirigé par le premier ministre en exercice Ehud OLMERT).

29 mars

Consécutivement au propos de l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay KHALILZAD, selon lequel le président George W. BUSH s'opposerait à la reconduction de l'actuel premier ministre irakien de transition, ce dernier, Ibrahim **AL-JAFARI, avertit les Etats-Unis de ne pas interférer dans le processus politique de l'Irak souverain, en particulier dans le cours des négociations pour la formation d'un gouvernement d'union nationale** (issu des élections législatives du 15 décembre 2005).

Désigné le 12 février 2006 par la principale coalition électorale chiite (l'Alliance Irakienne Unie -- AIU) pour se succéder à lui-même en tant que chef du futur gouvernement irakien (le premier effectivement souverain pour quatre ans), M. AL-JAFARI est critiqué:

1. par les représentants des communautés arabe sunnite et kurde sunnite qui lui reprochent:

- ses accointances avec certaines milices chiites (sa désignation comme candidat de l'AIU à la charge primo-ministérielle a été acquise par le soutien *in extremis* du leader religieux Moqtada AL-SADR qui contrôle l'Armée du Mahdi; de plus le ministère irakien de l'Intérieur -- dans une moindre mesure celui de la Défense -- reste largement noyauté par les milices chiites, celle de M. AL-SADR ainsi que l'Organisation des Brigades Badr)
 - et son échec à enrayer l'intensification des violences intercommunautaires post-Samarra (22 février 2006)
2. et par certains membres de l'AIU qui redoutent que sa faible légitimité originelle (il a été désigné par l'AIU avec une voix d'avance sur son rival) ne soit désormais largement érodée par la mauvaise gestion post-Samarra

Après avoir réaffirmé sa volonté d'occuper le poste de chef du gouvernement en formation, le premier ministre de transition:

1. justifie sa double politique d'intégration politique et sécuritaire à l'égard des milices:
 1. son alliance politique avec M. AL-SADR reflète la volonté réaliste d'intégrer au processus politique (non de marginaliser) une force sociopolitique *de facto*
 2. l'intégration des miliciens au sein des forces de sécurité nationales doit permettre de réduire leur influence actuelle hors du système
2. tout en s'engageant à désethniciser les fonctions et organes gouvernementaux ainsi qu'à dissiper tout soupçon de conflit de loyautés (entre une ancienne appartenance privée milicienne et la nouvelle allégeance publique gouvernementale) chez les ministres et les hauts-fonctionnaires de la prochaine administration, principalement les responsables de la police et de l'armée

Alors que plusieurs signaux (sondages, prises de position des membres du Congrès, etc.) indiquent une inclination isolationniste de l'opinion publique américaine et de ses représentants et tandis que le contexte sécuritaire irakien glisse perceptiblement depuis le 22 février 2006 (dynamitage du mausolée de Samarra) de l'opposition (contre-insurrection) à l'interposition (entre communautés ethno-confessionnelles), le président George W. **BUSH prononce la cinquième d'une série de plusieurs interventions destinée à remobiliser le soutien de l'opinion publique américaine à l'Opération Iraqi Freedom trois ans après son déclenchement** ([George W. BUSH, *President Discusses Democracy in Iraq with Freedom House, Hyatt Regency Capitol Hill, Washington, D.C., 29 mars 2006*](#)).

Avant d'envisager le "front central de la guerre contre la terreur" qu'est l'Irak, M. BUSH rappelle le système de valeurs et de croyances qui sous-tend sa démarche à la fois dans la GWOT et l'OIF:

1. l'acceptation du postulat de la théorie de la *pax democratica* selon lequel les démocraties ne se font pas la guerre entre elles
2. la croyance dans la capacité transformationnelle d'une liberté qui peut faire de l'ennemi d'hier l'allié de demain (M. BUSH illustre son propos par l'évolution de la relation bilatérale entre les Etats-Unis et le Japon de 1945 à 2005)
3. la conviction de l'universalité de certaines valeurs, notamment la liberté et la démocratie (déclinée selon les contextes locaux)
4. la perception qu'une "marche" de la liberté a été amorcée en Afghanistan, au Kirghizstan, au Liban et au Libéria
5. et la crainte des bégaiements de l'histoire

Relativement à l'Irak, M. BUSH identifie d'abord l'héritage historique explicatif selon lui des tensions intercommunautaires sur le terrain irakien: l'un des moyens pour l'ancien président Saddam HUSSEIN de se maintenir au pouvoir consistait à diviser entre elles les communautés ethno-confessionnelles pour mieux régner tout en réprimant chacune d'entre elles ("nettoyage ethnique" contre la communauté kurde sunnite dans le nord, "campagne de suppression et génocide" contre la communauté arabe chiite dans le sud et "oppression" de la communauté arabe sunnite prétendument privilégiée. Ce régime baathiste n'ayant que l'apparence de la stabilité, son éviction -- loin de

fragiliser un *statu quo* -- constituait dès lors, selon le président, la première étape d'une stabilisation effective et durable.

M. BUSH mentionne ensuite les progrès en cours de réalisation, aussi bien les échecs des ennemis d'un Irak démocratique que les succès de ce dernier pour enjamber les clivages intercommunautaires. Premièrement, les élections des 30 janvier puis 15 décembre 2005 ainsi que le referendum du 15 octobre 2005 confirment que "saddamistes" (noyau dur des loyalistes de l'ancien régime baathiste qui peuvent être marginalisés) et "terroristes" (individus appartenant à -- ou se réclamant de -- al-Qaida) échouent à enrayer le processus politique; l'idée selon laquelle l'influence des milices privées (principalement chiïtes: Organisation des Brigades Badr et Armée du Mahdi) doit être réduite (en partie par leur intégration aux forces de sécurité nationales), notamment au sein du ministère de l'Intérieur (dans une moindre mesure de la Défense) est désormais communément admise. Deuxièmement, tandis que les gouvernants légitimes négocient la formation d'un gouvernement d'union nationale, la création récente d'un Conseil de Sécurité Nationale représentatif -- chargé d'examiner les thématiques de la dé-baathification de la société civile, de la composition des ministères de sécurité et de la répartition des ressources et revenus pétroliers -- marque pour le président un progrès supplémentaire; les forces de sécurité irakiennes ont par ailleurs fait la preuve de leur cohésion et de leur caractère opérationnel en situation d'escalade en assurant efficacement le maintien de l'ordre public post-Samarra (22 février 2006) puis lors du pèlerinage chiïte dans les villes saintes de Kerbala et Najaf.

M. BUSH souligne enfin les enjeux en établissant un lien causal direct entre la démocratisation de l'Irak d'un côté et la sécurité des Etats-Unis de l'autre. C'est d'ailleurs parce que les "terroristes" auraient conscience de cette connexion qu'ils s'efforceraient de saper le processus de démocratisation. Et c'est afin de leur dénier la victoire (définie comme la sanctuarisation de l'Irak concomitante à la recherche d'"armes de meurtre de masse" en vue d'utiliser le territoire irakien comme un pas de tir pour l'éviction des gouvernements apostats du Moyen-Orient puis le lancement d'attaques contre les Etats-Unis) que le retrait des troupes américaines d'Irak reste conditionné à l'amélioration de la situation politique (consolidation du processus d'autonomisation démocratique) et militaire (réduction des poches insurgées et montée en puissance irréversible des forces de sécurité irakiennes) sur le terrain grâce à une "stratégie intégrée" tout à la fois politique, économique et sécuritaire.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) adopte à l'unanimité une déclaration présidentielle (non juridiquement contraignante) dans laquelle les 15 membres exhortent l'Iran à suspendre dans un délai de 30 jours ses activités d'enrichissement d'uranium

et demandent au président de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), Mohammed EL BARADEI, de publier un rapport sur la mise -- ou non -- en conformité de l'Iran avec ses obligations internationales à l'expiration de ce délai.

Mettant un terme à trois semaines d'âpres négociations parmi les membres permanents du CSNU, cette déclaration présidentielle apparaît cependant édulcorée en raison des concessions acceptées par le trio Etats-Unis -- France -- Grande-Bretagne pour s'assurer le soutien des puissances réticentes chinoise et russe:

1. d'abord, la formule de l'article 51 de la Charte des Nations Unies relative à la compétence du CSNU en matière de "menace à la paix et à la sécurité internationales" a été retirée devant les craintes chinoise et russe qu'elle ne justifie une action coercitive ultérieure contre l'Iran
2. ensuite, le délai de mise en conformité (également imparti à M. EL BARADEI pour la rédaction de son rapport) a été allongé de 14 à 30 jours
3. enfin, l'AIEA retient une co-compétence pour traiter le dossier nucléaire iranien avec l'appui du CSNU

Si le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE considère qu'une "étape diplomatique importante" a été franchie, isolant "plus que jamais" sur la scène internationale le comportement "inacceptable" de l'Iran ([Condoleezza RICE, Statement on U.N. Security Council Presidential Statement on Iran](#),

[Washington, D.C., 29 mars 2006](#)), l'ambassadeur iranien auprès des Nations Unies, Javad ZARIF, réagit en déclarant vain l'exercice de "pressions", de "menaces" et d'"intimidation" sur un Etat qui, précisément, y est "allergique".

Le porte-parole du département d'Etat, Sean McCORMACK, considère que l'investiture du nouveau gouvernement palestinien dominé par le *Hamas* marque une rupture -- le terme de la recherche par l'Autorité Palestinienne (AP) d'une solution négociée avec Israël en vue de la coexistence pacifique de deux Etats souverains -- qui emporte deux conséquences ([Sean McCORMACK, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 29 mars 2006](#)):

1. d'abord, la rupture des contacts avec les membres du *Hamas* quelque soit leur titre (ministres, membres du Conseil Législatif palestinien ou encore hauts-fonctionnaires)
2. ensuite, l'interruption du financement de l'AP en tant que gouvernée par une "organisation terroriste" (les Etats-Unis cherchent en contrepartie à diversifier les canaux de l'aide humanitaire à destination du peuple palestinien)

Le président George W. BUSH qualifie de "forte" et "importante" la relation américano-canadienne qui n'en nécessite pas moins "attention" et "prévenance" tant il appartient aux Etats-Unis et au Canada de retisser sans cesse un lien bilatéral en passe de se distendre ([George W. BUSH, Interview of the President by CTV, Map Room, Washington, D.C., 29 mars 2006](#)).

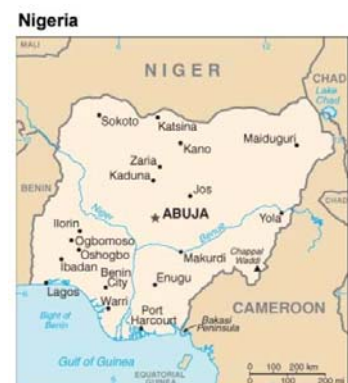
Cette relation politique entre gouvernements reste d'autant plus solide selon M. BUSH qu'elle est étayée par d'intenses relations sociales d'échanges entre Américains et Canadiens.



Le président George W. BUSH s'entretient avec le président nigérian OBASANJO des moyens de stabiliser la situation politico-militaire dans la province soudanaise du Darfour ([George W. BUSH, President Bush Welcomes President Obasanjo of Nigeria to the White House, The Oval Office, Washington, D.C., 29 mars 2006](#)).

M. BUSH formule trois propositions:

1. d'abord, expliciter au gouvernement soudanais que la communauté internationale contribuera effectivement au rétablissement de la paix
2. ensuite, amorcer une politique de négociations "à double voie":
 - o d'un côté, des négociations entre les rebelles du Darfour et le gouvernement central de Khartoum
 - o de l'autre, des négociations entre la communauté internationale et le gouvernement soudanais en vue d'appuyer par une mission de l'ONU l'opération de maintien de la paix menée par l'Union Africain
3. enfin, impliquer les capacités logistiques et de projection de puissance dont disposent seules les forces de l'OTAN



L'assaut des forces de la *Multi-National Force -- Afghanistan* (MNF-A) contre deux quartiers généraux taliban dans la province d'Helmand tue 32 "insurgés" et permet la découverte de caches d'armes.

Le professeur d'affaires internationales à la *Georgetown University*, Charles A. **KUPCHAN**, qualifie de "mal avisée" la politique iranienne à double voie des Etats-Unis -- une diplomatie coercitive (menace d'emploi de la force armée afin de prescrire une action) couplée à la recherche d'un changement de régime -- car fondée sur une mauvaise lecture de la perception du nucléaire par les gouvernants et les gouvernés iraniens ([Charles A. KUPCHAN, "Dealing with Tehran: The Key lies in Iran's history", *International Herald Tribune*, 29 mars 2006](#)).

L'ambition nucléaire de l'Iran ne saurait être réduite à l'arme atomique *per se*, mais reflèterait -- en même temps qu'elle l'alimenterait -- un nationalisme soucieux de souveraineté et d'indépendance. La majorité des Iraniens et de leurs représentants résisteraient dès lors à la pression de la communauté internationale non pas en considération de son point d'application -- le nucléaire -- mais en tant qu'elle véhicule l'image d'une ingérence (supplémentaire étant donnée l'histoire iranienne). Il en résulte d'après M. KUPCHAN une intransigeance iranienne fonction de l'intensité de la pression internationale.

En guise de sortie de crise, M. KUPCHAN recommande aux Etats-Unis:

1. d'élargir le champ des futures négociations avec l'Iran aux thématiques de la stabilisation irakienne et de la sécurité du Golfe arabo-persique (linkage diplomacy)
2. d'assouplir le régime des sanctions américaines qui perdurent depuis 1979 à l'encontre de l'Iran (par exemple, dégeler certains avoirs)
3. enfin et principalement, assurer le régime iranien des intentions américaines et inscrire à l'horizon de la négociation la perspective d'un rétablissement des relations diplomatiques

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** entame une tournée européenne (29 mars-2 avril 2006) au cours de laquelle elle se rend successivement en Allemagne, en France puis en Grande-Bretagne pour s'entretenir avec les alliés des Etats-Unis sur les thèmes:

1. de l'Iran (une réunion des cinq membres permanents plus l'Allemagne -- en tant que membre de l'UE-3 -- est prévue)
2. et du dialogue transatlantique

L'ancien président et fondateur éponyme d'une fondation, Jimmy **CARTER**, dénonce l'Accord de coopération nucléaire civile signé le 19 juillet 2005 par le président George W. BUSH et le premier ministre indien Manmohan SINGH puis confirmé le 2 mars 2006, destiné à assurer à l'Inde (non signataire du Traité de Non Prolifération nucléaire) l'accès aux technologies atomiques américaines et l'approvisionnement en combustible nucléaire en contrepartie d'un droit de regard de l'AIEA (régime des inspections internationales) sur le volet civil du nucléaire indien -- préalablement séparé du volet militaire) ([Jimmy CARTER, "A Dangerous Deal With India", *The Washington Post*, 29 mars 2006](#)).

M. CARTER allègue cinq arguments contre la ratification de l'accord américano-indien:

1. il remet en cause l'interdiction du transfert de technologie nucléaire ou de l'approvisionnement en combustible nucléaire aux Etats non signataires du TNP
2. il alimente le risque de nucléarisation en chaîne de l'Asie (Japon, Indonésie)
3. il augmente les avantages de l'option nucléaire pour les Etats en possédant la capacité technologique à terme (Argentine, Brésil, Afrique du sud, Egypte, Arabie Saoudite, Syrie et Turquie)
4. il nourrit la perception d'un double standard au sein de la politique de non-prolifération des Etats-Unis
5. il s'inscrit dans le cadre plus large d'une doctrine américaine d'emploi de l'arme nucléaire (dénonciation du traité ABM en juin 2002, accroissement de la recherche-développement en matière de bombes anti-bunkers souterraines, militarisation de l'espace et menace de l'emploi en premier de l'arme atomique même contre des Etats conventionnels) propice à la relance d'une course aux armements

Le journaliste du *Washington Post* Ellen **KNICKMEYER** rapporte que le processus d'homogénéisation ethno-confessionnelle est amorcé en Irak avec l'apparition des premiers individus intérieurement déplacés consécutive à l'intensification des violences intercommunautaires ([Ellen KNICKMEYER, "Thousands of Iraqis Flee to Avoid Spread of Violence", *The Washington Post*, 29 mars 2006](#)).

Depuis le dynamitage du mausolée de Samarra (22 février 2006) et l'exacerbation de la violence entre communautés ethno-confessionnelles, ce nettoyage ethnique s'est déjà traduit par le déplacement de 25 000 Irakiens quittant les zones mixtes de frictions intercommunautaires pour celles plus homogènes sur le plan ethno-confessionnel.

Ce processus d'homogénéisation crée sa dynamique propre puisque chaque déplacement interne l'accélère doublement: la composition ethno-confessionnelle des destinations s'homogénéise concomitamment à celle des zones de provenance.

Le premier ministre israélien en exercice, Ehud **OLMERT**, déclare la victoire aux élections législatives du 28 mars 2006 du parti centriste qu'il dirige -- *Kadima*.

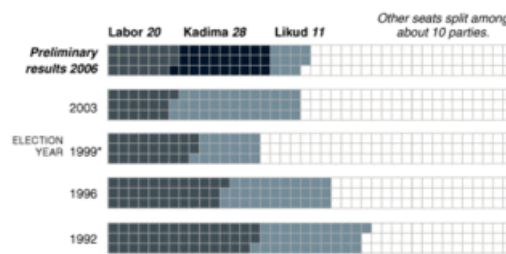
Ci-après le nombre de sièges (sur les 120 que compte le parlement monocaméral -- *Knesset*) que remportent les principaux partis politiques selon des résultats non encore définitifs (le taux de participation de 63,2% est bas):

1. *Kadima* (parti centriste fondé en novembre 2005 par Ariel SHARON et dirigé par M. OLMERT): 28 sièges sur les 120 que compte le parlement monocaméral (*Knesset*)
2. parti travailliste (parti de gauche dirigé par Amir PEREZ): 20 sièges
3. *Likud* (parti de droite dirigé par Benyamin NETANYAHOU): 11 sièges

Knesset Results

The centrist Kadima party won 28 of the 120 seats in yesterday's Knesset election, but it will have to build a broad coalition to achieve a majority. Likud, the right-wing party that split when Ariel Sharon left it to form Kadima, fell to 12 from 38 seats.

*Labor ran in a coalition called One Israel.
Sources: Israeli Knesset



M. OLMERT confirme à l'aune des résultats électoraux l'objectif de la 17ème législature: par des négociations avec l'Autorité Palestinienne si le *Hamas* modère sa posture, unilatéralement dans le cas contraire, établir après désengagement les frontières définitives de l'Etat d'Israël, "un Etat juif avec une majorité juive" aspirant à vivre en paix avec son voisin palestinien.

Le journaliste du *New York Times* Edward **WONG** rapporte que l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay **KHALILZAD**, aurait expressément indiqué au cours d'une réunion le 25 mars 2006 que le président George W. **BUSH** "ne veut, ni ne soutient, ni n'accepte" la candidature du premier ministre transitoire Ibrahim **AL-JAFARI** à sa propre succession en tant que chef du futur gouvernement pleinement souverain de la République d'Irak ([Edward WONG, "Bush Opposes Iraq's Premier, Shiites Report", *The New York Times*, 29 mars 2006](#)).

Vainqueur de la primaire qui s'est tenue le 12 février 2006 au sein de la principale coalition électorale chiite (l'Alliance Irakienne Unie -- AIU) pour désigner le candidat au poste de premier ministre, M. AL-JAFARI fait depuis l'objet d'un feu nourri de critiques:

- les formations politiques estiment dans leur ensemble (quelque soit leur identification partisane) que la stratégie de reconstruction du premier ministre transitoire a failli
- les organisations représentatives de la communauté arabe sunnite et les Etats-Unis lui reprochent de ne pas s'opposer énergiquement à l'influence des milices chiites, notamment au sein du ministère de l'Intérieur (noyauté par l'Armée du Mahdi du leader religieux Moqtada AL-SADR et l'Organisation des Brigades Badr), en vue de leur démantèlement à terme (en fait leur intégration au sein des forces de sécurité nationales)
- les organisations représentatives de la communauté arabe chiite considèrent qu'il échoue à réduire politico-militairement l'insurrection de la minorité arabe sunnite extrémiste

- enfin, certains membres de l'AIU soulignent que sa faible légitimité originelle (M. AL-JAFARI a été sélectionné par l'AIU avec une voix d'avance sur son rival Abdul-Aziz AL-HAKIM) restreint sa liberté d'action

28 mars

Auditionné par la Commission des appropriations du Sénat, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE exhorte la Chine, l'Inde mais aussi l'Association of South East Asian Nations (ASEAN) et l'Union européenne à user de leur influence sur la junte militaire birmane** pour qu'une évolution démocratique soit amorcée dans "l'un des pires régimes" en matière de violations des droits de l'homme.

Les Etats-Unis continuent d'imposer un régime de sanctions principalement économiques (limitation des importations, gel de certains avoirs) contre le gouvernement de la Birmanie.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott **McCLELLAN, confirme le maintien de deux politiques de l'administration BUSH au Moyen-Orient** ([Scott McCLELLAN, Press Briefing by Scott McCLELLAN, James S. Brady Briefing Room, Washington, D.C., 28 mars 2006](#)):

1. conditionner l'acceptation du *Hamas* comme interlocuteur politique valable (conditionnalité formulée par le Quartette -- Etats-Unis, Union européenne, Fédération de Russie et Nations Unies):
 - reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël
 - renonciation à la violence (démantèlement des milices)
 - et respect des traités de paix signés par l'Autorité Palestinienne avec Israël
2. encourager les Etats du Moyen-Orient à soutenir le gouvernement irakien et la société civile irakienne (à propos du Sommet Arabe qui se tient à Khartoum au Soudan):
 - établissement de relations diplomatiques
 - ouverture de légations sur le territoire irakien
 - renforcement des coopérations économiques

Le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD inclut dans les critères à l'aune desquels jauger la situation politico-militaire sur le terrain irakien les éléments négatifs dont la survenance est conjurée.** Par exemple, le pèlerinage d'Arba'een qui avait tué 120 personnes et en avait blessé 300 en 2004, 33 et 130 en 2005, n'a respectivement causé que 12 et deux victimes en 2006 ([Donald H. RUMSFELD, Peter PACE, DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld and Gen. Pace from the Pentagon, Washington, D.C., 28 mars 2006](#)).

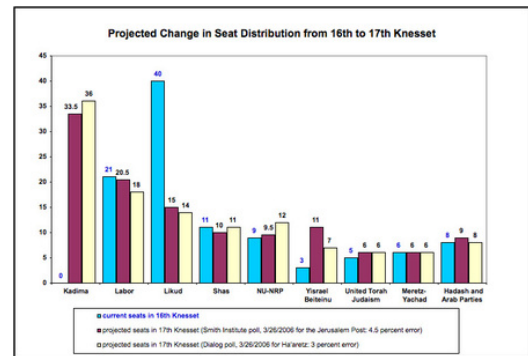
Le secrétaire à la Défense rappelle l'importance d'une communication stratégique efficace et diligente dans la guerre des idées, notamment la communication sur les opérations -- consécutivement aux divergences d'interprétation de l'opération conduite le 26 mars 2006 dans Bagdad par les forces spéciales irakiennes (180 militaires) avec l'appui des forces spéciales américaines (60 militaires), qui tua 17 personnes et déclencha les protestations de la majorité arabe sunnite.

Le président du comité des chefs d'état-major, le général Peter PACE, qualifie de "menace à la stabilité" toute organisation armée non subordonnée au gouvernement irakien (non intégrée aux forces nationales: *i.e.* les milices, principalement chiïtes) ou continuant d'entretenir des conflits de loyautés entre ancienne appartenance milicienne et nouvelle allégeance gouvernementale. Ces milices ont clairement contribué, selon lui, à l'exacerbation récente des violences intercommunautaires.

5 014 622 citoyens israéliens sont appelés à élire au scrutin de liste à la représentation proportionnelle les 120 membres de leur parlement, la Knesset (durée de la législature: quatre ans), parmi trente-et-une formations partisans en compétition. Les sondages pré-électorales prévoient la victoire du parti *Kadima* (centre) devant le parti travailliste (gauche) et le *Likud*

(droite). Les sondages pré-électoraux prévoient la victoire du parti *Kadima* (centre) devant le parti travailliste (gauche) et le *Likud* (droite).

Le parti *Kadima* a été fondé par l'ancien premier ministre Ariel SHARON en novembre 2005 et est dirigé par l'ancien maire de Jérusalem et premier ministre en exercice Ehud OLMERT. Il est favorable au désengagement partiel unilatéral sans conditions de Cisjordanie (tout en conservant des colonies dans Jérusalem-est) et maintient ouverte la possibilité de sanctions renforcées (après le gel de redevances à destination de l'Autorité Palestinienne) contre le nouveau gouvernement de l'Autorité Palestinienne

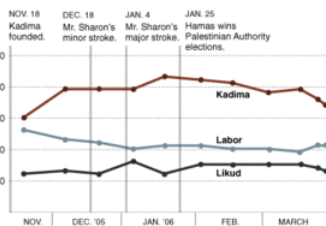


Election Preview

Polls have consistently shown that Kadima is expected to win the largest share of the 120 seats in Parliament. Kadima was founded by Ariel Sharon, who had led Likud but broke it apart to create the new party.

Kadima's Ranks
About 42 percent of the top 38 Kadima candidates come from Likud, but not all of its leaders do.

Likud	Labor	Other
42%	13%	45%



TOP FIVE CANDIDATES ON KADIMA'S SLATE



Source: Israel Knesset; Polls from Yehor Aharonov taken from Nov. 22, 2005 to March 27, 2006.

The New York Times

(AP) dominé par le *Hamas*. Le parti centriste constitue une *via media* pour une résolution réaliste du conflit israélo-palestinien: aux solutions idéologiques formulées par la gauche (paix inconditionnelle) et la droite ("*Eretz Israel*") du système partisan, *Kadima* syncrétise avec la formule du désengagement unilatéral des moyens unilatéralistes de droite au service d'une fin territoriale de gauche. Sur le plan économique, *Kadima* vise la réduction des fractures sociales et économiques. Le **parti travailliste** est dirigé par l'ancien



dirigeant syndical Amir PERETZ. Il est favorable au désengagement partiel unilatéral sans conditions de Cisjordanie (tout en conservant des colonies dans Jérusalem-est) et soutient des sanctions économiques ciblées contre les dirigeants du nouveau gouvernement de l'AP dominé par le *Hamas*. Sur le plan économique, le parti travailliste vise la restauration des prestations sociales récemment amputées et l'augmentation du salaire minimum.

Le *Likud* est dirigé par l'ancien premier ministre Benjamin NETANYAHOU. Après s'être opposé au désengagement unilatéral de la Bande de Gaza, le parti est favorable à des concessions territoriales doublement conditionnées (renonciation du *Hamas* à la violence et démantèlement des milices) ainsi que limitées et souhaite des sanctions plus fermes contre le nouveau gouvernement de l'AP dominé par le *Hamas*. Sur le plan économique, le *Likud* vise la réduction des dépenses budgétaires grâce, notamment, à la diminution des prestations sociales.

27 mars

Les représentants de la majorité arabe chiite protestent vivement contre les autorités américaines après l'opération menée le 26 mars 2006 par les forces spéciales irakiennes, avec l'appui des forces spéciales américaines, dans un quartier chiite de Bagdad contre une "cellule terroriste" présumée responsable d'"activités de kidnapping et d'exécutions", et au cours de laquelle 16 individus (un temps réputés proches du leader chiite Moqtada AL-SADR) ont été tués et 15 capturés:

1. le ministre irakien de l'Intérieur considère que l'opération est une "agression injustifiée contre des fidèles alors qu'ils priaient dans une mosquée"

2. la principale coalition électorale chiite, l'Alliance Irakienne Unie, suspend sa participation aux négociations pour la formation d'un gouvernement d'union nationale
3. le gouverneur de Bagdad, Hussein AL-TAHAAN, annonce un moratoire de la coopération "politique et logistique" avec les forces armées américaines et exige qu'une enquête indépendante soit diligentée soit le ministère irakien de la Défense et l'ambassade américaine en Irak
4. et les milices chiites (l'Armée du Mahdi et l'Organisation des Brigades de Badr) menacent de représailles les troupes américaines

Cette détérioration des relations entre autorités américaines et représentants de la communauté arabe chiite se produit alors que l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay KHALILZAD, s'efforce d'obtenir du gouvernement transitoire de M. Ibrahim AL-JAFARI:

1. la réduction de l'influence des milices chiites au sein du ministère irakien de l'Intérieur (principalement l'Armée du Mahdi et l'Organisation des Brigades de Badr)
2. leur démantèlement à terme
3. et de délicates concessions afin de faciliter l'intégration de la communauté arabe sunnite au sein du jeu politique

A la question de savoir si le Quartette (Etats-Unis, Union européenne, Fédération de Russie et Nations Unies) répondra positivement à l'offre de dialogue du nouveau premier ministre palestinien, Ismail HANIYEH, le porte-parole du Département d'Etat Sean McCORMACK **maintient que le Hamas doit préalablement satisfaire les conditions posées par la communauté internationale afin d'être reconnu par elle comme un interlocuteur valable** ([Sean McCORMACK, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 27 mars 2006](#));

1. reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël
2. renoncer à la violence et démanteler les milices
3. accepter les accords de paix israélo-palestiniens déjà signés

Devant les étudiants de l'école de guerre de l'U.S. Army à Carlisle, le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD **qualifie l'organisation centrale d'al-Qaida et les organisations extrémistes qui lui sont "affiliées" d'ennemis parmi les plus brutaux que les Etats-Unis aient connu au cours de leur histoire**. Dans la "longue lutte à venir", ils méritent à ce titre d'être traités sur un mode offensif -- la faiblesse de la décennie 1990 fut une "provocation" -- tels des combattants, non de simples criminels, opposés à ce que *sont* et non seulement ce que *font* les Etats-Unis.

Mobilisées selon M. RUMSFELD par un même agenda anti-occidental, ces organisations terroristes ne manqueraient désormais que des moyens capacitaires de leur fin -- la volonté de se livrer à un terrorisme de masse.

Si des progrès ont été réalisés dans le cadre de la GWOT (perturbations des circuits de financement, de recrutement et d'entraînement terroristes ainsi que dénis de sanctuaires territoriaux), notamment sur les théâtres d'opérations afghan et irakien, le secrétaire à la Défense rappelle qu'au cours de cette guerre des idées la réduction du centre de gravité ennemi, de nature psychologique, nécessite de mobiliser le soutien des Musulmans modérés afin de saper l'appel de l'idéologie extrémiste islamiste.

Pour accomplir cette "grande et nécessaire tâche de l'histoire", l'opinion publique américaine doit demeurer "résolue".

Un attentat suicide perpétré devant un centre de recrutement de l'armée irakienne tue 40 candidats et en blesse 30 dans la ville de Mosul, au nord de Bagdad.

Certes, les démocrates des trois partis libéraux (*Bloc Yulia Tymoshenko, Notre Ukraine* et le parti socialiste ukrainien) conservent la majorité au parlement ukrainien (238 sièges sur 450) et s'entendent vraisemblablement pour former un gouvernement de coalition dirigé par Mme TYMOSHENKO -- à condition de trouver une *via media* en matière économique

(l'interventionnisme du premier ministre pressenti s'oppose au libéralisme de marché du président). Ces résultats n'en sont pas moins une double défaite pour M. IOUCHENKO puisqu'ils marquent deux victoires relatives qui lui sont défavorables:

1. après composition des alliances, son ancien concurrent (défait lors du second scrutin de décembre 2004: "révolution orange") représente approximativement 212 des 450 sièges du parlement
2. avant configuration des alliances, son ancien premier ministre révoqué en septembre 2005 domine les partis démocrates

Si la menace d'une guerre civile en Irak n'est pas matérialisée tant qu'un front politique unitaire la combat et que la violence reste de faible intensité, l'analyste de la *Brookings Institution* Michael O'HANLON recommande toutefois de planifier militairement l'hypothèse de l'échec du processus politique et du basculement dans une guerre civile ([Michael O'HANLON, "How to Stop a Civil War", The Washington Post, 27 mars 2006](#)).

Le processus politique risque effectivement d'échouer à enrayer la matérialisation de la menace de conflit interne s'il achoppe sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, la répartition des ressources et revenus pétroliers, la réintégration des anciens cadres du parti *Baath* au sein de la société civile comme des forces de sécurité irakiennes (FSI) ou encore la difficile réduction du chômage. *A contrario* du secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD avertissant que les troupes américaines ne s'interposeraient pas entre les communautés ethno-confessionnelles dans l'hypothèse d'une guerre civile, M. O'HANLON mobilise alors l'analogie historique des pillages dans la capitale en avril 2003 (ce déficit de sécurité est réputé avoir alimenté l'embryon insurrectionnel) pour justifier l'implication des militaires de la *Multi-National Force -- Iraq* (MNF-I).

Alors que les FSI ne sont pas acculturées au maintien de l'ordre public dans un environnement politique polarisant/radicalisant d'un conflit entre concitoyens (l'activité de nettoyage ethnique des milices amorcerait mécaniquement une dynamique interne d'escalade en nourrissant la peur puis la haine), l'engagement des forces de la MNF-I permettrait selon lui:

1. d'agir comme une "colle" garante de la cohésion des FSI nonobstant les facteurs dissolvants
2. de pourvoir à la main-d'oeuvre importante nécessitée par la situation

26 mars

Appuyant (ou appuyées par?) des forces spéciales irakiennes, **les forces spéciales américaines mènent dans Bagdad une opération contre une "cellule terroriste" présumée responsable d'"activités de kidnapping et d'exécutions" au cours de laquelle 16 individus proches du leader chiïte Moqtada AL-SADR sont tués et 15 capturés.**

Cet assaut porte en germe deux risques:

1. qu'après la révolte de l'Armée du Madhi (4-14 avril 2004), première opposition organisée armée de la part de la communauté arabe chiïte, les rapports entre M. AL-SADR et les forces de la *Multi-National Force -- Iraq* se dégradent à nouveau
2. qu'après avoir soutenu la candidature du premier ministre de transition Ibrahim AL-JAFARI à sa propre succession en tant que premier ministre du premier gouvernement d'union nationale effectivement souverain, Moqtada AL-SADR remette en cause le processus de formation du gouvernement

Les corps de 30 individus masculins décapités sont par ailleurs retrouvés près de Baquba, ville de la province de Diyala située à 50 km au nord-est de Bagdad.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE intervient dans les *talk shows* dominicains sur les thèmes du troisième anniversaire du déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom* et de la problématique nucléaire iranienne ([Condoleezza RICE, Interview on Fox News Sunday with Chris Wallace, Washington, D.C., 26 mars 2006](#); [Condoleezza RICE, Interview on NBC's Meet the](#)

[Press with Tim Russert, Washington, D.C., 26 mars 2006](#); [Condoleezza RICE, Interview on CNN's Late Edition with Wolf Blitzer, Washington, D.C., 26 mars 2006](#)).

Le secrétaire d'Etat justifie *a posteriori* le déclenchement de l'OIF non par la connexion entre le régime baathiste d'alors et l'organisation terroriste al-Qaida responsable des attentats du 11 septembre 2001, encore moins par la présomption de possession d'armes de destruction massive, mais par la contribution du président déchu Saddam HUSSEIN aux ruptures de représentativité qui, dans la région du Moyen-Orient, ont produit selon elle -- derrière le paravent de la stabilité -- un terreau politique propice à l'incubation du terrorisme, un "déficit" de liberté politique sécrétant une "idéologie de haine". Les forces de la coalition sont donc intervenues contre le président irakien parce qu'il incarnait "une partie de ce vieux Moyen-Orient" où le terrorisme devenait une modalité "acceptable" de la participation politique.

S'ils sont "plus lents" qu'escomptés sur le théâtre d'opérations irakien, les progrès d'ores et déjà réalisés aux plans sécuritaire (les forces de sécurité irakiennes étendent régulièrement leur compétence territoriale et ont efficacement géré le maintien de l'ordre public consécutivement au dynamitage du mausolée de Samarra le 22 février 2006; la capacité de nuisance de l'insurrection ne suffit pas à enrayer le processus politique démocratique) et politique (si les négociations entre communautés ethno-confessionnelles pour la formation d'un gouvernement d'union nationale s'inscrivent dans la durée, elles n'en marquent pas moins en elles-mêmes une amélioration) rendent probable, selon Mme RICE, la diminution des forces armées américaines mobilisées en Irak dans le cadre de l'OIF au cours de l'année à venir.

Ayant conscience de l'urgence à agir et ne se résignant pas à ce que l'Irak puisse posséder à long terme (15-20 ans) l'arme atomique, le secrétaire d'Etat souligne l'absence d'alternative, pour le régime iranien, à l'abandon de ses ambitions nucléaires. Condoleezza RICE considère que l'intégration de l'Irak sur la scène internationale ne lui permet pas d'imiter la posture nord-coréenne d'un isolement. Néanmoins, si l'adoption par le Conseil de Sécurité des Nations Unies d'une déclaration présidentielle n'infléchissait pas la politique iranienne, la "phase suivante" pourrait être le vote par ses membres d'une résolution sur le fondement juridique du chapitre VII de la Charte des Nations Unies (autorisant le recours à la contrainte afin de prescrire -- ou proscrire -- une action).

Les élections législatives ukrainiennes mettent aux prises trois principales formations politiques dans un pays à la géographie électorale nettement marquée (l'ouest ukrainophone tertiaire et qui incline vers les structures de représentation de l'Occident -- Union européenne et OTAN -- a majoritairement voté pour Victor IOUCHENKO en décembre 2005; l'est russophone industrialisé et qui incline vers les organisations d'intégration régionale post-soviétiques a majoritairement voté pour Victor IANOUKOVITCH en décembre 2005):

1. le parti du président libéral Victor IOUCHENKO, *Notre Ukraine*:
 - o parvenu au pouvoir à la faveur de la révolution orange de décembre 2004, M. IOUCHENKO connaît une érosion de sa popularité à l'épreuve du pouvoir, affaibli non seulement par la frustration des attentes (stagnation économique et désagrégation de son propre camp nourrissent un désenchantement démocratique) mais encore par la mauvaise gestion de la "crise du gaz" avec la diplomatie énergétique russe en janvier 2006 (qualifiée par certains de "tarif démocratique", l'augmentation des prix du gaz a été dénoncée comme contraire à l'intérêt national ukrainien par les rivaux de M. IOUCHENKO)
 - o *Notre Ukraine* fait principalement campagne dans l'ouest ukrainien
 - o les sondages pré-électorales créditent *Notre Ukraine* de 17% des suffrages exprimés
2. le parti de l'ancien premier ministre Yulia TYMOSHENKO, *Bloc Yulia*:
 - o ancien premier ministre un temps alliée du président IOUCHENKO, Yulia TYMOSHENKO a été révoquée de son poste en septembre 2005 (en raison des contre-performances économiques du gouvernement) à la faveur de Victor IANOUKOVITCH

- *Bloc Yulia* fait principalement campagne dans l'ouest ukrainien les sondages pré-électorales créditent *Bloc Yulia* de 15% des suffrages exprimés
- 3. le parti de l'ancien président et actuel premier ministre Victor IANOUKOVITCH, le *Parti des Régions*:
 - l'ancien président déchu par la révolution orange en décembre 2004 et actuel premier ministre, Victor IANOUKOVITCH, est le premier bénéficiaire des "désenchantements post-révolutionnaires" contre lesquels son programme politique recommande un réalignement avec la Fédération de Russie (le Russe comme seconde langue officielle, rejet du projet d'adhésion à l'OTAN, priorité de l'intégration économique régionale aux côtés de la Fédération de Russie sur l'intégration au sein de l'UE)
 - le *Parti des Régions* fait principalement campagne dans l'est ukrainien
 - les sondages pré-électorales créditant le Parti des Régions de 30% des suffrages exprimés, cette formation constituera vraisemblablement le parti-pivot du futur gouvernement de coalition

S'il reflète l'oscillation du balancier ukrainien entre révolution, réaction, réformisme et

conservatisme (vers un futur gouvernement de coalition *in fine* composé d'anciens "ennemis"), le scrutin marque pour la Fédération de Russie une seconde opportunité (après celle ratée de décembre 2005) afin de reconsolider sa politique d'influence au sein de l'espace post-soviétique. Après l'avortement de la révolution "du jean" en Biélorussie (échec des manifestations de protestation contre le scrutin présidentiel du 19 mars 2006), la victoire du parti du premier ministre Victor IANOUKOVITCH enraierait la perception d'un déclin de l'influence russe prégnante depuis les adhésions des trois Etats baltes à l'UE (1er mai 2004) et les autres "révolutions colorées" en Géorgie ("des roses" en novembre 2003) et au Kirghizstan ("des tulipes" en mars 2005).

Dans l'hypothèse d'une victoire du *Parti des Régions* synonyme de dissonance des majorités et de reconduction du premier ministre IANOUKOVITCH, le président ukrainien n'en conserve pas moins en vertu de la Constitution le pouvoir décisionnel de politique étrangère ainsi que le pouvoir de nommer les ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Puisque la marge de manoeuvre primo-ministériel est strictement limitée en matière de relations extérieures, les continuités l'emporteront sur les ruptures.

Ukraine



25 mars

A l'issue d'un entretien à Bagdad d'une délégation de sept responsables politiques américains avec le président irakien d'origine kurde, Jalal TALABANI, **les sénateurs John McCain (républicain) et Russel FEINGOLD (démocrate) déclarent en commun que l'opinion publique américaine -- quelque soit son identification partisane -- désire le succès de l'Irak, lequel passe selon elle par la prompt formation d'un gouvernement d'union nationale** intégrant la communauté arabe sunnite au processus politique.

Ce vernis du consensus bipartisan en matière de politique étrangère se craquèle toutefois lorsque la problématique du retrait des troupes américaines d'Irak est abordée:

1. tandis que M. McCain adhère à la vision de l'administration BUSH selon laquelle la décision de retrait des troupes doit être déterminée par la situation politico-militaire sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires ...
2. ... M. FEINGOLD soutient que la présence américaine engendre en Irak une dynamique nationaliste déstabilisante là où paradoxalement elle devrait contribuer à stabiliser et réduire les violences, notamment intercommunautaires

25 000 militaires américains entament une semaine d'exercices militaires conjoints avec l'armée sud-coréenne (principalement des simulations informatiques et quelques exercices de terrain).

Quoique que leur finalité soit exclusivement défensive, la Corée du nord (encore techniquement en guerre avec la Corée du sud après la signature d'un simple cessez-le-feu qu'aucun traité de paix n'est venu consolider) dénonce ces exercices conjoints comme la répétition d'une attaque nucléaire préemptive.

Certes, l'organisation a exporté au cours de l'année 2005 son activité terroriste hors d'Irak (en Jordanie: attentats d'Aquba en août puis d'Amman en novembre; en Israël à partir du Liban en décembre). Mais le journaliste du *New York Times* Dexter **FILKINS souligne le profil bas qu'adopte depuis l'été 2005 l'insurgé longtemps réputé leader de l'organisation terroriste al-Qaida en Mésopotamie, Abou Moussab AL-ZARKAOUI**: ce dernier a cessé non seulement la mise en scène de décapitations d'otages ou "collaborateurs" mais encore les attaques verbales contre les Chiites et certains attentats réprouvés en raison de leur forte létalité directe ou potentielle -- la responsabilité du dynamitage du mausolée de Samarra n'a toujours pas été revendiquée ([Dexter FILKINS, "Iraq Qaeda Chief Seems to Pursue a Lower Profile", *The New York Times*, 25 mars 2006](#)).

Ce profil bas est justifié par le besoin d'irakiser la direction des opérations, lequel s'explique à son tour par la conjonction entre une érosion de la légitimité de M. AL-ZARKAOUI et des revers tant stratégiques que tactiques qui ont amorcé un démantèlement du front insurrectionnel.

Deux facteurs ont d'abord corrodé la légitimité de l'activité terroriste de M. AL-ZARKAOUI:

1. la réprobation des "guerres totales" déclarées contre le principe démocratique (23 janvier 2005) puis contre les Chiites (14 septembre 2005)
2. l'effet pervers de l'adoubement de M. AL-ZARKAOUI (un Jordanien) par Oussama BEN LADEN (un Saoudien) pour mener la lutte en Irak (contre des Irakiens) qui alimente auprès des nationalistes irakiens la perception d'une insurrection dont les leviers sont actionnés par l'étranger

L'organisation al-Qaida en Irak en particulier -- et l'insurrection en général -- a ensuite connu des revers tant stratégiques que tactiques:

1. au niveau stratégique: le processus politique n'a pas été enrayé, la population du "triangle sunnite" (Bagdad-Ramadi-Tikrit) continue de s'engager au sein des forces de sécurité irakiennes, ce triangle sunnite n'est pas sanctuarisé et une partie de la communauté arabe sunnite (irakienne comme étrangère) est aliénée par le terrorisme indiscriminé couplé à l'islam rigoriste
2. au niveau tactique: le succès des attaques décline tandis que l'insurrection reste incapable de monter militairement en puissance en vue de remporter des affrontements militaires (le processus de para-militarisation est bloqué)

C'est pourquoi 2005 a amorcé le démantèlement du front insurrectionnel: les divergences stratégiques (sur le processus politique démocratique) et tactiques (les choix des cibles) ont alors supplanté la convergence de circonstance au niveau opératif pour se traduire par deux phénomènes anti-insurrectionnels (depuis novembre 2004):

1. la multiplication des représailles contre les groupes insurgés néo-salafistes d'origine étrangère de la part des groupes insurgés nationalistes d'origine irakienne

2. l'organisations de la lutte (appui à la contre-insurrection) par certaines tribus irakiennes (notamment dans la province majoritairement arabe sunnite d'Anbar: *al-Anbar Revolutionaries, Anbar Revenge Brigades*)

D'où le besoin d'irakiser la lutte. Cet impératif se traduit sur le plan organisationnel par la nomination à la direction de la nouvelle organisation créée le 21 janvier 2006 en vue d'agrèger les initiatives terroristes à travers l'Irak, le *Mujahideen Shura Council of Iraq* qui regroupe sept organisations insurgées, d'un Irakien -- Abdullah Rashid AL-BAGHDADI -- désormais discrètement au premier plan devant le médiatique M. AL-ZARKAOUI.

24 mars

Le commandant du *Multi-National Security Transition -- Iraq*, le lieutenant général Martin DEMPSEY, annonce que **les 20 000 policiers irakiens chargés de la surveillance des frontières auront la responsabilité des 3 631 kilomètres du périmètre irakien dès le mois de juillet 2006** ([Martin DEMPSEY, DoD News Briefing with Lt. Gen. Dempsey, 24 mars 2006](#)).

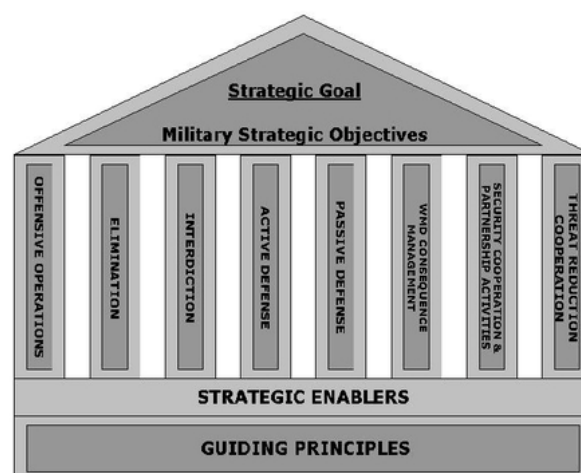
L'ambassadeur américain en Bulgarie, John BEYRLE, annonce que **Washington et Sofia se sont accordés pour une coopération permettant aux Etats-Unis d'utiliser trois bases** (Novo Selo, Bezmer, Graf Ignatyev) **et un entrepôt militaires** (Aitos) sur le territoire bulgare. Cet accord de coopération -- qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie américaine de redéploiement à l'est de l'Europe des troupes stationnées à l'ouest aux fins de flexibilité et de réactivité (arc de crises s'étendant du Maghreb à l'Asie orientale) -- doit être signé par le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE lors d'une conférence des Etats membres de l'OTAN fin avril 2006.

Le président du comité des chefs d'état-major, le général Peter PACE, publie la *National Military Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction* (NMSCWMD) qui, sous-tendue par six principes (défense active en profondeur, conscience de la situation et C2 intégré, gestion de la force, planification basée sur les capacités, approche basée sur les effets et garantie des alliés), a vocation à intégrer les efforts du Département de la Défense en matière de lutte contre les armes de destruction massive (ADM) afin de faciliter l'accomplissement de sa mission: "dissuader et vaincre ceux qui cherchent à préjudicier les Etats-Unis, leurs alliés et leurs partenaires par l'emploi d'armes de destruction massive et, en cas d'attaque, à atténuer les effets et rétablir la dissuasion" ([CHAIRMAN OF THE JOINT CHIEFS OF STAFF, National Military Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction, Washington, D.C., 13 février 2006, 30 p.](#)).

Reposant sur le triptyque contre-prolifération, non-prolifération et gestion des conséquences, favorisée par le renseignement, les partenariats et la communication stratégique ("*strategic enablers*"), la NMSCWMD est une construction pyramidale composée de trois strates: les fins (planification), les voies (exécution) et les moyens (identification des ressources) de la lutte contre les ADM.

Les *fins* recouvrent le but militaire stratégique et l'état final associé, c'est-à-dire assurer que "les Etats-Unis, ses forces armées, ses alliés, ses partenaires et intérêts ne soient ni contraints ni attaqués par des ennemis utilisant des ADM". Les *voies* sont les quatre objectifs stratégiques militaires relevant de la contre- ou de la non- prolifération:

- deux relevant de la contre-prolifération:
 - vaincre et dissuader l'emploi d'ADM



- protéger de, répondre à et se remettre de l'emploi d'ADM
- deux relevant de la non-prolifération:
 - défendre, dissuader et dénier la possession ou la prolifération d'ADM
 - réduire, détruire et inverser la possession d'ADM

Et les *moyens* sont les applications au niveau des commandements de combat, des départements militaires et des administrations de soutien au combat que traduisent huit zones de mission:

- les opérations offensives
- les opérations d'élimination
- les opérations d'interdiction
- la défense active
- la défense passive
- la gestion des conséquences des ADM
- la coopération sécuritaire et les activités de partenariats
- et la coopération dans la réduction des menaces

Dans un communiqué de presse, le porte-parole du Département d'Etat, Sean **McCORMACK**, annonce que les Etats-Unis sont "préoccupés" par la "répression croissante" qu'exerce le gouvernement de la Syrie contre les militants de la démocratie et des droits de l'homme ([Sean McCORMACK, Syria: Repression of Democracy and Human Rights Activists, Washington, D.C., 24 mars 2006](#)). Sont visées les "intimidations", les "détentions arbitraires" voire les agressions subies par certains citoyens syriens dans le "climat de peur" que nourrissent les autorités du pays. C'est pourquoi les Etats-Unis exhortent le gouvernement syrien:

1. à *cesser* son "harcèlement" contre ses propres citoyens exerçant leurs droits politiques
2. et à *entreprendre* des réformes démocratiques

Dans un communiqué de presse, le porte-parole du Département d'Etat Sean **McCORMACK** annonce que les Etats-Unis condamnent l'arrestation le 24 mars au matin par les services de sécurité biélorusses des manifestants protestant pacifiquement contre le déroulement du scrutin présidentiel du 19 mars 2006 ([Sean McCORMACK, Belarus: Detentions and Violence against Peaceful Demonstrators in Belarus, Washington, D.C., 24 mars 2006](#)). Par conséquent, les Etats-Unis:

- approuvent* les mesures restrictives prises par le Conseil des ministres de l'Union européenne contre les "responsables des violations des standards électoraux internationaux", y compris le président Alexandre LOUKACHENKO
- exhortent* les autres membres de la communauté internationale à exiger du gouvernement biélorusse le respect des droits des citoyens et de l'homme
- imposent* des restrictions de voyage "ciblées" contre les individus "responsables de la récente fraude électorale" et des violations des droits de l'homme, y compris le président Alexandre LOUKACHENKO
- et *prévoient* des sanctions financières également individuelles

Le Commandement des forces interarmées de l'U.S. Army publie un rapport intitulé *Iraqi Perspectives Project* révélant la coopération des services de renseignement russes avec le régime irakien du président Saddam HUSSEIN pendant le déroulement de l'Opération *Iraqi Freedom* en mars-avril 2003 ([Kevin M. WOODS, Michael R. PEASE, Mark E. STOUT, Williamson MURRAY, James G. LACEY, Iraqi Perspectives Project. A View of Operation Iraqi Freedom from Saddam's Senior Leadership, mars 2006, 210 p.](#)):

- non seulement les services russes de renseignement ont procuré au régime baathiste des renseignements opérationnels sur les plans de guerre et mouvements de troupes américains *via* l'ambassade russe en Irak (ce qu'apprend un document du ministère irakien des Affaires étrangères en date du 2 avril 2003) ...

- ... mais encore le capteur russe (renseignement d'origine humaine -- ROHUM) était présent au sein du Commandement Central des forces américaines situé à Doha au Qatar (ce qu'apprend un document du ministère irakien des Affaires étrangères en date du 24 mars 2003)

Inaugurant les rencontres du contre-terrorisme (*Global Terrorism and International Cooperation Symposium*) qui réunissent 34 Etats participants les 24-25 mars 2006 à Ankara (Turquie), le président du comité des chefs d'état-major, le général Peter **PACE**, **déclare que la guerre globale contre la terreur survivra longtemps aux succès de ses épisodes sur les théâtres afghan et irakien**, nécessitant dès lors de la part de la communauté internationale patience, coopération et utilisation de l'ensemble des instruments de la puissance.

Le général PACE distingue effectivement au sein de lutte contre le terrorisme:

1. la "victoire *tactique*" à *court-terme*: il s'agit d'utiliser le volet militaire de la puissance internationale pour réduire avec diligence les organisations terroristes et leurs sanctuaires
2. et le "succès *stratégique*" à *long-terme*: il s'agit d'utiliser les volets judiciaire (conventions et traités internationaux), politique (résolution des conflits polarisants), économique (aides -- privée et publique -- au développement) et idéologique (éducation) de la puissance internationale pour remporter avec patience la bataille des idées et tarir la mobilisation en faveur de l'action terroriste

L'ambassadeur américain en Irak, Zalmay **KHALILZAD**, **accuse publiquement l'armée et les services de renseignement iraniens d'entraîner et d'approvisionner directement ou indirectement en Irak non seulement les milices arabes chiites** (l'Armée du Mahdi du leader religieux Moqtada AL-SADR par exemple) **mais encore certains groupes insurgés arabes sunnites** (Ansar al-Sunna par exemple).

Cette stratégie de subversion serait déployée alors même que la direction politique iranienne:

1. prétend appuyer le processus politique démocratique irakien
2. et écarte les accusations américaines d'ingérence déstabilisante

Le chroniqueur du *Washington Post* Charles **KRAUTHAMMER** qualifie de "**surréaliste**" le **débat sur la qualification de la conflictualité irakienne** (une insurrection majoritairement arabe sunnite ou une guerre civile entre concitoyens de communautés ethno-confessionnelles différentes?) **tout en critiquant *ad hominem* ceux qui profitent du flottement terminologique pour renier leur engagement en faveur de l'Opération Iraqi Freedom** ([Charles KRAUTHAMMER, "Of Course It's a Civil War", *The Washington Post*, 24 mars 2006](#)).

Ce débat est selon lui "surréaliste" car les formules d'insurrection et de guerre civile recouvriraient en l'espèce une même réalité -- une guerre livrée par la minorité arabe sunnite pour enrayer la montée en puissance de la majorité arabe chiite au sein des institutions étatiques -- que l'augmentation post-Samarra du volume de la violence d'origine chiite ne changerait pas de nature, simplement de nationalité de la létalité (irakisation des pertes humaines). M. KRAUTHAMMER ajoute que l'irakisation de la contre-insurrection souhaitée par la stratégie américaine (en fait sa "chiitisation") n'était autre chose que ce glissement graduel -- du point de vue des Etats-Unis -- de la contre-insurrection à l'interposition entre communautés concitoyennes.

Puisque le pouvoir politique irakien se confond avec une majorité confessionnelle (les Chiites), la ventilation entre une insurrection (violence collective organisée des gouvernés contre les gouvernants) et une guerre civile (violence collective organisée des gouvernés -- ou concitoyens -- entre eux) est effectivement difficile: lorsque les institutions légales irakiennes sont l'objet d'une attaque, le sont-elles en tant que lieux de pouvoir (insurrection) ou en tant qu'organisations représentatives de la majorité chiite (guerre civile)?

Finalement, M. KRAUTHAMMER recommande une stratégie de sortie de guerre à double voie:

1. d'un côté le "bâton" militaire: élever les coûts humains et matériels de la continuation de l'insurrection au-dessus de ses avantages pour la communauté arabe sunnite en réduisant les poches insurgées
2. et de l'autre la "carotte" politique: partager non seulement le pouvoir politique mais encore les ressources/revenus du pétrole et le fardeau de la sécurité en intégrant la minorité arabe sunnite au processus politique démocratique

L'ancien secrétaire d'Etat (1997-2001) Madeleine **ALBRIGHT critique la politique étrangère de l'administration BUSH qui, empreinte de la vision idéologique manichéenne (théologique) et messianique (démocratique) que réfléchit la *National Security Strategy* publiée le 16 mars 2006, occulte les clivages structurants façonnant -- en pesant sur -- les jeux de pouvoir et de puissance au Moyen-Orient** ([Madeleine ALBRIGHT, "Good versus evil isn't a strategy", *Los Angeles Times*, 24 mars 2006](#)).

La perception du Moyen-Orient à travers le seul prisme de deux des trois membres de "l'axe du mal" (discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2006) s'avère ainsi, selon Mme ALBRIGHT, une "tragédie plutôt qu'une stratégie" puisqu'elle renforce l'Irak tout en affaiblissant l'Irak et déstabilisant potentiellement la région. Certes, le manichéisme possède la vertu rhétorique simplificatrice propre à mobiliser en vue de l'action collective. Mais il recèle des effets pervers lorsqu'il ancre la croyance dans des alignements et des coopérations là où n'existent qu'un enchevêtrement complexe de clivages et de rivalités:

1. d'abord le régime irakien arabe baathiste s'est battu de 1980 à 1988 contre le régime iranien perse chiite
2. ensuite l'organisation terroriste arabe sunnite al-Qaïda s'est opposée au régime iranien chiite (assassinats de diplomates) et a décrié le président d'un régime irakien politiquement laïc, Saddam HUSSEIN, avant que certains de ses membres opérationnels ne soient hébergés par le régime iranien du président Mahmoud AHMADINEJAD
3. enfin l'actuel régime irakien majoritairement arabe chiite maintient avec le régime iranien perse chiite les liens noués pendant les années de persécution des Chiites par le régime baathiste irakien

Si la propagation de la liberté et de la démocratie peut saturer l'horizon d'une politique étrangère, elle ne saurait lui tenir lieu d'agenda lorsque les politiques de puissance doivent être analysées à l'aune réaliste non d'un codage binaire bien/mal ou démocratie/dictature mais de clivages et rapports de forces structurants aussi bien religieux (clivages entre laïcs et religieux, Chiïtes et Sunnites, etc.) qu'ethniques (clivages entre Arabes et Perses, Arabes et Kurdes mais également Kurdes et Turcs, Hachémites et Saoudiens, etc.) voire mixtes, c'est-à-dire ethno-confessionnels (clivage entre Arabes et Juifs).

C'est pourquoi l'ancien secrétaire d'Etat formule trois recommandations:

1. premièrement, solutionner une conflictualité irakienne qui se criminalise en luttes de gangs en octroyant des parcelles de pouvoir à chacun des joueurs légitimes sur le champ de bataille qu'est l'actuelle scène politique irakienne
2. deuxièmement, renoncer expressément à toute politique de changement de régime en Iran, afin de réduire le dilemme de la sécurité qu'éprouve le régime iranien et au profit du seul objectif d'un changement de politique
3. et troisièmement, admettre que le vecteur de la liberté n'est pas encore celui du changement ni au Moyen-Orient, ni dans le monde musulman (qui redoute la montée en puissance chiite et l'établissement d'un "croissant chiite"), ni au Liban (où l'influence iranienne comble le vide politique post-syrien), ni en Palestine (où l'Occident dénie la qualité d'interlocuteur valable à un gouvernement certes islamiste mais librement élu), encore moins en Irak (où chacune des coalitions électorales dispose d'un bras armé milicien)

23 mars

Avant la publication annuelle du rapport sur les *Patterns of Global Terrorism*, le coordinateur du Département d'Etat pour le contre-terrorisme, Henry **CRUMPTON**, **déclare à l'agence de presse Reuters que la Libye reste inscrite sur la liste des Etats parrains du terrorisme** en dépit de sa renonciation le 19 décembre 2003 à la quête d'armes de destruction massive.

Cette liste 2006 des Etats parrains du terrorisme reste d'ailleurs inchangée par rapport à 2005 puisque la Libye continue d'y cotoyer la Corée du nord, Cuba, l'Iran, le Soudan et la Syrie (l'Irak post-baathiste en a été retiré en octobre 2004).

L'imputation de parrainage du terrorisme emporte quatre effets juridiques pour les Etats-Unis à l'égard de l'Etat concerné:

1. l'interdiction de vendre des armes
2. le contrôle des ventes de technologies duales aux applications civile et militaire
3. la limitation des aides publique et privée
4. et l'opposition à l'octroi de prêts de la part des institutions financières internationales

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE s'entretient avec le ministre grec des Affaires étrangères, Theodora BAKOYANNIS, du "partenariat stratégique" américano-grec**, un partenariat fondé sur les valeurs démocratiques en vue de coopérer sur cinq principaux dossiers ([Condoleezza RICE, Remarks with Greek Minister of Foreign Affairs Theodora Bakoyannis After Their Meeting, Benjamin Franklin Room, Washington, D.C., 23 mars 2006](#)):

1. l'initiative *Broader Middle East and North Africa* (BMENA)
2. la stabilisation et la reconstruction dans les Balkans occidentaux
3. la lutte contre le terrorisme
4. la participation de l'OTAN à la stabilisation et à la reconstruction de l'Afghanistan (FIAS pour Force Internationale d'Assistance à la Sécurité)
5. et la réunification entre le nord et le sud de l'île de Chypre

Sont également abordées plusieurs problématiques:

1. la situation politico-militaires en Irak
2. la situation humanitaire dans la province soudanaise du Darfour
3. l'amélioration de la relation bilatérale entre les deux membres de l'OTAN que sont la Grèce et la Turquie
4. et le programme nucléaire iranien: alors que la révélation d'un passé de dissimulation a lézardé la confiance que la communauté internationale accorde à l'Iran, la première doit agir énergétiquement au niveau diplomatique afin que le second suspende ses activités d'enrichissement et de traitement d'uranium et réintègre les négociations; Mme RICE rappelle que Etats-Unis soutiennent la proposition russe autorisant la conversion de l'uranium sur le sol iranien mais externalisant la phase de son enrichissement en Fédération de Russie

Le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD confirme le propos du président du comité des chefs d'états-majors, le général Peter PACE, selon lequel le souvenir du centralisme autoritaire propre au régime baathiste de l'ancien président Saddam HUSSEIN explique en partie les résistances des citoyens irakiens à la formation d'un gouvernement central** -- même d'union nationale et ayant vocation à négocier le compromis politique ([Donald H. RUMSFELD, DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld and Adm. Giambattiani, Washington, D.C., 23 mars 2006](#)).

M. RUMSFELD maintient par ailleurs que toute décision de retrait des troupes américaines d'Irak sera déterminée par la situation politico-militaire sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires, notamment la capacité des forces de sécurité irakiennes (FSI) à assimiler les transferts de responsabilités en provenance de la *Multi-National Force -- Iraq* (bases militaires, espaces de bataille opérationnels, etc.). Parmi les tendances positives, le secrétaire à la Défense souligne l'efficacité opérationnelle croissante des FSI qui a favorisé la relative réussite de l'édition 2006 du pèlerinage religieux chiite de l'Arba'in (2 à 3 millions de pèlerins).

S'il considère enfin comme "légitime" le transfert du commandement de temps de guerre de l'armée sud-coréenne aux responsables politico-militaires du pays (le commandement de temps de paix a été transféré en 1994), M. RUMSFELD n'estime pas pour autant un tel transfert "correct" dès 2006.

L'ancien président de la Commission européenne et leader de l'opposition politique de centre-gauche pour les élections législatives italiennes des 9-10 avril 2006, Romano **PRODI**, **critique une alerte du Département d'Etat à destination des ressortissants américains** ([U.S. DEPARTMENT OF STATE, Public Announcement, 21 mars 2006](#)) **avertissant des risques de violence pré-électorale** d'origine terroriste (attentats de groupes islamistes radicaux) et/ou anarchiste (manifestations violentes de l'extrême gauche groupusculaire) qui, selon lui, crée inutilement un "climat de peur".

Les violences insurrectionnelles et intercommunautaires en Irak tuent 56 personnes à travers le pays, principalement dans la capitale, Bagdad, où:

1. l'explosion d'une voiture piégée devant le ministère irakien de l'Intérieur (majoritairement composé d'Arabes chiites -- à la différence du ministère de la Défense) tue 25 personnes (10 civils et 15 policiers)
2. l'explosion d'une voiture piégée tue six personnes et en blesse 20 dans le quartier mixte de Shurta (sud-ouest)
3. l'explosion d'un *Improvised Explosive Devices* (IED) tue quatre personnes (deux civils et deux policiers) et en blesse 13
4. l'attaque d'un convoi tue deux policiers et en blesse deux (nord)
5. des échanges de coups de feu tuent deux policiers et deux civils (centre)
6. la chute d'un obus de mortier sur un immeuble blesse trois civils (centre)

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack **STRAW**, **annonce la libération par une opération militaire des forces armées américaines et britanniques de la *Multi-National Force - Iraq* (MNF-I) de trois des quatre activistes chrétiens de la paix enlevé à Bagdad le 26 novembre 2005** par les Brigades des Epées de la Vertu, un Britannique et deux Canadiens. Le quatrième, un Américain dont le corps a été retrouvé le 10 mars 2006 dans la banlieue de la capitale, avait été exécuté.

Au lendemain de la fin de la visite officielle du président russe Vladimir **POUTINE** en Chine, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Qin **GANG**, **déclare que la République Populaire de Chine et la Fédération de Russie s'accordent pour résoudre par la voie diplomatique la problématique nucléaire iranienne.**

Afin de parvenir à une solution "durable" qui garantisse la paix et la stabilité régionales, M. GANG préconise l'extension à la fois dans le temps (l'agenda) et dans l'espace (le champ) des négociations.

22 mars

L'ambassadeur chinois en Corée du sud, Ning FUKUI, avertit cette dernière que l'accord de défense signé avec les Etats-Unis en janvier 2006 ne saurait autoriser les troupes américaines stationnées sur son sol (de 30 000 actuellement à 25 000 d'ici septembre 2008) **à intervenir dans un éventuel conflit en Asie du nord-est**, *i.e.* dans le détroit de Taïwan.

S'inscrivant dans le cadre du redéploiement global des forces armées américaines planifié par le Département de la Défense en vue de constituer des forces de déploiement rapide, cet accord de défense dit de "flexibilité stratégique" prévoit la possibilité pour les troupes américaines stationnées sur le territoire sud-coréen de se déployer hors de la péninsule coréenne.

Le porte-parole du Département d'Etat, Sean McCORMACK, estime que la formule d'une **déclaration présidentielle du Conseil de Sécurité des Nations Unies présenterait l'avantage d'exprimer le consensus de la communauté internationale** sur le dossier nucléaire iranien en dépit de son absence de caractère juridiquement contraignant -- à la différence de la résolution ([Sean McCORMACK, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 22 mars 2006](#)).

Il poursuit en rappelant les préoccupations de la communauté internationale que nourrit l'Iran:

1. d'abord son passé de dissimulation pèse sur la perception des intentions du régime actuel
2. ensuite il continue de parrainer financièrement le terrorisme au Moyen-Orient (*Hezbollah, Djihad Islamique Palestinien*)

A l'issue de la réunion des ministres des Affaires étrangères des 14 Etats membres de la Communauté et du Marché Commun des Caraïbes (CARICOM pour *Caribbean Community and Common Market*), objet de sa visite de deux jours (21-22 mars 2006) à Nassau (Bahamas), le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE souligne la **volonté des Etats-Unis de renouer avec les Etats de la région Caraïbes un dialogue régulier structuré permettant de réengager -- "approfondir" et "élargir" -- les coopérations et les partenariats entre Etats liés par des "valeurs et traditions démocratiques communes"** ([Condoleezza RICE, Remarks With Bahamian Foreign Minister Fred Mitchell, Radisson Hotel, Nassau, Bahamas, 22 mars 2006](#)).

Cette réunion de niveau ministériel a abordé les dossiers suivants:

1. le soutien post-électoral au nouveau gouvernement haïtien et un engagement à long terme pour promouvoir la stabilité et le développement socioéconomique sur l'île
2. l'intégration économique des Etats membres du CARICOM par le commerce
3. la compétitivité commerciale des Etats membres du CARICOM (proposition de reconfigurer le Conseil US-CARICOM pour le commerce et l'investissement)
4. les liens causals entre développement et démocratie
5. et la coopération en matière de sécurité

Alors que plusieurs signaux (sondages, prises de position des membres du Congrès, etc.) indiquent une inclination isolationniste de l'opinion publique américaine et de ses représentants et tandis que le contexte sécuritaire irakien glisse perceptiblement depuis le 22 février 2006 (dynamitage du mausolée de Samarra) de la contre-insurrection à l'interposition entre communautés ethno-confessionnelles, le président George W. BUSH prononce la **quatrième d'une série de plusieurs interventions destinée à remobiliser le soutien de l'opinion publique américaine à l'Opération Iraqi Freedom trois ans après son déclenchement** ([George W. BUSH, President Discusses War on Terror and Iraq in West Virginia, Capitol Music Hall, Wheeling, Virginie, 22 mars 2006](#)).

"Educateur en chef", M. BUSH rappelle d'abord les "leçons" apprises le 11 septembre 2001:

1. la prise de conscience du désenclavement stratégique d'un territoire américain qui n'est plus abrité par les océans
2. la nécessité de l'offensive stratégique et la conservation de l'initiative contre un ennemi asymétrique
3. le rétablissement d'une dissuasion indirecte à la faveur de la non discrimination entre les terroristes et les Etats qui les hébergent ("doctrine Bush")
4. et le recours à la préemption active avant que la menace ne se "matérialise pleinement"

S'il comprend que l'opinion publique américaine puisse être préoccupée par la situation sur le théâtre irakien, le président rappelle ensuite que l'OIF est une déclinaison de la GWOT. Certes, il admet que le renseignement ayant servi à justifier son déclenchement -- le régime baathiste du président Saddam HUSSEIN détient alors des armes de destruction massive -- s'est avéré "manifestement" erroné. Mais le président irakien déchu n'en constituait pas moins pour M. BUSH une menace à cinq titres:

1. il était perçu comme tel depuis le vote de l'*Iraq Liberation Act* (17 octobre 1998) qui avait érigé le changement de régime en Irak en objectif de la politique étrangère américaine

2. il était également perçu comme tel par la résolution 1441 du CSNU lui intimant transparence et désarmement sous peine de "conséquences sérieuses"
3. il disposait -- à défaut des armes -- de la capacité de les fabriquer
4. il maltraitait certains de ses concitoyens contre lequel il avait employé des ADM
5. enfin il transgressait la zone d'exclusion aérienne établie par les Nations Unies après l'intervention de 1991 et attaquait les aéronefs britanniques et américains

Parce que le combat est *in fine* celui du peuple irakien, M. BUSH exhorte ses représentants à accélérer les négociations en vue de former un gouvernement "représentatif" ayant vocation à unir et poursuit l'irakisation croissante des forces de sécurité. Il continue dans le même temps de conditionner la décision de retrait des troupes américaines d'Irak à la situation politico-militaire sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires et en vue de la victoire, non en fonction de sondages d'opinion, de groupes d'intérêt ou encore de la "politique électoraliste" à l'approche des échéances de mi-mandat (novembre 2006).

Enfin, le président George W. BUSH souligne le système de valeurs et de croyances qui sous-tend sa démarche à la fois dans la GWOT et l'OIF:

1. l'acceptation du postulat de la théorie de la *pax democratica* selon lequel les démocraties ne se font pas la guerre entre elles
2. la croyance dans la capacité transformationnelle d'une liberté qui peut faire de l'ennemi d'hier l'allié de demain (M. BUSH illustre son propos par l'évolution de la relation bilatérale entre les Etats-Unis et le Japon de 1945 à 2005)
3. la conviction de l'universalité de certaines valeurs, notamment la liberté et la démocratie (déclinée selon les contextes locaux)
4. et la crainte des bégalements de l'histoire

Une soixantaine d'insurgés armés de fusils automatiques et de *rocket-propelled grenades* (RPG) attaquent le poste de police de Madain, ville mixte arabe chiite et arabe sunnite située à 20 km au sud-est de Bagdad (sommet supérieur du "triangle de la mort").

Revendiqué par la branche armée du *Mujahideen Shura Council* (organisation créée le 21 janvier 2006 qui regroupe sept groupes insurgés -- dont al-Qaida en Irak -- et a vocation à agréger leurs initiatives terroristes à travers le théâtre irakien), cette attaque tue quatre policiers et en blesse cinq.

Dans un discours télévisé sur la chaîne nationale, le président vénézuélien Hugo **CHAVEZ considère que les forces armées de "l'empire" américain ont été tenues en échec par le mouvement "de résistance" irakien**. Et, si les Etats-Unis devaient attaquer l'Iran -- entreprise dont le réel déterminant serait selon lui énergétique quoique légitimé par l'instrumentalisation de la problématique nucléaire iranienne --, M. CHAVEZ conjecture une issue analogue.

Nonobstant le fait que les Etats-Unis soient le principal débouché de son pétrole, le Venezuela s'est opposé le 4 février 2006 (avec Cuba et la Syrie) au vote des 32 autres membres du conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique décidant de soumettre le dossier iranien au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

A l'occasion de sa première visite officielle en Arabie Saoudite, le président du comité des chefs d'états-majors, le général Peter PACE, se déclare satisfait d'entretiens "ouverts et francs" avec le roi Abdallah. Outre les situations politico-militaires sur les théâtres irakien et afghan sont discutées les coopérations américano-saoudiennes relativement:

1. à l'engagement à long terme des Etats-Unis souhaité par les Saoudiens pour la stabilisation de la région
2. à la modernisation des forces armées du royaume et au maintien de leur interopérabilité avec les forces américaines (des exercices militaires conjoints sont prévus pour 2006)
3. à l'intérêt commun dans l'aboutissement du processus de paix israélo-palestinien
4. et aux enjeux géo-énergétiques du Golfe arabo-persique

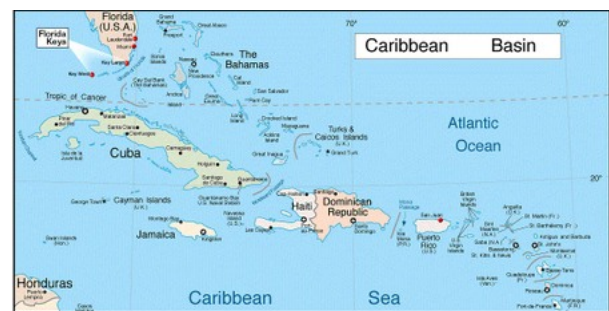
Dans une interview accordée en route pour l'Arabie Saoudite, le général **PACE** **concéda** **auparavant avoir sous-estimé la réticence des Irakiens à l'idée de former un gouvernement central d'union nationale**, résistance qu'il expliquait par une perception négative du pouvoir central héritée du régime baathiste. Il recommandait néanmoins de diversifier la composition des forces de sécurité irakiennes (accélérer la réintégration de la minorité arabe sunnite au sein de l'armée et de la police) afin de refléter moins imparfaitement la société irakienne et faciliter l'intégration des minorités au processus politique.

Alors que le président Vladimir **POUTINE** se trouve en visite officielle à Pékin, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei **LAVROV**, **déclare que la communauté internationale doit s'attacher, dans son effort pour résoudre la crise nucléaire iranienne, à conserver l'essentiel du système juridique du Traité de Non Prolifération nucléaire** (TNP -- signé le 1er juillet 1968) qui ne saurait être amélioré par des modifications autres qu'à la marge.

21 mars

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** **entame une visite de deux jours (21-22 mars 2006) à Nassau (Bahamas) pour participer à la réunion des ministres des Affaires étrangères des 14 Etats membres de la Communauté et du Marché Commun des Caraïbes** (CARICOM pour *Caribbean Community and Common Market*).

Etant donné la dégradation -- tout du moins la négligence -- des relations bilatérales entre les Etats-Unis et la plupart des 14 Etats membres du CARICOM, Mme RICE a pour objectif de renouer un dialogue régulier ainsi que de réengager les coopérations et partenariats, notamment en matière:



1. de sécurité et de criminalité avec les programmes de lutte contre ([U.S. DEPARTMENT OF STATE, The United States at the CARICOM Ministerial. Security and Law Enforcement, 21 mars 2006, 1 p.](#)):
 - o le terrorisme
 - o le trafic de drogue
 - o le trafic d'armes légères
 - o le blanchiment d'argent
 - o et l'immigration illégale
2. de démocratie et de droits de l'homme avec différents programmes visant à créer un "bloc de nations démocratiques semblables" ([U.S. DEPARTMENT OF STATE, The United States at the CARICOM Ministerial. Democracy and Human Rights, 21 mars 2006, 1 p.](#)):
 - o promotion de la démocratie, résolution des conflits et assistance humanitaire
 - o soutien électoral (Guyane, Jamaïque et transition politique en Haïti)
 - o consolidation de la société civile (lutte contre la corruption dans les secteurs public et privé)
 - o et amélioration des systèmes judiciaires (Jamaïque)
3. de coopération commerciale avec différents programmes visant à favoriser la croissance économique ainsi que la compétitivité économique et commerciale ([U.S. DEPARTMENT OF STATE, The United States at the CARICOM Ministerial. Trade Cooperation, 21 mars 2006, 1 p.](#)):
 - o *Caribbean Basin Initiative* (CBI), abaissement des droits de douanes pour pénétrer le marché américain qui bénéficie à 24 pays de la région jusqu'au 30 septembre 2008 (les Etats-Unis souhaitent que la Zone de Libre-Echange des Amériques s'y substitue -- FTAA pour Free Trade Area of the Americas)

- et réunion du Conseil U.S.-CARICOM pour le commerce et l'investissement à l'automne 2006

Le ministre nord-coréen des Affaires étrangères déclare que "la frappe préemptive n'est pas le monopole des Etats-Unis" et que la Corée du nord se réserve par conséquent le droit de préempter la préemption en recourant elle-même à la prévention active en cas de menace américaine.

Le porte-parole du Département d'Etat, Sean **McCORMACK**, revient au cours de sa conférence de presse quotidienne sur les différentes menaces posées par l'Iran à la communauté internationale ([Sean McCORMACK, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 21 mars 2006](#)):

1. d'abord le programme nucléaire:
 - la poursuite des négociations des 15 membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies en vue de l'adoption à l'unanimité d'une déclaration présidentielle s'orientant dans la "bonne direction" et obéissant au rythme "normal" d'une diplomatie dont la légitimité procède du maintien de l'unité de position de la communauté internationale
 - coopérant intimement avec les membres du CSNU et de l'UE-3 (*i.e.* l'Allemagne), l'administration américaine n'en reste pas moins "concentrée" et "patiente"
2. ensuite le parrainage du terrorisme:
 - les préoccupations de l'administration américaine à l'égard du principal "parrain étatique de la terreur" sont anciennes
 - ces préoccupations incluent la présence -- voire "la protection" -- de membres d'al-Qaida sur le territoire de l'Iran

Des deux fronts centraux de la "bataille pour le futur de la civilisation" qu'est la guerre contre la terreur, le vice-président Richard D. **CHENEY distingue l'Afghanistan -- désormais une "nation émergente" -- de l'Irak où la situation demeure "tendue"**, tension alimentée par la perpétuation d'un terrorisme indiscriminé visant à choquer et résigner ([Richard D. CHENEY, Vice President's Remarks at a Rally for the Troops at Scott Air Force Base, Scott Air Force Base, Illinois, 21 mars 2006](#)).

Quoique difficiles, les progrès sur le terrain n'en sont pas moins "réguliers" selon M. CHENEY grâce à une stratégie "claire" que déclinent des tactiques "flexibles". La conjugaison de l'accélération de la formation/l'entraînement des forces de sécurité irakiennes et des avancées du processus politique doit permettre le retrait graduel des troupes américaines sans pour autant renforcer la capacité de nuisance des terroristes.

Si l'abandon n'est toujours pas une option au moment où l'ancien président Saddam HUSSEIN n'a plus ni "pouvoir" ni "trône", la décision du retrait des forces américaines mobilisées reste conditionnée par la situation politico-militaire sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires.

Plus largement, causé selon M. CHENEY par "la perception d'une faiblesse" américaine plutôt que par un "emploi de la force" inconsidéré, le terrorisme global de type 11 septembre 2001 aurait dissipé la confortable illusion sécuritaire de la décennie 1990 pour enseigner aux Américains le refus d'une politique de "passivité, résignation et défaitisme". La propagation du "pouvoir de la liberté" est ainsi réputée sécuriser à long terme l'environnement stratégique international.

Alors que plusieurs signaux (sondages, prises de position des membres du Congrès, etc.) indiquent une inclination isolationniste de l'opinion publique américaine et de ses représentants et tandis que le contexte sécuritaire irakien glisse perceptiblement depuis le 22 février 2006 (dynamitage du mausolée de Samarra) de la contre-insurrection à l'interposition entre communautés ethno-confessionnelles, le président George W. **BUSH prononce la troisième d'une série de plusieurs interventions destinée à remobiliser le soutien de l'opinion publique américaine à l'Opération**

***Iraqi Freedom* trois ans après son déclenchement** ([George W. BUSH, Press Conference of the President, James S. Brady Briefing Room, Washington, D.C., 21 mars 2006](#)).

L'actuelle violence intercommunautaire sur le théâtre irakien n'est pas constitutive d'une guerre civile selon M. BUSH pour deux raisons:

1. la cohésion de l'armée demeure
2. les dirigeants politiques et les leaders religieux n'ont pas instrumentalisé les tensions ethno-confessionnelles mais ont cherché à apaiser la situation

En cas de survenance de la guerre civile, la "première ligne de défense" serait "évidemment" constituée par les forces de sécurité irakiennes dont l'interposition ne serait appuyée qu'en dernier recours par les troupes de la *Multi-National Force -- Iraq* (MNF-I).

Mais l'engagement sacrificiel des forces armées américaines -- condition du progrès sécuritaire en Irak -- reçoit une contrepartie: le devoir pour les dirigeants irakiens de saisir cette opportunité pour former un gouvernement d'union nationale qui, selon le président, amorcera l'infléchissement des attitudes irakiennes.

Si le retrait complet des forces américaines d'Irak est un "objectif" dont auront à connaître les futurs présidents américains et gouvernements d'Irak, la décision de l'entamer reste déterminée par la situation politico-militaire sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires, notamment le commandant de la MNF-I, le général George CASEY, tout en sachant qu'un retrait prématuré:

1. déstabiliserait le pays qui deviendrait le havre -- à la fois sanctuaire et pas de tir -- d'un terrorisme international enhardi
2. conforterait les "islamo-fascistes" dans leur croyance
3. et compliquerait la tâche des réformateurs engagés dans la démocratisation du Moyen-Orient

Concédant dépenser en rapport avec l'OIF la majeure partie de son capital politique accumulé lors du scrutin présidentiel de 2004, le président George W. BUSH estime que le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD ne doit pas démissionner en dépit de la multiplication des critiques contre lui, notamment en provenance de l'institution militaire.

En visite à Bagdad, six membres de la Commission sénatoriale des forces armées insistent auprès du premier ministre transitoire irakien, Ibrahim AL-JAFARI, sur les limites de la patience de l'opinion publique américaine quant au délai de formation d'un gouvernement d'union nationale irakien:

- le sénateur républicain John WARNER, président de la Commission des forces armées, avertit M. AL-JAFARI non seulement que la patience des citoyens américains ne saurait être "trompée" et mérite un "effort sincère et prompt" mais encore que le basculement d'une violence intercommunautaire vers une guerre civile engagerait la responsabilité des forces de sécurité irakiennes en même temps qu'il désengagerait celle de forces armées américaines n'ayant pas vocation à s'interposer
- le sénateur démocrate Carl LEVIN, vice-président de la Commission des forces armées, recommande d'exercer une pression pour accélérer le règlement politique en conditionnant le maintien des forces armées américaines sur le théâtre irakien à la progression et au résultat des négociations pour la formation du nouveau cabinet

Le premier ministre transitoire irakien assure aux sénateurs que le gouvernement de l'Irak sera formé d'ici avril 2006.

Avec circonspection (tant sont nombreuses les similitudes avec les imputations contre l'Irak en 2002-03), le journaliste du *Los Angeles Times* Josh MEYER **rapporte avec circonspection que des renseignements américains accrédi-teraient l'hypothèse d'une connexion entre la direction politique iranienne et la direction opérationnelle d'al-Qaïda**: le premier parrain du terrorisme international tolérerait la présence sur son sol de membres opérationnels de l'organisation terroriste la plus visible ([Josh MEYER, "Some U.S. Officials Fear Iran Is Helping Al Qaeda", Los Angeles Times, 21 mars 2006](#)).

Parmi les membres d'al-Qaida présents sur le territoire iranien (dont certains sont mis en examen par la justice américaine pour leur implication présumée dans les attentats contre les ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie en août 1998) se trouveraient:

1. Saif ADEL, numéro trois de l'organisation soupçonné d'avoir planifié plusieurs attentats suicides en Arabie Saoudite en mai 2003
2. Sulaiman abu GHAITH, porte-parole de l'organisation
3. Abdallah Mohammed RAJAB MASRI, chef du conseil de direction
4. Abdel AZIZ MASRI, expert en armes biologiques
5. et Abu MOHAMED MASRI, expert en explosifs et chef de camp d'entraînement

Une centaine d'insurgés armés de fusils automatiques et de rocket-propelled grenades (RPG) prennent d'assaut la prison de Muqadadiyah, ville majoritairement arabe sunnite située à 100 km au nord de Bagdad.

Revendiqué par la branche armée du *Mujahideen Shura Council* (organisation créée le 21 janvier 2006 qui regroupe sept groupes insurgés -- dont al-Qaida en Irak -- et a vocation à agréger leurs initiatives terroristes à travers le théâtre irakien), ce coup de main tue 17 policiers et six attaquants (18 policiers et deux soldats américains sont blessés) tandis que les 33 détenus que comptait l'établissement sont libérés (se trouvait parmi eux un individu d'origine syrienne porteur de papiers rédigés par Abou Moussab Al-ZARKAOUI).

Après que la Chine et la Russie se sont opposées le 20 mars 2006 à l'adoption par le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) d'une déclaration présidentielle visant à adresser à l'Iran un ultimatum de mise en conformité, initiative des trois autres membres permanents du CSNU (Etats-Unis, France et Grande-Bretagne) auxquels se joint l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3, le porte-parole du ministre chinois des Affaires étrangères, Qin GANG, **déclare que les objectifs communs à la Russie et à la Chine sont la résolution "pacifique" de la problématique nucléaire iranienne au moyen de négociations.**

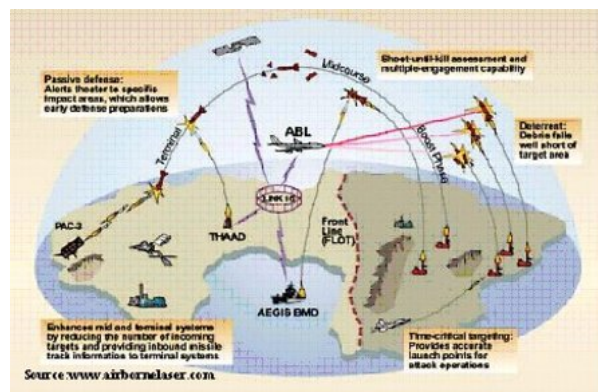
M. GANG confirme que la Chine soutient la proposition russe -- visant à autoriser l'Iran à convertir l'uranium sur son sol en contrepartie de l'externalisation de la phase d'enrichissement sur le territoire russe -- et exhorte les parties prenantes au dossier du nucléaire iranien à "intensifier" les négociations tout en faisant preuve de "flexibilité".

Alors que le président russe Vladimir POUTINE rencontre son homologue chinois Hu JINTAO à Pékin, Russie et Chine expriment publiquement leur crainte que la déclaration présidentielle réclamée par les Etats occidentaux ne soit le préalable -- en cas de refus de l'Iran de se mettre en conformité -- à une prise de sanctions (sur le fondement du chapitre VII de la Charte des Nations Unies) qui pourrait conduire à une escalade de la crise et à la mise à l'écart de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

20 mars

Le directeur de la *Missile Defense Agency* (MDA), le lieutenant général Henry **OBERING**, **déclare que le système de défense antimissile (MD) franchit une étape décisive en 2006:**

- d'abord, le système MD pourrait d'ores et déjà -- sous certaines conditions -- écarter une attaque ennemie
- ensuite, le budget de la MD s'élève à 9,3 Md\$ pour l'année fiscale 2007 (7,8 en 2006) avec 1,6 Md\$ consacrés à l'installation d'intercepteurs de missiles supplémentaires à Fort Greely (Alaska) et Vandenberg (Californie)



- par ailleurs, trois tests opérationnels "réalistes" du système *Ground-Based Midcourse Defense* (GBMD) sont planifiés au cours de l'année
- enfin, la prise de conscience de l'utilité du système MD à la faveur des proliférations iranienne et nord-coréenne gagne des partenaires potentiels auparavant sceptiques

L'ancien sénateur démocrate Sam NUNN **exhorte le Congrès à conditionner son approbation de l'Accord de coopération nucléaire civile américano-indien (signé le 19 juillet 2005 puis confirmé le 2 mars 2006) au respect de "l'intérêt vital des Etats-Unis" en matière de lutte contre la prolifération nucléaire.** L'approbation du Congrès se traduirait par la révision de la législation afin d'exempter l'Inde du régime de l'*Atomic Energy Act* limitant le commerce des Etats-Unis avec les Etats non signataires du TNP.

Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires politiques Nicholas BURNS allègue en faveur de l'Accord de coopération nucléaire civile:

1. la soumission des installations nucléaires civiles indiennes au régime des inspections internationales permanentes de l'AIEA (une fois opérée la séparation des programmes nucléaires militaires et civils indiens -- d'ici 2014)
2. le renforcement de la relation bilatérale américano-indienne
3. et une création d'emplois favorable à l'économie des Etats-Unis

Co-président et directeur de la *Nuclear Threat Initiative*, M. NUNN n'en reste pas moins préoccupé par:

1. la dissémination de matériaux nucléaires duals, *i.e.* pouvant faire l'objet d'un double emploi civil et militaire
2. le déclenchement d'une course aux armements régionale entre la Chine, l'Inde et le Pakistan
3. et la moindre légitimité des efforts de l'administration américaine pour enrayer les proliférations nucléaires nord-coréenne et iranienne

C'est pourquoi il conditionne l'approbation de l'Accord à:

1. la garantie par le président des Etats-Unis que l'Inde s'est effectivement engagée à ne pas produire de matériaux nucléaires militaires
2. la diminution réelle de la consommation de pétrole par l'Inde (présentée comme la contrepartie environnementale de son approvisionnement par les Etats-Unis en combustible nucléaire)

Au cours d'une réunion des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies (Etats-Unis, Chine, France, Grande-Bretagne et Russie) à laquelle se joint l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3, et parce qu'elles continuent de refuser le transfert définitif du dossier nucléaire iranien de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) au CSNU, **la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine s'opposent à l'adoption par le CSNU d'une déclaration présidentielle visant à adresser à l'Iran un ultimatum de mise en conformité.**

Russie et Chine expriment publiquement leur crainte que cette déclaration présidentielle réclamée par les Etats occidentaux ne soit le préalable -- en cas de refus de l'Iran de se mettre en conformité -- à une prise de sanctions (sur le fondement du chapitre VII de la Charte des Nations Unies) qui pourrait conduire à une escalade de la crise.

Les puissances occidentales favorables à l'action du CSNU peuvent cependant proposer le vote d'une résolution dont la procédure d'adoption (neuf votes favorables + absence de veto, à la différence de la déclaration présidentielle qui exige l'unanimité des 15 membres pour son adoption) obligerait les puissances permanentes réfractaires à opposer leur veto, une simple abstention équivalant en l'espèce à une souscription passive.

Alors que plusieurs signaux (sondages, prises de position des membres du Congrès, etc.) indiquent une inclination isolationniste de l'opinion publique américaine et de ses représentants et tandis que le contexte sécuritaire irakien glisse perceptiblement depuis le 22 février 2006 (dynamitage du

mausolée de Samarra) de la contre-insurrection à l'interposition entre communautés ethno-confessionnelles, le président George W. **BUSH prononce le deuxième d'une série de trois discours (destinée à remobiliser le soutien de l'opinion publique américaine à l'Opération Iraqi Freedom trois ans après son déclenchement) dans lequel il illustre par l'exemple "concret" de Tal Afar la pertinence du volet sécuritaire du triptyque stratégique des Etats-Unis pour la victoire en Irak** -- avec les volets politique et économique ([George W. BUSH, President Discusses War on Terror and Operation Iraqi Freedom, Renaissance Cleveland Hotel, Cleveland, Ohio, 20 mars 2006](#)).

La stratégie des Etats-Unis pour la victoire en Irak (30 novembre 2005) est un triptyque composé de trois volets, politique, sécuritaire et économique:

1. au niveau politique, il s'agit d'abord d'"isoler" les éléments ennemis, d'"engager" les éléments hors du processus politique et de "construire" des institutions nationales stables et efficaces
2. au niveau sécuritaire, il s'agit ensuite de "nettoyer" les zones ennemies, de "tenir" les zones libérées et de "construire" les forces de sécurité irakiennes
3. au niveau économique, il s'agit enfin de "restaurer" l'infrastructure irakienne, de "réformer" l'économie irakienne et de "construire" la capacité des institutions irakiennes

Si la situation sur le terrain irakien reste "tendue" et ses enjeux importants, la ville septentrionale de Tal Afar (200 000 habitants), "microcosme" irakien, illustre selon M. BUSH l'interaction positive entre ces volets politique, sécuritaire et économique du triptyque stratégique américain. Longtemps sanctuaire de l'organisation terroriste al-Qaida en Irak en raison de sa localisation stratégique (une proximité avec la Syrie l'inscrit sur l'axe de pénétration des djihadistes et équipements étrangers), Tal Afar avait été une première fois nettoyée de ses insurgés en novembre 2004; mais la stratégie américaine consistant alors à poursuivre ces derniers au gré des foyers insurrectionnels, la seule autorité de forces de sécurité locales insuffisantes ne put empêché que la ville soit réinvestie dès novembre 2004 par l'insurrection.

Cette leçon apprise à Tal Afar catalysa des adaptations opérationnelles que traduisit au plan sécuritaire l'adoption de la stratégie "*clear, hold, and build*". Mis en oeuvre dès mai 2005 sur l'ensemble du territoire irakien par les troupes de la *Multi-National Force -- Iraq* (MNF-I) et les forces de sécurité irakiennes (irakisation de la contre-insurrection), ce nouveau volet sécuritaire se traduisit à Tal Afar par le déclenchement de l'Opération *Restore Rights* à l'été-automne 2005: une fois les insurgés chassés par les opérations de combat majeures, d'importants effectifs (au total 2 700 hommes) combinant l'armée et la police irakiennes ainsi que la police municipale se chargèrent cette fois du "maintien" de la ville.

Depuis, M. BUSH estime que la stabilisation de Tal Afar reflète le vouloir-vivre ensemble d'Irakiens d'ethnies et de confessions différentes dès lors que sont comblés les déficits sécuritaire puis politique. C'est pourquoi le président engage *in fine* les Etats-Unis à ne "jamais abandonner" ce "front central" dans la GWOT qu'est l'Irak.

Le président du comité des chefs d'états-majors, le général Peter **PACE, entame une visite chez l'"allié stratégiquement situé" des Etats-Unis qu'est le Pakistan**, où son homologue, le général Ehsan UL HAQ, doit lui présenter la stratégie pakistanaise de lutte contre les combattants talibans et les terroristes d'al-Qaida qui continuent de mener une insurrection transfrontalière contre le régime afghan du président Hamid KARZAI à partir d'un territoire pakistanais longtemps sanctuarisé.

Le président George W. **BUSH s'entretient avec le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de HOOP SCHEFFER, sur les dossiers irakien, afghan et soudanais** ([George W. BUSH, President Welcomes NATO Secretary General to the White House, The Oval Office, Washington, D.C., 20 mars 2006](#)):

1. il remercie d'abord l'OTAN pour sa participation à la formation et à l'entraînement des forces de sécurité irakiennes

2. il félicite ensuite l'Organisation pour sa contribution à la stabilisation et à la reconstruction de l'Afghanistan *via* la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) qui se substitue graduellement à l'Opération *Enduring Freedom* dans le sud afghan (Phase III)
3. enfin, il souhaite expressément que l'OTAN puisse appuyer une opération de maintien de la paix de l'ONU dans la province soudanaise du Darfour une fois acquise l'acceptation préalable par l'Union Africaine (réticente jusqu'à présent) d'une implication onusienne

Le quotidien du parti communiste nord-coréen, ***Rodong Sinmun***, qualifie le président **George W. BUSH de "chef du mal" après ses propos du 10 mars 2006** appliquant la formule "axe du mal [...] cherchant à acquérir des armes de destruction massive" (Discours sur l'état de l'Union, 29 janvier 2002) aux gouvernements "totalitaires" et "non transparents" qui ambitionnent de développer des armes nucléaires -- l'Iran et la Corée du nord.

Le journal considère que cette nouvelle "insulte" est une "provocation politique vicieuse" trahissant ouvertement la perception de la Corée du nord comme "cible militaire" -- non pas "interlocuteur" -- au sein de l'actuelle administration américaine.

Le premier ministre irakien intérimaire choisit par la principale coalition électorale religieuse chiite (Alliance Irakienne Unie) pour se succéder pendant quatre ans au poste de premier ministre du nouveau gouvernement issu des élections législatives du 15 décembre 2005, Ibrahim **AL-JAFARI, précise son programme de gouvernement et réaffirme la légitimité de sa candidature** contestée par une coalition de circonstance regroupant formations représentatives des communautés ethno-confessionnelles (arabe sunnite et kurde sunnite) et laïques ([Ibrahim AL-JAFARI, "My Vision for Iraq", *The Washington Post*, 20 mars 2006](#)).

Ce programme est un triptyque composé de trois volets sécuritaire, politique et économique:

1. d'abord, sur le plan sécuritaire, M. AL-JAFARI fait de la réduction du terrorisme le "premier défi" de son futur cabinet tout en admettant le besoin de politiser la lutte contre une insurrection qui concerne principalement la communauté arabe sunnite minoritaire
2. c'est pourquoi, sur le plan politique, il préconise ensuite la formation d'un gouvernement d'union nationale inclusif comprenant non seulement des représentants arabes sunnites mais encore les partisans du religieux chiite radical Moqtada AL-SADR; une telle "approche inclusive" s'étend aux forces de sécurité irakiennes qui doivent refléter la diversité ethno-confessionnelle de l'Irak et intégrer les diverses milices du pays
3. afin de renforcer la légitimité du gouvernement, le premier ministre intérimaire recommande enfin, sur le plan économique, de redynamiser la libre entreprise -- encore distordue par les règlementations héritées du régime baathiste -- tout en préservant le lien social par des filets de sécurité pour les moins privilégiés

Le candidat à la charge primo-ministérielle prétend *in fine* disposer du capital politique nécessaire pour mettre en oeuvre les réformes impopulaires qu'appelle la situation irakienne (par exemple la réduction puis l'abolition des subventions du secteur pétrolier -- 1/3 du budget de l'Etat) et faire de l'Irak "le premier pays arabe démocratique" capable de contribuer au modelage d'un Moyen-Orient "pacifique, stable et exempt de nucléaire".

La Commission Electorale Centrale de Biélorussie communique les premiers résultats de l'élection présidentielle du 19 mars 2006 :

1. le président sortant Alexandre LOUKACHENKO (proche du régime russe depuis qu'il promeut un traité d'Union russo-biélorusse, signé en 1997, projetant un Etat fédéral avec une Constitution et une monnaie uniques) remporte 82,6% des suffrages exprimés et se réjouit de l'échec de la "révolution" annoncée et préparée "de l'extérieur"
2. Alexandre MILINKEVITCH (candidat de l'opposition démocratique unifiée promouvant les valeurs occidentales et la souveraineté de la Biélorussie vis-à-vis de la Fédération de Russie) remporte 6% des suffrages exprimés et qualifie le scrutin de "farce complète"

3. le score d'Alexandre KOZOULINE est encore inconnu (candidat social-démocrate dénonçant le régime dictatorial biélorusse mais toléré par la Fédération de Russie car tourné vers elle plutôt que l'Occident)
4. de même que celui de Sergueï GAÏDOUKEVITCH, candidat du parti libéral-démocrate (déclinaison biélorusse de la formation d'extrême droite russe de Vladimir JIRINOVSKI)

Alors que la campagne électorale avait été dénoncée comme irrespectueuse des standards électoraux internationaux par les Etats-Unis, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), l'Union européenne (UE) et le représentant spécial des Nations Unies pour la Biélorussie, Adrian SEVERIN (Etats-Unis et UE ayant menacé de prendre des sanctions contre le régime biélorusse en cas de dénonciation par les observateurs internationaux du déroulement du scrutin), le président LOUKACHENKO avait qualifié ses adversaires de "fauteurs de troubles financés par l'Occident" et assimilé toute manifestation de protestation au terrorisme avant d'annoncer que le gouvernement réprimerait les troubles à l'ordre public. 10 000 manifestants n'en avaient pas moins protesté pacifiquement les résultats du scrutin dans la soirée du 19 mars 2006.

Les réactions de la communauté internationale se multiplient à l'annonce des résultats:

- le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McCLELLAN, dénonce les résultats d'un scrutin tenu dans un "climat de peur", met en garde contre la répression du libre exercice des droits politiques (manifestation) et appelle à une nouvelle élection
- l'OSCE (dont 400 observateurs ont assisté au déroulement du scrutin) déclare que le scrutin n'a pas été conforme aux standards électoraux internationaux puisque tenu dans un "climat d'intimidation et d'insécurité" caractérisé par l'usage arbitraire de la puissance publique et les détentions abusives
- l'UE condamne un scrutin ni libre ni juste et exhorte à la retenue des forces de l'ordre vis-à-vis des manifestations de protestation; tandis que les parlementaires européens appellent à une nouvelle élection, les ministres des Affaires étrangères de l'UE envisagent des sanctions ciblées limitées contre les "responsables" des trucages (principalement des interdictions de visas concernant, selon le vœu des pays limitrophes de la Biélorussie -- notamment la Pologne -- jusqu'au président sortant réélu
- seule la Fédération Russie considère que doit être respecté un vote "juste" car "en conformité avec les standards généralement acceptés"

19 mars

Les différentes formations politiques irakiennes qui négocient la formation d'un gouvernement d'union nationale s'accordent pour créer un Conseil National de la Sécurité:

- *objectif*: favoriser le droit de regard et l'emprise directe des différentes communautés ethno-confessionnelles irakiennes sur les politiques publiques en matière de sécurité
- *composition*: ses 19 membres (y compris le président et le premier ministre irakiens) reflètent le poids électoral des coalitions politiques irakiennes:
 - neuf arabes chiites
 - quatre kurdes sunnites
 - quatre arabes sunnites
 - et deux laïcs
- *missions*:
 - sur l'ensemble du territoire: assurer la défense nationale et la sécurité intérieure
 - dans les provinces majoritairement arabes sunnites, conduire les opérations de contre-insurrection
 - dans les provinces majoritairement arabes chiites, désarmer et démobiliser les milices

La situation politico-militaire sur le théâtre irakien est le principal thème qu'abordent les *talk shows dominicains* à l'occasion de la célébration du troisième anniversaire du déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom*.

Le vice-président Richard D. **CHENEY** affirme sur CBS ("Face the Nation") que l'Irak ne connaît pas de situation de guerre civile en dépit des violences intercommunautaires et que les preuves du succès des Etats-Unis y sont "écrasantes" nonobstant la constante violence; *a contrario*, c'est selon lui à l'aune de l'intensité de la violence sur le terrain que peuvent être jaugés non seulement la valeur des enjeux perçus par les terroristes mais encore leur degré de désespoir. L'argumentaire récurrent de M. CHENEY consiste à insérer l'analyse de l'OIF dans une grille d'interprétation élargie: l'issue de l'OIF -- laquelle est connectée à une GWOT dont les répercussions sont mondiales -- emportera un impact à long terme tant sur l'avenir du Moyen-Orient que sur la sécurité des Etats-Unis.

Le commandant de la *Multi-National Force -- Iraq* (MNF-I), le général George **CASEY**, confirme sur CNN ("Late Edition") le propos du vice-président en assurant que la situation irakienne reste "éloignée d'une guerre civile" en dépit de sa précarité: la guerre civile n'est ni commencée ni "imminente" ou "inévitabile". S'il ne dispose pas d'un renseignement plus précis permettant l'identification de responsables, le général CASEY n'en soutient pas moins que la technologie servant à la fabrication des *Improvised Explosive Devices* (IEDs) provient d'Iran.

Le sénateur républicain Chuck **HAGEL** considère sur ABC ("This Week") que les Etats-Unis sont d'ores et déjà parvenus à la victoire sur le théâtre irakien puisque:

1. le président Saddam HUSSEIN a été évincé du pouvoir
2. les citoyens irakiens se sont dotés par referendum national d'une Constitution (15 octobre 2005)
3. et ils ont élu un nouveau parlement lors des élections législatives du 15 décembre 2005)

Le sénateur républicain et président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, Richard N. **LUGAR**, souligne sur CNN ("Late Edition") que le retrait des forces américaines mobilisées en Irak dans le cadre de l'OIF reviendrait à restituer le pouvoir aux "Saddamistes" (noyau dur des loyalistes du régime baathiste) et à faire du pays un "incubateur pour le terrorisme".

En revanche, le premier ministre adjoint irakien Ahmed **CHALABI** ainsi que les sénateurs démocrates Jack **REED** Richard **DURBIN** critiquent l'administration BUSH.

Le premier impute expressément sur CNN ("Late Edition") les violences intercommunautaires aux faillites de la *Coalition Provisional Authority* (2003-04, la CPA fut dirigée par l'ambassadeur L. Paul BREMER III que M. CHALABI décrie *ad hominem*) puis du gouvernement intérimaire irakien (2003-05) à anticiper correctement l'ampleur de l'insurrection de la communauté arabe sunnite.

Le second préconise sur ABC ("This Week") d'actionner le levier d'influence de la présence militaire américaine en Irak en conditionnant son maintien à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Enfin, le troisième revient sur les conditions qui présidèrent au déclenchement de l'OIF en répliquant sur Fox News ("Fox News Sunday") que l'administration BUSH a trompé les opinions publiques en instrumentalisant le renseignement disponible en 2003 afin de légitimer le déclenchement de l'OIF par deux justifications fallacieuses:

1. le régime irakien aurait possédé des ADM ...
2. ... et une connexion aurait existé entre celui-ci et l'organisation terroriste al-Qaida responsable des attentats du 11 septembre 2001

Chercheurs à la *Brookings Institution*, **Nina KAMP** et **Michael O'HANLON** présentent leur travail sur l'état de l'Irak ([Nina KAMP, Michael O'HANLON, "The State of Iraq: An Update", *The New York Times*, 19 mars 2006](#)):

- sur le plan politique: le vide politique qu'entretient l'impasse dans laquelle se trouve la formation du gouvernement d'union nationale nourrit le "sentiment d'extranéité" de la communauté arabe sunnite et

	November 2003	November 2004	November 2005	November 2003	November 2004	November 2005	
U.S. Troop Facilities	21	56	54	Iraq Security Personnel (thousands)	125	142	232
Iraq Security Force Facilities	65	103	158	Iraq Security Force in Top Two Tiers of Resurgence	0	10	14
Gas Bombs	10	65	22	Oil Production (thousands of barrels per day)	2.3	2.1	1.9
Iraq Civilians Killed by War	240	750	1,000	Household Fuel Availability (percentage of population)	69	94	95
Estimated Number of Weapons	5,000	15,000	15,000	Electricity Production (thousands of kilowatt-hours)	4,200	3,600	3,200
Estimated Number of Foreign Terrorists	400	600	1,000	Unemployment Rate (annual)	38	33	32
Average Number of Daily Attacks per Province	21	54	15	Expected Basic Arith Share of Iraq's Gross Domestic Product	20	20	5-10
Top Officials Terminated or Loyal	35	31	26	Household U.S. Aid Spent (percentage of population)	6.3	5.6	33.4
Intelligence Tips Received from Iraqis	300	400	4,000	Iraqi Operations Above Daily Patrols	45	45	64
U.S. Other Foreign Troops in Iraq	115/21	150/25	130/20	Iraqi Funding/Concrete Timeline for U.S. Withdrawal	30	26	47

- mobilise les candidats potentiels à l'insurrection
- sur le plan économique: l'ensemble des indices économiques irakiens se situent à un niveau inférieur à leur performance sous le régime baathiste (avant 2003) puisque le PIB stagne, le taux de croissance économique (5%) ne satisfait pas les attentes (croissance à deux chiffres) tandis que taux de chômage demeure très élevé
- sur le plan sécuritaire: c'est en matière de sécurité que des progrès sont enregistrés avec la diminution des pertes militaires (américaines et irakiennes) et des pertes civiles nonobstant l'augmentation du volume des violences intercommunautaires

La célébration du troisième anniversaire du déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom* est marquée par la tenue de manifestations d'ampleur limitée protestant plus généralement contre la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient:

- 15 000 personnes manifestent à Londres
- 7 000 personnes manifestent à Chicago
- 1 000 personnes manifestent à New York
- 800 à Tokyo, etc.

Chercheur à la *New America Foundation*, Anatol LIEVEN identifie l'"autisme moral" des Etats-Unis (dont les racines plongeraient dans un déficit d'empathie confinant à l'ethnocentrisme combiné à un "conformisme nationaliste") comme principal déterminant de la recherche par certains membres de l'administration comme du Congrès d'un **regel des relations bilatérales américano-russes** -- une volonté de "guerre froide à petite échelle" -- en dépit d'un "ennemi commun" (le radicalisme terroriste) et de l'absence de menace russe sur les intérêts américains (le [\(Anatol LIEVEN, "Why are we trying to reheat the Cold War?", Los Angeles Times, 19 mars 2006\)](#)). M. LIEVEN écarte effectivement au titre des facteurs explicatifs non seulement la "provocation délibérée" mais encore une évolution du régime politique russe qui s'orienterait dans la mauvaise direction et ferait de plus en plus obstacle aux intérêts américains.

Le vice-président Richard D. CHENEY (il s'oppose à la relation constructive préconisée par le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE) ou le sénateur républicain John McCAIN (il appelle au boycott du sommet du G8 de St Petersburg que préside la Fédération de Russie à l'été 2006) illustrent au sein de l'*establishment* de politique étrangère américain les promoteurs des "combats inutiles" (le soutien aux opérations géorgiennes contre les mouvements séparatistes en Abkhazie et en Ossétie du sud, la volonté prématurée d'intégrer l'Ukraine à l'OTAN) qui forment à l'encontre de la Russie des critiques auxquelles n'échappent pas les Etats-Unis (accointances avec certains régimes dictatoriaux, respect du libre-marché subordonné au nationalisme économique) et se trouvent de plus en plus souvent en contradiction avec les opinions publiques internationales, y compris alliées (opérant souvent la synthèse des postures diplomatiques, la diplomatie russe refléterait mieux l'air du temps, notamment sur les dossiers du *Hamas* ou de l'Iran).

L'ancien premier ministre transitoire irakien Iyad ALLAWI déclare sur *BBC Television* que **l'Irak en crise se trouve à mi-parcours sur le chemin d'un "conflit civil terrible"** qui tue en moyenne 50 à 60 personnes par jour.

Si la situation politico-sécuritaire continue de se dégrader, M. ALLAWI estime que le franchissement d'un "point de non retour", à partir duquel l'escalade vers une guerre civile totale revêtira un caractère irréversible (effet cliquet), est imminent.

L'élection présidentielle en Biélorussie met aux prises:

1. l'actuel président Alexandre LOUKACHENKO, élu en 1994, réélu en 2001 (après avoir étendu son mandat à cinq ans par referendum en 1996 puis reporté le scrutin de 1999) et autorisé par le referendum de 2004 (qui a abrogé la disposition constitutionnelle limitant à

deux le nombre de mandats présidentiels) à briguer un troisième mandat; M. LOUKACHENKO est intimement proche du régime russe depuis qu'il promet un traité d'Union russo-biélorusse signé en 1997 (projet d'un Etat fédéral avec une Constitution et une monnaie uniques) ...

2. ... avec trois candidats d'opposition:
 - o Alexandre MILINKEVITCH, candidat de l'opposition démocratique unifiée promouvant les valeurs occidentales et la souveraineté de la Biélorussie vis-à-vis de la Fédération de Russie
 - o Alexandre KOZOULINE, candidat social-démocrate dénonçant le régime dictatorial biélorusse mais toléré par la Fédération de Russie car tourné vers elle plutôt que l'Occident
 - o Sergueï GAÏDOUKEVITCH, candidat du parti libéral-démocrate (déclinaison biélorusse de la formation d'extrême droite russe de Vladimir JIRINOVSKI)



Alors que la campagne électorale a été dénoncée comme irrespectueuse des standards électoraux internationaux par les Etats-Unis, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe

(OSCE), l'Union européenne (UE) et le représentant spécial des Nations Unies pour la Biélorussie, Adrian SEVERIN (Etats-Unis et UE ont menacé de prendre des sanctions contre le régime biélorusse en cas de dénonciation par les observateurs internationaux du déroulement du scrutin), le président LOUKACHENKO a qualifié ses adversaires de "fauteurs de troubles financés par l'Occident" et assimilé la manifestation de protestation au terrorisme avant d'annoncer que le gouvernement réprimerait tout trouble à l'ordre public.

L'ancien général de l'U.S. Army chargé de l'entraînement des militaires irakiens en 2003-04, Paul D. EATON, considère que le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD n'est pas "compétent" -- aux trois niveaux stratégique, opératif et tactique -- pour diriger les forces armées américaines ([Paul D. EATON, "A Top-Down Review for the Pentagon", The New York Times, 19 mars 2006](#)).

Outre l'amolissement des alliances des Etats-Unis avec leurs alliés qualifiés de "vieille Europe", M. RUMSFELD s'est effectivement "aliéné sa propre armée", selon le général EATON, en administrant la preuve de son incompétence aux trois niveaux de l'action militaire:

1. d'abord au niveau stratégique: un système de valeurs et de croyances grevés des schémas conceptuels hérités de l'ordre bipolaire, les effets pervers de la pensée groupale et la croyance techniciste négligeant l'élément humain du combat ont fait obstacle à la compréhension par M. RUMSFELD de la nature (une lutte prolongée de neuf ans en moyenne) et des exigences (une lutte menée par l'U.S. Army et l'U.S. Marine Corps) de la contre-insurrection
2. ensuite au niveau opératif: non seulement M. RUMSFELD rejetta la "doctrine Powell" (cinq conditions préalables à l'emploi de la force armée: objectifs clairs, critères du succès identifiables, moyens adéquats, stratégie de sortie et soutien de l'opinion publique) mais encore il négligea les avertissements selon lesquels les forces de sécurité irakiennes baathistes se désagrégeraient dans le contexte dissolvant de l'après-guerre

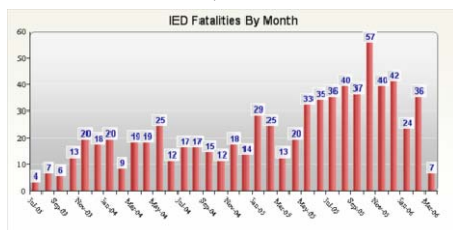
- enfin au niveau tactique: le micro-management des opérations de stabilisation et de reconstruction ainsi que l'exigence de loyauté de haut en bas de la chaîne de commandement ont renforcé l'intrusion -- ses effets pervers -- du mandataire de l'opinion publique dans le domaine d'expertise du technicien de l'action militaire

C'est pourquoi il recommande *in fine* :

- au président George W. BUSH: accepter l'offre de démission émise à plusieurs reprises par M. RUMSFELD (après la révélation du scandale d'Abou Ghraïb et lors du remaniement de l'administration de second mandat) en le remplaçant par un homme politique consensuel -- *i.e.* démocrate avant l'échéance des *midterm elections* (novembre 2006), par exemple le sénateur Joseph LIEBERMAN qui jouit d'un crédit légitime en matière de sécurité nationale (thème probablement structurant de la campagne)
- au Congrès: mettre un terme à sa déférence à l'égard de l'exécutif en réaffirmant les pouvoirs qu'il détient en temps de guerre *via*, notamment, le "pouvoir du porte-monnaie" (autorisations puis appropriations)

La célébration du troisième anniversaire du déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom* est l'occasion d'un bilan des pertes humaines.

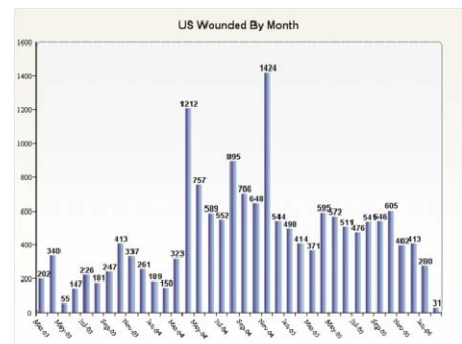
Le cumul des pertes humaines américaines depuis le 19 mars 2003 s'élève à 2 318 militaires américains (graphique 1), ce qui porte sur 36 mois et demi la moyenne des pertes humaines mensuelles à 63,5.



Les *Improvised Explosive Devices* (IEDs) causent 739 des 2 318 décès (32%, voir graphique 2).

Le nombre cumulé des blessés depuis mars 2003 s'élève à 16 653 (ce

chiffre s'arrête au 28 février 2006), ce qui porte sur 36 mois la moyenne des blessés mensuels à 462 (graphique 3).



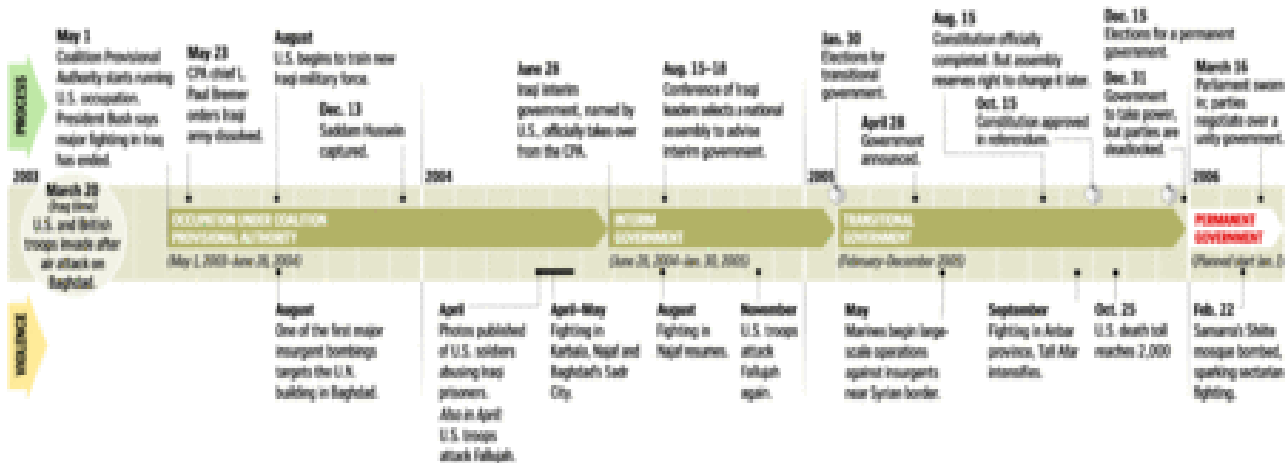
Les quatre provinces sunnites d'Anbar, de Bagdad, de Salahaddin et de Nineveh restent les plus létales (42% de la population mais 78% des pertes militaires américaines; 34,8% des pertes militaires américaines pour la seule province d'Anbar; graphique 4).



Le groupe indépendant [Iraq Body Count](#) estime qu'entre 33 679 et 37 795 civils irakiens ont été tués depuis le déclenchement de l'OIF en mars 2003.

Ci-dessous les principales dates des processus politique et sécuritaire en Irak depuis 2003 (Source: *The Washington*

Post) :



18 mars

Le porte-parole de la 5ème Flotte de l'U.S. Army, le commandant Charlie **BROWN**, annonce des **échanges de tirs entre deux navires américains et des pirates présumés au large des côtes somaliennes**, tuant deux suspects et en blessant cinq.

La veille du troisième anniversaire du déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom* et alors qu'est grande la "tentation du retrait et de l'abandon", le président George W. **BUSH maintient un lien de causalité directe entre la démocratisation du "front central dans la guerre contre la terreur" qu'est l'Irak et la sécurisation des Etats-Unis, requérant à ce titre la patience des opinions publiques (américaine comme irakienne) afin de parvenir à une "victoire complète" sur le théâtre irakien** qu'il définit comme la combinaison de ([George W. BUSH, President's Radio Address, 18 mars 2006](#)):

1. la consolidation d'une démocratie stabilisée
2. la capacité des forces de sécurité d'assurer le maintien de l'ordre public
3. et l'éradication de toute menace terroriste sanctuarisée sur le territoire de l'Irak

Paradoxalement, M. BUSH se déclare "encouragé" par la réaction des organisations de la société civile (notamment les directions des partis politiques) aux prises avec la violence intercommunautaire post-Samarra (dynamitage du 22 février 2006), laquelle aurait alimenté un "nouveau sens de l'urgence" accélérant le processus de formation d'un gouvernement d'union nationale.

A l'occasion du Forum Trilatéral de Sécurité, le secrétaire d'Etat **Condoleezza RICE** et les **ministres australien (Alexandre DOWNER) et japonais (Taro ASO) des Affaires étrangères abordent les problématiques de sécurité de la zone Asie-Pacifique** ([DEPARTMENT OF STATE, Trilateral Strategic Dialogue Joint Statement, Washington, D.C., 20 mars 2006](#)):

1. les acteurs régionaux (Corée du nord, *Association of South East Asiatic Nations* -- ASEAN) doivent contribuer à la gestion de l'émergence d'une Chine qui soit un "*responsible stakeholder*" dans les affaires internationales, dont l'influence au sein du système international soit positive, au moment où la modernisation militaire de la *People's Liberation Army* pose la question d'une influence disproportionnée au regard des ambitions régionales affichées (2,3 millions de militaires, budget de défense 2006 s'élevant à 35 Md\$ soit une hausse de 14,7% par rapport à l'année fiscale 2005)
2. la Chine et le Japon doivent rechercher les mesures de confiance permettant d'améliorer leurs relations bilatérales en dépit de souverainetés nationales frileuses et attentives
3. la Corée du nord doit lever l'hypothèque des *Six-Party Talks* sur son programme nucléaire (Etats-Unis, Corées du nord et du sud, Chine, Russie et Japon) en réintégrant "immédiatement" et inconditionnellement" les pourparlers interrompus depuis novembre

2005 (la Corée du nord conditionne jusqu'à présent la reprise des pourparlers au retrait par les Etats-Unis des sanctions économiques prises contre des entreprises nord-coréens officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue)

4. le programme nucléaire poursuivi par l'Iran nourrit de "graves préoccupations" et exige de la part du Conseil de Sécurité des Nations Unies une "action concertée" destinée à le "convaincre" de:
 - o suspendre ses activités d'enrichissement
 - o coopérer pleinement avec l'AIEA
 - o et réintégrer les négociations multilatérales
5. le régime birman doit réaliser d'"authentiques progrès" en matière de démocratie et de respect des droits politiques de l'opposition
6. enfin, les mécanismes de sécurité régionaux doivent relever le défi de la lutte contre le terrorisme et notamment d'un mariage de raison entre ce dernier et la piraterie maritime

Le Forum Trilatéral révèle cependant -- en même temps qu'il cristallise -- les différentes perceptions que nourrit l'émergence de la Chine en tant que puissance régionale et globale:

- d'un côté, la perception américaine d'une menace militaire croissante qui se traduit par un discours souvent empreint de la rhétorique du confinement soviétique, au risque d'une prophétie auto-réalisatrice
- de l'autre, la perception australienne d'une opportunité économique croissante qui se traduit par l'appel à une politique constructive et productive d'engagement par opposition à une politique de "containment" ou de "contrainte" de la Chine (Alexandre DOWNER)
- enfin, la perception mixte japonaise tiraillée entre les pesanteurs de l'histoire régionale à l'origine de crispations et la novation de l'interdépendance économique *de facto* à l'origine de coopérations

17 mars

Les déclarations de deux responsables américains trahissent le scepticisme des Etats-Unis à l'endroit de l'acceptation le 15 mars 2006 par le négociateur en chef sur le programme nucléaire iranien (Ali LARIJANI) de l'offre faite par le président George W. BUSH en novembre 2005 autorisant alors l'ambassadeur américain en Irak (Zalmay KHALILZAD) à nouer avec l'Iran des discussions limitées à la stabilisation et à la reconstruction à long terme de l'Irak:

1. d'abord M. KHALILZAD, dans une interview accordée à l'agence *Associated Press* (complétée par un communiqué officiel de son ambassade), présente les discussions qui seraient renouées entre les Etats-Unis et l'Iran (après avoir été interrompues en décembre 2003) non comme des "négociations" mais plutôt des doléances à l'occasion desquelles les premiers feraient part au second de leurs "préoccupations" à propos d'activités iraniennes en Irak au mieux "inutiles" et au pire nuisibles
2. ensuite le conseiller du président pour la sécurité nationale, Stephen J. HADLEY, souligne les craintes de l'administration américaine quant aux objectifs que viserait, après un refus initial en novembre 2005, le revirement iranien:
 - o briser le front en apparence uni des pays de la communauté internationale résolus à enrayer la nucléarisation de l'Iran en distinguant parmi eux les Etats-Unis et en cultivant l'image d'une diplomatie iranienne conciliante / transigeante
 - o détourner l'attention des opinions publiques internationales et de leurs représentants par rapport à la procédure en cours devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies

"Bataille pour le futur de la civilisation" livrée contre un ennemi terroriste longtemps enhardi par la perception de la faiblesse américaine, la valeur des enjeux de la GWOT justifie la mobilisation résolue des Etats-Unis selon le vice-président Richard D. CHENEY, lequel pronostique une victoire américaine [Richard D. CHENEY, Vice President's Remarks at a](#)

[Rally for the Troops at Charleston Air Force Base, Charleston Air Force Base, Charleston, Caroline du Sud, 17 mars 2006](#)).

Si la stratégie des Etats-Unis pour la victoire en Irak est "claire" et les progrès "réguliers", la tactique n'en reste pas moins "flexible": toute décision de retrait des troupes prise par les autorités politiques sera ainsi déterminée par la situation politico-militaire sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires.

Qualifiant de "scandaleux" le propos du chef des services de renseignement biélorusses, M. SUKHORENKO, assimilant les manifestations de rue au terrorisme, le porte-parole adjoint du Département d'Etat, Adam ERELI, **avertit le gouvernement biélorusse 48 heures avant l'élection présidentielle que le recours "injustifié" et violent à la force** (en contradiction avec ses engagements souscrits dans le cadre de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe -- OSCE) **provoquera une "réponse forte" de la part de la communauté internationale** ([Adam ERELI, Daily Presse Briefing, Washington, D.C., 17 mars 2006](#)).

Interviewé en Irak depuis le Département de la Défense, le commandant du *Multi-National Corps -- Iraq* (MNC-I), le lieutenant général Peter CHIARELLI, **considère que la "violence post-Samarra" ne saurait être désormais interprétée à la lumière de la seule grille de lecture d'une guerre civile intercommunautaire** ([Peter CHIARELLI, DoD News Briefing with Lt. Gen. Chiarelli, Washington, D.C., 17 mars 2006](#)).

Si les violences intercommunautaires consécutives au dynamitage du 22 février 2006 ont effectivement dévoilé le risque persistant d'un conflit civil en Irak, les grilles d'interprétations classiques de la violence collective qui prévalaient auparavant (nationalisme, djihadisme, lésion socioéconomique voire simple criminalité) n'ont pas été pour autant reléguées, en dépit de la déformation du prisme médiatique.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE **souligne que le Forum Trilatéral de Sécurité du 18 mars 2006 en compagnie des ministres australien (Alexandre DOWNER) et japonais (Taro ASO) des Affaires étrangères ne doit pas se limiter au thème de la gestion de l'émergence chinoise mais envisager l'ensemble des problématiques de sécurité de la zone Pacifique** ([Condoleezza RICE, Remarks with Australian Prime Minister John Howard, Sydney, Australia, 17 mars 2006](#)):

- certes, il doit être question de la gestion de l'émergence d'une Chine qui soit un "*responsible stakeholder*" dans les affaires internationales, dont l'influence au sein du système international soit positive (à ce titre, Mme RICE formule pour la Chine le voeu d'une ouverture à la fois interne -- libéralisation politique -- et externe -- intégration politico-économique régionale et internationale), alors que la modernisation militaire de la *People's Liberation Army* pose la question d'une influence disproportionnée au regard des ambitions régionales affichées (2,3 millions de militaires, budget de défense 2006 s'élevant à 35 Md\$ soit une hausse de 14,7% par rapport à l'année fiscale 2005) ...
- ... mais aussi:
 1. les relations bilatérales sino-japonaises dans un contexte de souverainetés nationales frileuses
 2. l'hypothèque des *Six-Party Talks* sur le programme nucléaire nord-coréen depuis novembre 2005
 3. l'évaluation de la *Proliferation Security Initiative* décidée le 31 mai 2003
 4. et même la situation politico-militaire sur le théâtre irakien où des troupes des trois pays sont mobilisées au sein de la *Multi-National Force -- Iraq*

Au sujet de l'Irak, le secrétaire d'Etat qualifie d'"utiles" les discussions qui pourraient se tenir entre les Etats-Unis et l'Iran sur le seul thème de sa stabilisation à long terme. Revenant sur l'opération aéroportée *Swarm* déclenchée le 16 mars 2006 aux alentours de la ville majoritairement arabe

sunnite de Samarra, Mme RICE attire expressément l'attention sur le rôle autonome croissant joué par l'armée nationale irakienne.

16 mars

La Chambre des Représentants vote la requête budgétaire supplémentaire d'"urgence" (91,9 Md\$) sollicitée par le président George W. BUSH au titre de l'année fiscale 2006 (1er octobre 2005-30 septembre 2006) afin de compléter le financement de:

1. la conduite des opérations *Enduring Freedom* et *Iraqi Freedom* (67 Md\$)
2. l'assistance post-Katrina (19 Md\$)
3. et l'aide étrangère d'urgence (4,1 Md\$ dont 300 md\$ à destination de la province soudanaise du Darfour)

Les forces armées américaines annoncent le déclenchement de l'Opération "Swarm" aux alentours de Samarra (ville majoritairement arabe sunnite à 100 km au nord de Bagdad), plus vaste offensive aéroportée conduite depuis l'invasion de l'Irak en mars 2003 (50 avions -- principalement des hélicoptères -- et 200 véhicules tactiques appuient 800 soldats irakiens et 700 soldats américains) visant à réduire les poches insurgées disséminées autour de la ville et suspectées d'avoir dynamité un mausolée chiite le 22 février 2006, attentat à l'origine de l'aggravation du volume et du rythme des violences intercommunautaires.



L'acceptation le 15 mars 2006 par le négociateur en chef sur le programme nucléaire iranien, Ali LARIJANI (à la demande du dirigeant du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak, Abdelaziz HAKIM, et du président irakien d'origine kurde, Jalal TALABANI), de l'offre faite par le président George W. BUSH en novembre 2005 (autorisant alors l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay KHALILZAD, à nouer avec l'Irak des discussions limitées à l'après-guerre irakien), se traduit par l'annonce du porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McCLELLAN, selon laquelle **les Etats-Unis sont prêts à engager avec l'Irak des discussions strictement limitées à la stabilisation et à la reconstruction post-conflit de l'Irak.**

A la faveur d'un intérêt commun (la stabilité à long terme de l'Irak) et d'une crainte propre (le débordement des tensions intercommunautaires hors d'Irak exacerberait mécaniquement les séparatismes des marges iraniennes: minorités kurde dans le nord-ouest et arabe dans le sud-ouest), l'Irak accepte de discuter avec les Etats-Unis pour la première fois depuis l'interruption de leur relation diplomatique bilatérale en 1979 ("paix froide").



La séance d'investiture des 275 membres du Conseil des Représentants irakien est ajournée sine die faute de président pour le parlement monocaméral et alors que les principales coalitions électorales continuent de diverger sur la composition d'un gouvernement d'union nationale. L'ouverture de la session parlementaire fait néanmoins courir le délai de 60 jours à l'expiration

duquel le Conseil des Représentants doit non seulement avoir élu son président mais encore avoir approuvé un premier ministre ainsi que son cabinet.

Outre la composition du cabinet, cette nomination du premier ministre est également disputée. Elu candidat à sa propre succession le 12 février 2006 (grâce au soutien du religieux Moqtada AL-SADR mais avec seulement une voix d'avance sur son rival immédiat) par la principale coalition électorale religieuse chiite qu'est l'Alliance Irakienne Unie (l'AIU détient 130/275 sièges), le premier ministre intérimaire Ibrahim AL-JAFARI (président du Parti *Dawa* promouvant la continuation du programme de débaathification de la société irakienne) fait l'objet d'un double feu nourri de critiques:

1. de la part des formations électorales arabes sunnites (Front de la Concorde Irakien: 44 sièges), kurdes sunnites (Coalition Kurde: 53 sièges; Union Islamique du Kurdistan: 5 sièges) ainsi qu'arabes laïques (Liste Nationale Irakienne: 25 sièges) qui l'estiment insuffisamment charismatique / consensuel et incapable d'enrayer l'augmentation des violences intercommunautaires consécutives au dynamitage de Samarra le 22 février 2006
2. de la part de la branche plus modérée au sein de l'AIU qui souligne une faible légitimité initiale encore érodée par ces violences intercommunautaires

En maintenant l'option de l'action préemptive contre les Etats parrains du terrorisme et/ou dotés d'armes de destruction massive introduite par la *National Security Strategy of the United States of America* publiée en septembre 2002 (option qui, couplée au changement de régime, avait symboliquement marqué le terme du couple dissuasion-confinement qui avait prévalu pendant la guerre froide), et bien que son ton soit moins idéologue et martial ainsi que plus factuel et stato-centré (les "systèmes despotiques" sont expressément cités: Biélorussie, Birmanie, Corée du Nord, Cuba, Iran, Syrie et Zimbabwe), **la nouvelle *National Security Strategy of the United States (NSS 2006)* publiée par la Maison-Blanche s'inscrit largement dans la continuité de la précédente qu'elle se contente d'évaluer et de mettre à jour** après les "premières années d'une longue lutte" analogue à celle que fut la guerre froide ([THE WHITE HOUSE, *The National Security Strategy of the United States of America*, mars 2006, 49 p.](#)). La NSS 2006 est le fruit d'un marchandage entre deux courants présents au sein de l'administration BUSH: d'un côté elle maintient les recommandations des promoteurs d'une configuration unipolaire de la puissance au sein du système international favorables au triptyque prééminence militaire - action préventive - changement de régime (le vice-président Richard D. CHENEY), de l'autre elle prend en compte celles des promoteurs d'une configuration multipolaire de la puissance au sein du système international défavorables au triptyque susmentionné tant que les voies de recours de la "diplomatie transformationnelle" n'ont pas été épuisées (le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE). Outre les maintiens du principe de prééminence militaire, de l'affirmation d'une responsabilité de changer le *statu quo* et de la "doctrine Bush" (non discrimination entre les terroristes et les Etats qui les parrainent), les permanences se retrouvent jusque dans les contextes de la publication puisque celle-ci intervient dans les deux cas alors que les Etats-Unis s'efforcent d'obtenir du Conseil de Sécurité des Nations Unies la condamnation d'un Etat perçu comme représentant une menace particulièrement dangereuse (l'Irak en septembre 2002, l'Iran en mars 2006).

Publiées par le gouvernement et situées au niveau géo-politique/économique, les NSS mobilisent l'ensemble des instruments de la puissance nationale afin d'identifier les intérêts, les buts et les priorités de la sécurité nationale des Etats-Unis.

L'incipit de la NSS 2006 est extrait du discours sur l'état de l'Union prononcé par le président George W. BUSH le 2 février 2005 ("Il ressort à la politique des Etats-Unis de rechercher et soutenir les mouvements et institutions démocratiques dans toute nation et culture, avec comme but ultime de mettre un terme à la tyrannie dans notre monde") et complété par les propos du secrétaire d'Etat Condoleezza RICE tenus à la *Georgetown School of Foreign Service* le 18 janvier 2006 ("Dans le monde d'aujourd'hui, le caractère fondamental des régimes importe autant que la distribution de la puissance entre eux"). Parce que la sécurité interétatique, partant la sécurité des Etats-Unis, est de plus en plus déterminée par l'insécurité intra-étatique des Etats (les violences

sociales et les logiques de sens sont plus déterminantes que les rivalités internationales et les logiques de puissance), la NSS 2006 adhère au postulat de l'école de la *pax democratica* (les démocraties ne se livrent pas la guerre entre elles) dont elle recherche les effets vertueux sur les plans interne (conduite destinée à satisfaire les besoins d'intérêt général) comme externe (conduite responsable au sein du système international) grâce une "diplomatie transformationnelle". C'est à la faveur de ce messianisme démocratique qualifié de politique étrangère "idéaliste dans ses buts et réaliste dans ses moyens" que les Etats-Unis parviennent à concilier idéaux et intérêts, à tirer un trait d'union entre fins idéalistes wilsoniennes (la démocratie) et moyens réalistes rooseveltiens (la puissance militaire) -- ce qu'a exprimé la formule de Mme RICE "idéalisme pragmatique". Reposant sur deux piliers -- d'abord promouvoir la liberté, la "démocratie effective" (c'est-à-dire matérielle et pas seulement formelle ou procédurale) et la prospérité; ensuite affronter les défis actuels par la mobilisation d'une communauté de démocraties --, la NSS 2006 identifie neuf priorités (d'inégale importance) pour la sécurité nationale des Etats-Unis (seule l'analyse des impacts de la mondialisation innove par rapport à la NSS 2002):

1. premièrement, soutenir les aspirations à la dignité humaine:
 - raison: la promotion de la liberté non seulement reflète les valeurs américaines mais encore promeut les intérêts américain puisqu'une "démocratie effective":
 - respecte les droits de l'homme
 - institue des gouvernants politiquement responsables devant leurs citoyens
 - garantit l'exercice d'un pouvoir souverain sur son territoire
 - et protège la société civile contre l'emprise intrusive de l'Etat
 - définition:
 - la "démocratie effective" ne se réduit pas aux élections mais renvoie à la démocratie matérielle (définition matérielle de la légitimité) au-delà de la simple démocratie procédurale (définition procédurale de la légitimité)
 - la démocratie est un construit social qui reflète le contexte historico-culturel propre à chaque société et se conjugue donc diversement
 - les régimes qualifiés de "tyrannies" sont les régimes biélorusse, birman, nord-coréen, cubain, iranien, syrien et zimbabwéen
 - les Etats-Unis s'engagent à être présents aux côtés des Etats en transition jusqu'à maturité de leur régime démocratique
2. deuxièmement, renforcer les alliances afin de vaincre le terrorisme global et travailler à prévenir les attaques contre les Etats-Unis et leurs alliés: parce qu'ils sont "une nation en guerre" engagée dans une "longue lutte", les Etats-Unis déploient une double stratégie:
 - à court terme: le recours à la force armée doit permettre de réduire la menace terroriste:
 - tuer ou capturer les terroristes
 - leur dénier un havre territorial qui soit à la fois un sanctuaire et un pas de tir
 - et tarir leurs sources de soutiens financiers
 - et à long terme: la promotion de la liberté et de la dignité humaine *via* la démocratie doit permettre de remporter les différentes batailles des idées d'une guerre essentiellement idéologique, c'est-à-dire de saper l'idéologie sous-tendant la mobilisation extrémiste
 - les Etats accusés de soutien au terrorisme sont l'Iran et la Syrie qui non seulement hébergent mais encore parrainent le terrorisme
 - les théâtres afghan et irakien représentent les "lignes de front de la guerre contre la terreur"
3. troisièmement, désamorcer les conflits régionaux:
 - trois niveaux d'engagement peuvent être distingués selon le degré de maturation du conflit régional:
 - avant: la prévention et la résolution (exemple de la prévention de l'UE en Macédoine)

- pendant: l'intervention (exemple de l'intervention de l'UA dans la province soudanaise du Darfour)
 - et après: la stabilisation et reconstruction (exemple des opérations actuellement menées en Afghanistan et en Irak)
 - parmi les "défis régionaux" listés: le génocide du Darfour soutenu par le gouvernement soudanais, l'insurrection "marxiste-terroriste" en Colombie, les politiques illibérales et déstabilisantes d'un "démagogue" au Venezuela, la dictature anti-américaine à Cuba, l'exploitation d'un conflit régional par l'Armée de la Résistance du Seigneur en Ouganda, les différends frontaliers entre l'Ethiopie et l'Erythrée et, enfin, l'insurrection "maoïste vicieuse" concomitante d'une distanciation du gouvernement par rapport à la démocratie au Népal
4. quatrième, empêcher les ennemis de menacer les Etats-Unis ainsi que leurs alliés au moyen d'armes de destruction massive (ADM), ce qui implique:
- lorsque le risque est diffus, empêcher les individus "les plus dangereux" d'acquérir les "armes les plus dangereuses":
 - leur dénier l'accès aux matières fissiles
 - améliorer les capacités de détection et de réponse aux attaques biologiques
 - identifier et neutraliser les réseaux terroristes en quête de capacités en armes chimiques
 - lorsque la menace est imminente, recourir à l'action préemptive:
 - il s'agit de recourir à la force armée avant que l'attaque -- imminente -- ne soit déclenchée, que le danger ne soit matérialisé, et après échec de la diplomatie
 - le recours à la préemption doit être "clairement" motivé par une cause "juste" et se traduire par un emploi "mesuré" de la force
 - cette option de la préemption conserve expressément au sein de la NSS une place identique à celle occupée en 2002
 - l'Iran est désigné comme le pays posant la menace la plus importante pour six raisons: son programme nucléaire, le parrainage du terrorisme, la non reconnaissance de l'Etat d'Israël, l'opposition au processus de paix israélo-palestinien, la perturbation du processus politique irakien et le déni des aspirations à la liberté de ses citoyens
 - la Corée du nord pose également un "sérieux défi de prolifération nucléaire" auquel s'ajoutent la contrefaçon de la monnaie américaine, divers trafics, la menace posée à la Corée du sud et l'étouffement brutal de ses citoyens
5. cinquième, initier une nouvelle ère de croissance économique globale *via* la généralisation du libre marché et du libre commerce (par le truchement, notamment, de l'Agenda pour le Développement de Doha négocié dans le cadre de l'OMC)
6. sixième, "élargir le cercle du développement en ouvrant les sociétés et en érigeant les infrastructures de la démocratie"
7. septième, "développer les agendas de l'action coopérative avec les autres centres de puissance globale":
- dans l'hémisphère occidental, le Canada et le Mexique
 - les Etats d'Afrique en général
 - au Moyen-Orient, les alliés traditionnels que sont l'Arabie Saoudite et l'Egypte ainsi que le nouveau partenaire irakien dans la GWOT
 - en Europe, la coopération s'effectue dans le cadre de l'OTAN
 - regrettant une récente dé-démocratisation, les Etats-Unis envisagent désormais de coopérer au cas par cas avec la Russie
 - en Asie du sud et centrale, principalement l'Inde et le Pakistan
 - en Asie de l'Est, les "alliés" australien, sud-coréen ainsi que japonais et les "amis" indonésien, malais, philippins, singapouriens et thaïlandais
 - enfin, la transition de la Chine demeure "incomplète" car tiraillée entre intégrations économiques et crispations politique

8. huitièmement, "transformer les institutions chargées de la sécurité nationale américaine" (le *Department of Homeland Security* et la communauté du renseignement)
9. et neuvièmement, capitaliser sur les opportunités qu'offre la mondialisation tout en en conjurant les revers:
 - o les opportunités qu'offre la mondialisation: l'intégration des économies nationales par le commerce, la globalisation des investissements et la généralisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication
 - o les défis ou revers que porte en germe la mondialisation: les pandémies (grippe aviaire, SIDA/VIH, SRAS), les commerces illégaux (de drogues et d'êtres humains), l'immigration illégale et les destructions d'origine environnementale

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** entame une visite officielle de trois jours en Australie (16-18 mars 2006), un pays tout à la fois ([DEPARTMENT OF STATE, *The United States and Australia: An Alliance of Friends*, 1 p.](#)):

1. allié des Etats-Unis en matière de défense: Traité ANZUS du 1er septembre 1951 (alliance trilatérale de défense collective avec la Nouvelle-Zélande invoquée au lendemain du 11 septembre 2001), participation aux programmes *Joint Strike Fighter* et *Ballistic Missile Defense*
2. "partenaire clef" dans la lutte contre le terrorisme ainsi que la prolifération (*Proliferation Security Initiative* du 31 mai 2003)
3. et important partenaire commercial depuis l'entrée en vigueur le 1er janvier 2005 d'un accord bilatéral de libre-échange

Centrée sur le thème de la sécurité dans la zone Asie-Pacifique et la région du Moyen-Orient, la visite de Mme RICE aborde trois principales coopérations:

1. la coopération sécuritaire (l'architecture régionale de sécurité, l'Irak, l'émergence chinoise et les problématiques nucléaires iraniennes et nord-coréennes sont inscrites à l'agenda du Dialogue Trilatéral de Sécurité regroupant les Etats-Unis, l'Australie et le Japon prévu le 18 mars 2006)
2. la coopération militaire (le ministre australien de la Défense, Brendan NELSON, a confirmé la mobilisation des troupes australiennes au sein de la *Multi-National Force -- Iraq* jusqu'à la fin de 2007)
3. et la coopération pour gérer l'émergence d'une Chine "responsible stakeholder" dans les affaires internationales dont l'influence au sein du système international soit positive, influence proportionnée aux ambitions affichées dans un environnement de souverainetés nationales frileuses et attentives, notamment au regard de la modernisation militaire de la *People's Liberation Army* (2,3 millions de militaires, budget de défense 2006 s'élevant à 35 Md\$ soit une hausse de 14,7% par rapport à l'année fiscale 2005)



A l'issue d'un entretien avec le ministre australien des Affaires étrangères, Alexander DOWNER, portant sur l'architecture régionale de sécurité, la transition politique irakienne, le programme nucléaire iranien, le développement indonésien ou encore l'accord de coopération nucléaire civile confirmé par les Etats-Unis et l'Inde le 2 mars 2006, Mme RICE ([Condoleezza RICE, *Remarks With Australian Foreign Minister Alexander Downer, Sydney, Australie, 16 mars 2006*](#)):

- qualifie la relation bilatérale américano-australienne de "très intime" car fondée sur les valeurs communes non seulement de la défense mais encore de la promotion de la démocratie
- estime que la transition politique irakienne nécessitera deux années une fois levée l'hypothèque de la formation du gouvernement d'union nationale

- exhorte l'Iran à reprendre les négociations sur son programme nucléaire tout en rappelant que cet "Etat fauteur de troubles" -- où une minorité non élue étouffe selon Mme RICE les aspirations de la société civile -- reste un "banquier central du terrorisme"
- confirme que la politique chinoise des Etats-Unis consiste à favoriser l'émergence d'une Chine "*responsible stakeholder*" dans les affaires internationales dont l'influence au sein du système international soit "positive" parce que plus ouverte à la fois vers l'extérieur (les Etats-Unis sont favorables à son intégration au sein des institutions internationales, notamment l'OMC) et l'intérieur (ils soulignent le déficit de liberté politique et leurs préoccupations en matière de droits de l'homme et de liberté religieuse)

Optimiste quant à la transition politique irakienne, le secrétaire d'Etat écarte la formule de "guerre civile" dans une interview radiodiffusée, inadéquate selon elle afin de rendre compte des violences intercommunautaires actuelles puisque désignant d'un côté ce qu'a rejeté à trois reprises le corps électoral irakien et de l'autre le voeu pieux des entrepreneurs insurgés ayant intérêt à un tel basculement ([Condoleezza RICE, Interview With Kerry O'Brien of Australian Broadcasting Company's 7:30 Report, Sydney, Australie, 16 mars 2006](#)).

Enfin, quelques jours avant la célébration du 3ème anniversaire du déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom* (19 mars), Mme RICE sollicite la patience des opinions publiques (américaine, irakienne, moyen-orientale, occidentale, musulmane et internationale) à un double titre ([Condoleezza RICE, Remarks at Town Hall Meeting With University Students, Sydney, Australie, 16 mars 2006](#)):

1. d'abord à l'égard des processus de démocratisation en général et de la consolidation de la démocratie irakienne en particulier
2. ensuite à l'égard la "longue lutte" contre le terrorisme, laquelle -- à l'image des luttes contre le communisme, le national-socialisme et le "militarisme" -- est un engagement vraisemblablement décennal dont l'issue ne sera pas seulement déterminée par la force armée mais principalement par "[celle] de la liberté humaine"

15 mars

La Chambre des Représentants alloue un budget de 1,3 md\$ à la création de l'*Iraq Study Group*, groupe indépendant bipartisan chargé de procurer sur l'Irak une évaluation alternative à celle de l'administration, non seulement quant à la situation actuelle mais encore sur les options politiques disponibles.

Soutenu par quatre éminents *think tanks* (le *Center for Strategic and International Studies* -- CSIS --, l'*U.S. Institute of Peace* -- USIP--, le *Center for the Study of the Presidency* et le *Baker Institute for Public Policy*), l'*Iraq Study Group* comprend de 10 membres:

- cinq républicains:
 1. l'ancien secrétaire d'Etat James BAKER III (co-président)
 2. l'ancien directeur de la CIA Robert GATES
 3. l'ancien maire de New York Rudolph GIULIANI
 4. l'ancien sénateur Alan SIMPSON
 5. et une nomination en attente
- et cinq démocrates:
 1. l'ancien représentant et ancien co-président de la Commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001, Lee HAMILTON (co-président)
 2. l'ancien directeur de cabinet du président CLINTON, Leon PANETTA
 3. le conseiller du président CLINTON Vernon JORDAN
 4. l'ancien secrétaire à la Défense William PERRY
 5. et l'ancien sénateur Charles ROBB

Le commandant du CENTCOM (acronyme pour *United States Central Command*), le général John P. ABIZAID, est auditionné par la Commission des Forces Armées de la Chambre des

Représentants sur la posture du CENTCOM pour l'année 2006 ([John P. ABIZAID, Statement of General John P. Abizaid, United States Army Commander, United States Central Command Before the House Armed Services Committee on the 2006 Posture of the United States Central Command, 15 mars 2006, 60 p.](#)).

Dans une région-carrefour vitale (routes commerciales, lignes de communication maritimes et richesses énergétiques) mais instable, comprenant 650 millions d'habitants répartis dans 27 pays, le CENTCOM (trois sous-commandements: *Combined Forces Command -- Afghanistan* [CFC-A] + *Multi-National Force -- Iraq* [MNF-I] + *Combined Joint Task Force -- Horn of Africa* [CJTF-HOA]) livre une "longue guerre" contre un ennemi non-étatique (doté de la capacité de nuisance étatique mais dépourvu des vulnérabilités étatiques), un "réseau sans frontières idéologiquement motivé".



Lutte idéologique, la "longue guerre" est *intra-* plutôt qu' *inter-* civilisationnelle -- opposant extrémistes et modérés du monde musulman -- et nécessite la mobilisation à long terme du soutien de l'opinion publique américaine et de ses représentants. Engagé dans le cadre de cette "longue guerre" sur l'ensemble du spectre des opérations (de la contre-insurrection aux opérations humanitaires en passant par le contre-terrorisme, l'entraînement des forces amies et les affaires civiles), le CENTCOM remplit une triple mission:

1. vaincre les réseaux extrémistes de type al-Qaida
2. stabiliser l'Afghanistan et l'Irak
3. et aider les forces armées des gouvernements partenaires à conduire de manière autonome les opérations de contre-terrorisme

Pour l'année 2006, les déclinaisons stratégiques de cette triple mission consistent à:

1. continuer de réduire le réseau extrémiste al-Qaida
2. accélérer la formation et l'entraînement des forces de sécurité afghanes comme irakiennes
3. poursuivre le transfert des opérations de stabilisation conventionnelle du CFC-A à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS otanienne)
4. et permettre aux Etats régionaux de se doter des moyens de résister à l'idéologie et aux activités extrémistes

L'état final recherché par les Etats-Unis en Irak est un pays:

1. "en paix avec ses voisins" ...
2. ... dont le "gouvernement représentatif" soit un allié dans la lutte contre le terrorisme ...
3. ... et dont les forces de sécurité soient capables d'assurer le maintien de l'ordre public comme de dénier aux terroristes le territoire irakien en tant que sanctuaire et pas de tir

Pour ce, les forces de la MNF-I ont pour stratégie de politiser la contre-insurrection afin de séparer le bon grain (les "rejectionnistes" -- arabes sunnites lésés par l'intervention américaine -- qui peuvent être intégrés au processus démocratique) de l'ivraie (les "Saddamistes" -- noyau dur des loyalistes du régime baathiste qui peuvent être marginalisés -- et les "terroristes" -- individus appartenant à, ou se réclamant de, al-Qaida qui doivent être réduits) insurgés.

Le général ABIZAID souligne les progrès enregistrés par les forces de sécurité irakiennes (FSI) entre janvier 2005 et janvier 2006:

- janvier 2005: les FSI comptent 78 bataillons (soit 127 000 hommes)
- janvier 2006: les FSI comptent 160 bataillons (231 000 hommes: 108 000 militaires et 123 000 policiers):

- 70 conduisent les opérations de contre-insurrection avec l'appui des forces de la MNF-I
- 90 appuient les opérations de contre-insurrection conduites par les forces de la MNF-I

Le commandant du CENTCOM souligne enfin que l'Iran et la Syrie sont les deux seuls Etats sur les 27 que compte sa zone de responsabilité à ne pas coopérer avec les Etats-Unis pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme:

- tandis que la politique iranienne en Irak consiste à parrainer de multiples activités pour la plupart inutiles si ce n'est nuisibles ...
- ... la Syrie reste le principal sas de pénétration des djihadistes étrangers sur le théâtre irakien

Avec Israël, les Iles Marshall et Palau, **les Etats-Unis rejettent la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU) créant un Conseil des Droits de l'Homme**, finalement adoptée par 170 voix contre 4 et 3 abstentions (la Biélorussie, l'Iran et le Venezuela critiquent l'instrument de la punition des pays du sud par les pays occidentaux). Ils acceptent toutefois de participer à son financement et n'excluent d'y adhérer à terme selon la qualité des adhésions. Composé de 53 membres (répartition régionale des sièges: 13 pour l'Afrique et l'Asie, 6 pour l'Europe de l'est, 8 pour l'Amérique latine et les Caraïbes et 7 pour les Etats occidentaux) et inspiré du projet présenté par le Secrétaire Général des Nations Unies (Kofi ANNAN) en mars 2005, le nouveau Conseil des Droits de l'Homme remplacera en juin 2006 la Commission des Droits de l'Homme (47 membres) dont la légitimité déclinante (caractère peu sélectif -- présences litigieuses: Arabie Saoudite, Chine, Cuba, Soudan et Zimbabwe -- et inefficacité) a entaché la réputation des Nations Unies dans leur ensemble.

Ayant proposé l'ajournement et la renégociation du projet, l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, John R. BOLTON, justifie le "non" américain de crainte que le nouvel organe ne soit aussi décrédibilisé et peu respecté que son prédécesseur ([John R. BOLTON, Explanation of Vote on the Human Rights Council Draft Resolution, New York City, 15 mars 2006](#)). Les Etats-Unis réclamaient:

1. l'élection des membres du Conseil à la majorité qualifiée des 2/3 de l'AGNU afin d'empêcher l'entrisme de pays s'efforçant de "miner le nouvel organe de l'intérieur"
2. l'exclusion des candidats à l'adhésion faisant l'objet de sanctions de la part du Conseil de Sécurité sur le fondement du chapitre VII de la Charte en rapport avec le non respect des droits de l'homme ou des actions terroristes
3. et la capacité d'exclure les Etats devenus irrespectueux des droits de l'homme

Or, seule a été acceptée la procédure de suspension de l'adhésion d'un Etat violant systématiquement les droits de l'homme (procédure requérant la majorité qualifiée des 2/3). Parmi les Etats qui violent gravement les droits de l'homme, M. BOLTON cite la Biélorussie, la Birmanie, Cuba, l'Iran, le Soudan et le Zimbabwe.

Si le Conseil des Droits de l'Homme a été créé nonobstant l'opposition des Etats-Unis (non par consensus mais alors par scrutin majoritaire), son efficacité future n'en reste pas moins partiellement conditionnée par leur soutien.

Rappelant que la conflictualité internationale est de plus en plus déterminée par l'insécurité *intraétatique* (violences sociales) -- et non plus *interétatique* (rivalités de puissance) -- et les menaces globales (le terrorisme, la piraterie maritime, la criminalité organisée et les trafics d'armes, de drogues ou encore de personnes), le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE maintient plusieurs exigences de réforme à l'endroit de l'armée indonésienne en dépit du rétablissement des relations militaires bilatérales en novembre 2005** -- interrompues depuis 1991 --, notamment le respect du principe démocratique de subordination des autorités militaires aux autorités civiles et de son corollaire, la responsabilité des premières devant les secondes ([Condoleezza RICE, Remarks at the Indonesia World Affairs Council, Jakarta, Indonésie, 15 mars 2006](#)).

Mme RICE invite également les "jeunes démocraties" régionales à consolider le fonctionnement transparent et responsable des institutions démocratiques, entre autres l'Etat de droit, l'indépendance des autorités judiciaires et la liberté des medias. Elle cite *a contrario* la dictature de la junte militaire birmane.

Enfin, le secrétaire d'Etat exhorte la communauté internationale à avoir confiance dans la détermination du peuple irakien à conjurer le spectre d'une guerre civile et dans sa capacité à résoudre par la voie du compromis -- et avec le temps -- ses différends communautaires.

14 mars

A l'occasion d'une conférence de presse en compagnie du président du comité des chefs d'états-majors, le général Peter PACE, le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD concède une situation irakienne "très difficile" au quotidien mais dont les tendances lourdes sont chargées de promesses** ([Donald H. RUMSFELD, Peter PACE, DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld and Gen. Pace, Washington, D.C., 14 mars 2006](#)):

1. d'abord, les citoyens irakiens ont confirmé par trois fois (30 janvier, 15 octobre puis 15 décembre 2005) leur engagement en faveur du processus politique démocratique qu'appuient les membres de la *Multi-National Force -- Iraq* (MNF-I)
2. ensuite, la montée en puissance régulière des forces de sécurité irakiennes permet à 100 bataillons autochtones (dont 49 de manière autonome) de participer à 75% des opérations de contre-insurrection (dont ils planifient la moitié) conduites en Irak
3. enfin, la démocratisation de l'Irak contribue directement à la sécurité des Etats-Unis en en faisant un allié dans la lutte contre le terrorisme, enclin de surcroît à recourir aux modalités pacifiques de résolution des conflits

L'optimisme de M. RUMSFELD n'exclut pas pour autant l'augmentation circonscrite (pèlerinages clôturant la fête chiite d'*Ashura*) du nombre de troupes américaines mobilisées sur le terrain en fonction de la situation sécuritaire telle qu'évaluée par les responsables militaires -- en l'espèce le général George CASEY.

L'hebdomadaire *Defence Weekly* du groupe Jane's rapporte les **allégations du Conseil National de la Résistance d'Iran** (groupes d'opposants politiques iraniens exilés pourvu d'un bras armé, l'Organisation des Moudjahidin d'Iran) **selon lesquelles le régime de Téhéran aurait développé une version améliorée du missile balistique à moyenne portée Ghadr 101 -- le Ghadr 110.**

Mme Condoleezza **RICE entame sa première visite officielle (deux jours) en tant que secrétaire d'Etat en Indonésie**, Etat le plus peuplé (225 millions) de l'Asie du sud-est (il représente plus de 50% de la population sud-asiatique), dont 88% de la population est de confession musulmane (198 millions), riverain du Détroit de Malacca et auquel les Etats-Unis entendent faire jouer dans la région un rôle clef à la faveur de leur "partenariat stratégique croissant" ([Condoleezza RICE, Remarks With Indonesian Foreign Minister Noer Hasan Wirajuda, Jakarta, Indonesia, 14 mars 2006](#)).

En présence du ministre indonésien des Affaires étrangères, Hassan WIRAJUDA, Condoleezza RICE fait l'éloge des "politiques modérées" du gouvernement et s'entretient des coopérations bilatérales en matière:

1. militaro-sécuritaire (interrompues depuis 1991, les relations militaires ont été rétablies en novembre 2005 avec un pays que les Etats-Unis considèrent comme un allié proche dans la GWOT)

Indonesia



2. socioéconomique (50% de la population indonésienne vit avec moins de 25 \$/jour)
3. politique et diplomatique (dialogue des Etats-Unis avec l'opinion publique musulmane, situation des droits de l'homme en Birmanie, problématique nucléaire iranienne et conversion du *Hamas* en formation de gouvernement)
4. culturelle (échanges universitaires, etc.)
5. et sanitaire (lutte contre la pandémie de grippe aviaire qui a tué 22 Indonésiens)

Si la relation bilatérale entre les Etats-Unis et l'Indonésie est globalement satisfaisante, des irritants persistent:

1. les divergences sur la politique menée par les Etats-Unis au Moyen-Orient ou dans le cadre de la lutte contre le terrorisme
2. l'anti-américanisme sporadique de l'opinion publique indonésienne (à quoi le secrétaire d'Etat répond que les Etats-Unis assument des obligations internationales parfois impopulaires)
3. la demande de Jakarta d'un accès direct au terroriste HAMBALI (suspecté d'être le concepteur des attentats de Bali qui tuèrent 202 personnes en octobre 2002)
4. les violations indonésiennes des droits de l'homme
5. et l'incompétence d'une fonction publique indonésienne de surcroît corrompue

L'aide américaine à destination de l'Indonésie s'élève pour l'année fiscale 2006 (1er octobre 2005-30 septembre 2006) à 552 md\$ répartis de la manière suivante ([U.S. DEPARTMENT OF STATE, *The United States and Indonesia. A Strong and Growing Partnership*, 1 p.](#)):

- 400 md\$ pour la reconstruction post-tsunami (26 décembre 2004)
- 36,3 pour la promotion de la démocratie
- 33,3 pour le système de soins et d'adduction d'eau
- 31,9 pour le système éducatif
- 21,9 pour la croissance économique
- 11 pour la prévention de la grippe aviaire
- 11 pour construire une paix durable à Aceh
- 6,9 pour l'environnement

Entre la matinée du 13 et l'après-midi du 14 mars 2006, **les autorités irakiennes déclarent avoir découvert au total les corps de 87 individus apparemment exécutés** en représailles aux attentats qui ont tué une cinquantaine de personnes et en ont blessé plus de 200 dans le quartier pauvre de Bagdad, *Sadr City*, le 12 mars 2006.

Alors que les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) ont échoué -- pour la troisième fois -- à s'accorder le 13 mars 2006, **deux réunions des membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies consacrées à la problématique nucléaire iranienne** (d'abord une réunion des cinq membres permanentes puis celle des 15 membres du Conseil) **doivent décider l'adoption (à l'unanimité) ou le rejet du projet franco-britannique de déclaration présidentielle:**

1. exigeant d'abord de l'Iran qu'il suspende ses activités d'enrichissement d'uranium
2. sollicitant ensuite de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) qu'elle produise dans un court délai un rapport des éventuels progrès enregistrés

En cas de rejet du projet de déclaration présidentielle, les Etats-Unis appuyés par la France et la Grande-Bretagne pourraient soumettre au vote du CSNU un projet de résolution obligeant dès lors la Chine et la Russie -- favorables à la poursuite des négociations devant l'AIEA -- à s'abstenir ou à opposer leur veto.

La direction iranienne maintient pendant ce temps une rhétorique intransigeante:

1. tandis que l'ayatollah Ali KHAMENEI qualifie l'engagement nucléaire iranien d'"irréversible" -- sauf à saper l'indépendance nationale -- et exhorte son public composé de diplomates à "défendre courageusement les droits de l'Iran" ...

2. ... le président Mahmoud AHMADINEJAD s'engage à l'occasion d'un discours télévisé à poursuivre le chemin du nucléaire iranien nonobstant la pression exercée par les membres occidentaux du Conseil de Sécurité des Nations Unies

Après les phases I (création puis institutionnalisation pendant la guerre froide) et II (élargissements et réorganisation post-guerre froide) de son existence, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations Unies et le directeur du *Transatlantic Center* au sein du *German Marshall Fund*, respectivement **Richard HOLBROOKE** et **Ronald ASMUS**, **préconisent d'entamer la "phase III" de l'OTAN en élargissant ses compétences *ratione loci* et *ratione materiae* pour mieux répondre aux défis du nouvel environnement sécuritaire global** ([Richard HOLBROOKE, Ronald D. ASMUS, "Next Step for NATO", *The Washington Post*, 14 mars 2006](#)).

Préfigurée par la mission de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) en Afghanistan et le projet d'une intervention de l'Organisation dans la province soudanaise du Darfour, cette phase III de l'OTAN (post-guerre froide et post-11 septembre 2001), nouvelle "raison d'être" qui pourrait être entérinée lors du sommet des ministres de la Défense des Etats membres à Riga (Lettonie) en novembre 2006, implique deux efforts parallèles selon MM. HOLBROOKE et ASMUS:

1. de la part des Etats-Unis: renouer avec leur rôle traditionnel de direction et d'impulsion
2. de la part des Etats européens et du Canada: consentir un effort budgétaire en matière de défense s'établissant au minimum à 2% du PIB

Le journaliste du *Christian Science Monitor* Howard **LaFRANCHI** qualifie de "**nouvelle idylle**" la **coopération américano-française** rétablie à la faveur de convergences d'objectifs (sous-tendues par les dynamiques propres d'intérêts nationaux distincts) sur les problématiques du terrorisme international, du programme nucléaire iranien ou encore de la souveraineté libanaise ([Howard LaFRANCHI, "A new romance between US and France", *The Christian Science Monitor*, 14 mars 2006](#)).

Outre la redécouverte de constantes (par exemple, les Etats-Unis bénéficient de l'expertise française sur le Moyen-Orient tandis que la puissance moyenne française jouit de l'effet de levier -- un pouvoir de faire -- inhérent à la puissance américaine) et l'entente personnelle entre les conseillers pour la sécurité nationale des présidents américain et français (respectivement Stephen HADLEY et Maurice GOURDAULT-MONTAGNE), M. LaFRANCHI identifie plusieurs prises de conscience propices à la coopération en 2005:

- du point de vue américain: la prise de conscience des limites de l'unilatéralisme du premier mandat induisant de réparer les alliances et de réapprécier une image dégradée sur la scène internationale
- du point de vue français: la double prise de conscience de la moindre pertinence du multiplicateur de puissance communautaire à moyen terme (consécutive au rejet du projet de traité constitutionnel le 29 mai 2005) mais encore de ce que la France -- en tant que puissance moyenne nucléaire à prétentions globales -- a probablement le plus à perdre dans la nucléarisation de l'Iran

13 mars

Après avoir déclaré le 27 février 2006 que le Conseil de l'Unification Nationale a "cessé de fonctionner" tandis que les orientations pour l'unification finale entre l'île et la Chine continentale ont "cessé de s'appliquer" (le ministre chinois des Affaires étrangères, Li ZHAOXING, considéra alors que la faible réaction américaine à la "provocation ouverte" du président taïwanais indépendantiste -- constitutive d'un "dangereux pas vers l'indépendance" -- envoi de "faux signaux" d'encouragement à l'autoproclamation par l'île rebelle de son indépendance formelle), le président taïwanais Chen **SHUI-BIEN** **renchérit en annonçant l'ouverture prochaine d'un débat**

sur la révision de la Constitution qui pourrait menacer le *statu quo* en abordant les thèmes litigieux de la souveraineté du territoire et de l'indépendance formelle de l'île rebelle.

Si le chef du Parti Progressiste Démocratique ajoute que la dissonance entre les majorités présidentielle et parlementaire (la législature est dominée par le Parti Nationaliste favorable à une réunification conditionnée avec la République Populaire de Chine -- RPC) ainsi que le conservatisme de l'opinion publique taïwanaise (80% des individus interrogés souhaitent le maintien du *statu quo* de l'auto-gouvernement) rendent improbable la matérialisation législative d'un tel agenda politique, il n'en maintient pas moins inscrit l'horizon d'une indépendance formelle.

Or, une telle autoproclamation déclencherait l'intervention militaire automatique de la RPC dans le détroit de Taïwan. Les Etats-Unis interviendraient alors conformément à leur politique officielle ("*one China policy*": engagement à défendre Taïwan contre toute intervention militaire de la RPC mais opposition à un changement unilatéral du *statu quo* traduite par l'absence de relations diplomatiques avec l'île), ce qui impliquerait mécaniquement le Japon (traité de sécurité Etats-Unis -- Japon signé le 8 septembre 1951 et renouvelé depuis).

Après avoir constaté la persistance des facteurs de crise qui avaient motivé l'ordre exécutif initial du 15 mars 1995 (les actions comme les politiques iraniennes -- parrainage du terrorisme, ingérences régionales et programme nucléaire militaire -- sont contraires aux intérêts américains au Moyen-Orient et menacent la sécurité nationale des Etats-Unis), le président George W. **BUSH reconduit les sanctions économiques décidées contre l'Iran le 15 mars 1995 et renouvelées annuellement depuis** (interdictions de la plupart des importations et exportations -- y compris pétrolières -- entre les Etats-Unis et l'Iran).

S'adressant à la Chambre des Communes, le ministre britannique de la Défense John **REID annonce la réduction de 10% des troupes britanniques mobilisées en Irak au sein de la *Multi-National Force -- Iraq* (MNF-I) à partir de mai 2006**: principalement stationnés dans la région arabe chiite de Basra, les effectifs passeront ainsi de 7 800 à 7 000 militaires.

M. REID souligne qu'une telle diminution n'est pas liée à la mobilisation britannique en Afghanistan (au sein de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité -- FIAS) mais qu'elle refléchit plutôt la participation croissante des forces de sécurité irakiennes aux opérations de contre-insurrection -- sans être pour autant synonyme de transfert de la responsabilité la sécurité au niveau opérationnel.

Si les réductions des troupes britanniques sont régulières depuis 2003 (46 000 militaires en mai 2003, 18 000 en mai 2004 puis 8 000 en mai 2005), le ministre de la Défense continue de conditionner la décision de retrait définitif des troupes britanniques:

1. à la situation politico-sécuritaire sur le terrain
2. à la volonté du gouvernement souverain irakien
3. et à la réalisation des buts de la mission britannique en Irak

Le porte-parole du gouvernement bolivien déclare que le président George W. BUSH fait partie des dirigeants invités à l'inauguration, le 6 août 2006, de l'Assemblée constituante de Bolivie qui sera chargée de réviser la Constitution bolivienne -- conformément aux promesses électorales du président Evo MORALES -- dans le sens du renforcement de l'emprise populaire sur la chose publique.

Alors que plusieurs signaux (sondages, prises de position des membres du Congrès, etc.) indiquent une inclination isolationniste de l'opinion publique américaine et de ses représentants et tandis que le contexte sécuritaire irakien glisse perceptiblement depuis le 22 février 2006 (dynamitage du mausolée de Samarra) de la contre-insurrection à l'interposition entre communautés ethno-confessionnelles, le président George W. **BUSH prononce le premier d'une série de trois discours (destinée à remobiliser le soutien de l'opinion publique américaine à l'Opération**

***Iraqi Freedom* trois ans après son déclenchement) dans lequel il s'attarde sur le volet sécuritaire du triptyque stratégique des Etats-Unis pour la victoire en Irak (avec les volets politique et économique), en soulignant les progrès accomplis sur le terrain par les forces de sécurité irakiennes ([George W. BUSH, President Discusses Iraq to Foundation for the Defense of Democracies, Dorothy Betts Marvin Theatre, The George Washington University, Washington, D.C., 13 mars 2006](#)).**

M. BUSH rappelle d'abord le lien causal sous-tendant la stratégie américaine. Parce que leur sécurité est de plus en plus déterminée par l'insécurité des autres Etats, les Etats-Unis promeuvent une démocratie réputée pacifier les relations entre les régimes la pratiquant (prémisse de la *pax democratica*: les démocraties ne se battent pas entre elles): d'où le but "historique, à long terme" des Etats-Unis qui consiste à "sécuriser la paix" en mettant "un terme à la tyrannie dans notre monde". Appliquée à l'Irak, où la valeur de l'enjeu exclut toute limitation de la lutte (il n'y aura pas d'entre-deux: l'ennemi quittera le champ de bataille "enhardi" ou "vaincu"), la démocratisation du régime doit ainsi permettre:

1. de dénier aux terroristes un havre qui soit à la fois un sanctuaire et un pas de tir
2. de gagner un allié dans la lutte contre le terrorisme
3. d'inspirer les réformateurs du Moyen-Orient
4. de propager l'espoir à travers une région "troublée"
5. et, *in fine*, de sécuriser à long terme les Etats-Unis

Si l'ennemi terroriste -- lequel cherche à saper le processus de formation d'un gouvernement d'union nationale en déclenchant une guerre civile le long des failles ethno-confessionnelles -- a déjà échoué à plusieurs reprises à enrayer le processus démocratique (élections parlementaires le 30 janvier 2005, referendum national sur le projet de Constitution le 15 octobre 2005 puis élections législatives le 15 décembre 2005), la situation n'en reste pas moins "tendue" depuis le dynamitage de Samarra le 22 février 2006, selon un président qui s'attend "à ce que l'ennemi tente à nouveau".

M. BUSH relève toutefois un faisceau d'indices positifs:

1. d'abord la "retenue" des communautés irakiennes
2. ensuite la "capacité" des religieux sunnites et chiites à encadrer de manière responsable
3. puis la "capacité" des forces de sécurité irakiennes à maintenir l'ordre public
4. et enfin la "détermination" des dirigeants politiques

C'est pourquoi les Irakiens, brièvement attirés par le chaos, peuvent désormais mettre en pratique "la leçon de Samarra" dont l'enseignement réside dans l'équation paix = unité.

M. BUSH confirme le maintien des Etats-Unis aux côtés du peuple irakien jusqu'à l'obtention d'une victoire qu'il définit par trois critères:

1. la consolidation de la démocratie, laquelle implique de réduire les "terroristes" (individus appartenant à -- ou se revendiquant de -- al-Qaida) et les "Saddamistes" (noyau dur des loyalistes de l'ancien régime baathiste)
2. la capacité des forces de sécurité irakienne à maintenir l'ordre public
3. l'assurance que l'Irak ne constitue pas un havre terroriste (sanctuaire et pas de tir)

Il s'attarde enfin sur le volet sécuritaire du triptyque stratégique des Etats-Unis pour la victoire en Irak (avec les volets politique et économique), dont les deux principaux objectifs pour 2006 sont:

1. l'accélération de la formation et de l'entraînement de la police irakienne, dont les unités sont souvent infiltrées par les membres des milices chiites
2. la réduction de la menace que posent les *Improvised Explosive Devices* (IEDs), première cause de mortalité des militaires américains sur le théâtre d'opérations irakien à la production de laquelle le président BUSH accuse "clairement" l'Iran de participer; le plan destiné à contrecarrer la menace des IEDs comporte trois éléments (son budget pour l'année fiscale 2006 s'élève à 3,3 Md\$):
 1. le "ciblage": réduire les terroristes fabricants
 2. l'"entraînement": procurer aux forces armées un entraînement spécifique (création en février 2006 de l'*IED Joint Center of Excellence* en Californie, à Fort Irwin)

3. et la "technologie": développer les contre-mesures en dépit du rythme accéléré de la bataille de l'innovation livrée par le bouclier coalisé contre l'épée insurgée

Au lendemain de l'explosion d'un *Improvised Explosive Device* (IED) qui a tué quatre militaires américains dans la province afghane de Kunar, **les forces de la coalition mobilisée dans le cadre de l'OEF lancent un assaut contre les groupes insurgés dans la vallée de Pech.**

Réagissant aux propos du porte-parole du ministre iranien des Affaires étrangères, Hamid Reza ASEFI, en date du 12 mars 2006 (il déclara que la proposition russe -- autorisant la conversion de l'uranium sur le territoire de l'Iran mais externalisant la phase de son enrichissement en Fédération de Russie -- n'était plus d'actualité et annonça l'intention de l'Iran de commencer l'enrichissement "à grande échelle" de l'uranium), le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei **LAVROV, concède sa déception quant à la conduite ambiguë des négociations par l'Iran**, laquelle n'aide aucunement dans la recherche d'une solution pacifique à la problématique nucléaire iranienne.

Confirmant les dissensions intra-insurrectionnelles croissantes entre insurgés néo-salafistes d'origine étrangère et insurgés nationalistes ou islamistes d'origine irakienne, **la Brigade de la Vengeance d'Anbar revendique l'assassinat de cinq membres "importants" de l'organisation terroriste al-Qaida en Irak** dirigée par le Jordanien Abou Moussab AL-ZARQAWI. Cette Brigade a été formée par des dirigeants de tribus locales avec l'aide du gouvernement irakien consécutivement à l'attentat suicide du 5 janvier 2006 qui tua 58 personnes à Ramadi.

Après la signature le 2 mars 2006 par le président George W. BUSH et le premier ministre indien Manmohan SINGH de l'accord de coopération nucléaire civile américano-indien, le secrétaire à l'Energie Samuel W. **BODMAN déclare avoir listé les différentes sources d'énergie qui pourraient faire l'objet d'une coopération entre les secteurs privés des Etats-Unis et du Pakistan.**

Sont exclus du champ de cette coopération privée:

1. le nucléaire civil en raison du passé proliférant du Pakistan (Abdul Qadeer KHAN)
2. le financement du projet de gazoduc irano-indo-pakistanaï (estimation: 7 Md\$) en raison de la crise liée au programme nucléaire iranien

L'ancien chef de l'unité travaillant sur Oussama BEN LADEN au sein du *Counterterrorist Center* de la CIA, Michael **SCHEUER, estime que les politiques de l'administration BUSH suscitent le rejet des Etats-Unis -- au profit de l'organisation terroriste al-Qaida -- non plus seulement pour ce qu'ils font mais désormais aussi pour ce qu'ils sont** ([Michael SCHEUER, "How Bush helps jihadists", *The Washington Times*, 13 mars 2006](#)):

1. d'abord, le déni du résultat démocratique des élections législatives palestiniennes (25 janvier 2006) aurait confirmé plusieurs allégations de M. BEN LADEN: l'existence d'un double standard américain en matière de démocratie, le soutien indéfectible des Etats-Unis à l'Etat d'Israël et la négation de l'islamisme là où aucun intérêt énergétique n'interfère
2. ensuite, la défense des caricatures du prophète Mahomet au nom de la liberté d'expression aurait convaincu une frange modérée de l'opinion publique musulmane de la malveillance de type blasphématoire des Etats-Unis (corroborant au niveau des perceptions les précédents de Guantanamo et d'Abou Ghraïb, de profanation du Coran ou encore d'immolation de dépouilles taliban)
3. enfin, lors de la récente tournée présidentielle en Asie, les préférences accordées à l'Afghanistan puis à l'Inde en l'absence de contreparties réelles pour le Pakistan ont marginalisé le président pakistanais Pervez MOUCHARRAF -- pourtant principal allié des Etats-Unis dans la guerre contre le réseau terroriste d'al-Qaida

Alors que les Congrès doit réviser la législation américaine afin de permettre son entrée en vigueur, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE invoque quatre arguments en faveur de l'Accord de coopération nucléaire civile signé par le président George W. BUSH et le premier ministre indien Manmohan SINGH le 18 juillet 2005 puis confirmé par eux le 2 mars 2006** et destiné à assurer à l'Inde (non signataire du TNP) l'accès aux technologies atomiques américaines ainsi que l'approvisionnement en combustible nucléaire en contrepartie d'un droit de regard de l'AIEA (régime des inspections internationales) sur le volet civil du nucléaire indien préalablement séparé du volet militaire ([Condoleezza RICE, "Our Opportunity With India", The Washington Post, 13 mars 2006](#)):

1. *sécuritaire*: l'Accord sécurisera la scène internationale en étendant l'application du régime international de non prolifération -- la compétence *ratione loci* de l'AIEA pour les inspections -- aux réacteurs nucléaires civils indiens (soit 2/3)
2. *énergétique et environnemental*: l'Accord préservera l'environnement en réduisant la dépendance énergétique de l'Inde par rapport aux énergies fossiles polluantes (gaz et pétrole)
3. *économique*: l'Accord créera des emplois américains en ouvrant aux Etats-Unis la coopération et le commerce nucléaires civils avec l'Inde
4. *prospectif*: l'Accord élargira le champ des partenariats américano-indiens en débloquent l'impasse bilatérale dans laquelle Etats-Unis et Inde se trouvaient depuis la guerre froide et le non alignement indien

Constatant qu'au sein de l'administration BUSH les promoteurs de l'affrontement politique supplantent graduellement -- aidés par les propos "incendiaires" du président Mahmoud AHMADINEJAD -- ceux de l'engagement diplomatique (même par des négociations directes), les journalistes du *Washington Post* **Peter BAKER et Glenn KESSLER soutiennent que les récentes démarches américaines consistant à identifier les foyers réfractaires au sein de la société iranienne ont pour but élargi (au-delà du nucléaire) la subversion en vue d'un "changement de régime"** ([Peter BAKER, Glenn KESSLER, "U.S. Campaign Is Aimed at Iran's Leader", The Washington Post, 13 mars 2006](#))

Depuis que le président George W. BUSH s'est adressé directement aux citoyens iraniens dans son discours sur l'état de l'Union (31 janvier 2006), un faisceau d'indices concordants dévoilerait une volonté des Etats-Unis de dissocier la société civile iranienne de son régime théocratique:

- l'audition de nombreux spécialistes plus ou moins académiques
- la multiplication des contacts avec l'opposition politique (plurielle) au régime de Téhéran
- la requête budgétaire supplémentaire de 75 md\$ destinée à promouvoir la démocratie iranienne (programmations radio-télévisées, subventions d'ONG, financements d'échanges culturels, etc.)
- la création d'un *Iran Office* au sein du Département d'Etat (auquel est affecté une équipe d'une dizaine de personnes)
- et l'ouverture de postes diplomatiques dans le voisinage de l'Iran (notamment à Dubai aux Emirats Arabes Unis) qui, selon les auteurs, auraient vocation à surveiller le régime suspect (sur le modèle de la station lettonienne de Riga à l'égard de l'URSS des années 1930)

Certes, la liberté d'action de l'administration BUSH est au *prorata* du peu de crédit dont elle jouit depuis qu'elle instrumentalisa le renseignement afin de légitimer le déclenchement de l'OIF en 2003. D'où une démarche s'inscrivant désormais dans un cadre multilatéral.

Mais une fois le bon grain des gouvernés séparé de l'ivraie des gouvernants, la chute du régime théocratique pourrait être provoquée par une escalade graduelle au sein même du CSNU:

1. d'abord une déclaration de la présidence du CSNU exigeant solennellement la suspension des activités iraniennes d'enrichissement d'uranium
2. puis en cas d'échec (probable), et à condition d'obtenir le double soutien -- même passif (abstentions) -- chinois et russe, la prise de sanctions économiques voire une résolution

autorisant le recours à la force armée contre les installations nucléaires iraniennes afin de garantir la force exécutoire des résolutions du Conseil

Resteraient le double aléa d'une telle action militaire:

1. son efficacité opérationnelle en raison de la dissémination des sites et des défenses anti-aériennes
2. sa pertinence politique en raison des réactions négatives probables du monde arabo-musulman et du risque de s'aliéner les réformateurs iraniens en nourrissant un ralliement nationaliste derrière le drapeau

Le chef du bureau américain de l'agence de presse russe *Novosti* et son adjoint, respectivement **Igor ZEVELEV** et **Kirill GLEBOV**, qualifient d'"irréaliste" la prétention des Etats-Unis de promouvoir la démocratie *lato sensu* en Russie par l'exercice d'une pression ([Igor ZEVELEV, Kirill GLEBOV, "If you want democracy, don't push Putin", *International Herald Tribune*, 12 mars 2006](#)).

Parce que les Etats-Unis continuent de privilégier dans leur relation bilatérale avec la FR le "*hard power*" aux dépens de sa dimension "*soft*" (selon son concepteur, Joseph S. NYE, le *soft power* est la capacité d'un Etat à structurer une situation de telle sorte que les autres Etats fassent des choix qui s'accordent avec les siens propres), tout effort américain visant à promouvoir la démocratie reste perçu en FR comme l'instrumentalisation hypocrite d'une valeur réputée universelle au profit de l'intérêt national américain principalement défini en terme d'influence, c'est-à-dire la version moderne axiologique du cheval de Troie. Le message démocratique pâtit ainsi de l'image dégradée de son messenger

Cette crispation défavorable à l'exercice d'une pression peut d'autant plus provoquer un rejet qu'elle est aggravée par deux facteurs intérieurs:

1. le concept même de démocratie, historiquement associé à l'entropie, l'instabilité politique et l'enrichissement des oligarques, est désormais spontanément perçu négativement (la majorité des citoyens russes lui préfèrent l'ordre)
2. la croissance économique -- soutenue par la rente pétrolière -- crée un environnement permissif vis-à-vis de l'intérieur (le régime améliore la vie quotidienne) comme de l'extérieur (diplomatie du pétrole de la superpuissance énergétique) propice à la restriction sans entraves des libertés par la direction politique

L'ancien directeur des affaires russes et eurasiennes au Conseil pour la sécurité nationale de l'administration William CLINTON, Mark **BRZEZINSKI**, recommande au président **George W. BUSH** de conditionner l'intégration de la Fédération de Russie (FR) au sein des institutions internationales à ses politiques de voisinage mises en oeuvre dans l'espace post-soviétique ([Mark BRZEZINSKI, "Speak up, for the neighbors' sake", *International Herald Tribune*, 12 mars 2006](#)).

Afin d'enrayer la tentation de la FR de renouer avec une politique d'influence négative dans l'espace post-soviétique (tentation nourrie de nostalgies impériales aussi bien que de ressentiments historiques ou de mauvaises perceptions), les Etats-Unis devraient selon M. BRZEZINSKI:

1. dissiper la perception russe de leur volonté visant à transformer l'espace post-soviétique en zone d'influence américaine *via* la subversion des "révolutions colorées" -- révolutions "rose" en Géorgie (novembre 2003), "orange" en Ukraine (décembre 2004) et "des tulipes" au Kirghizstan (mars 2005)
2. et réaffirmer leur engagement en faveur de l'intégrité et de la stabilité des Etats ayant recouvert leur indépendance à la faveur du démembrement soviétique

Ce qui implique, selon lui, de réussir à court terme le test de l'élection présidentielle biélorusse (19 mars 2006) puis de façonner à long terme une relation bilatérale plus dynamique et audacieuse (alterner coopérations et oppositions, rencontrer les opposants politiques, etc.).

12 mars

Principale menace à la sécurité nationale des Etats-Unis, **la problématique nucléaire iranienne reçoit une résolution légèrement différenciée selon l'identification partisane des candidats potentiels à l'élection présidentielle de 2008:**

- le sénateur démocrate Joseph BIDEN souligne sur NBC ("Meet the Press") que les Etats-Unis peuvent enrayer le processus de nucléarisation de l'Iran sans recourir à la force armée
- ...
- ... tandis que le sénateur républicain George ALLEN rappelle dans le même *talk show* que l'action militaire demeure une option qui ne saurait être écartée

Les sénateurs s'accordent en revanche sur deux points du dossier nucléaire iranien:

- les Etats-Unis doivent rechercher par la concertation une sortie de crise
- le président George W. BUSH doit rechercher l'approbation du Congrès avant de décider une action militaire

Ils se différencient à nouveau relativement à l'Opération *Iraqi Freedom*: M. ALLEN se démarque de M. BIDEN en refusant l'idée d'un retrait daté des troupes américaines mobilisées en Irak (l'été pour le second si la situation politico-sécuritaire sur le terrain ne s'améliore pas).

En route pour l'Indonésie (pays ayant la plus importante population musulmane au monde: 88% des 225 millions d'Indonésiens soit 198 millions), le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE annonce que les Etats-Unis envisagent d'augmenter l'aide humanitaire à destination de la population palestinienne (canaux: ONU et ONG) tout en maintenant la triple conditionnalité à la reconnaissance du Hamas comme interlocuteur valable** -- reconnaissance de l'Etat d'Israël, renonciation à la violence armée et acceptation des traités de paix antérieurs ([Condoleezza RICE, Briefing En Route Rio de Janeiro, Brazil, En Route Rio de Janeiro, Brazil, 12 mars 2006](#)).

L'ambassade américaine en Irak dément que M. Zalmay KHALILZAD ait sollicité par écrit l'appui de l'Iran pour stabiliser la situation sécuritaire irakienne, contrairement aux allégations du journal britannique *Sunday Times*: le démenti de l'ambassade dispose que l'ambassadeur est certes revêtu de "l'autorité pour rencontrer des officiels iraniens afin de discuter des sujets de préoccupation mutuelle [...m]ais qu'il n'a pas envoyé une lettre en quelque langage que ce soit aux Iraniens".

Les explosions quasi-simultanées de trois voitures piégées -- dont une déclenchée par un candidat à l'attentat suicide -- tuent 41 personnes et en blessent 140 sur deux marchés du quartier pauvre à majorité chiite de Bagdad, *Sadr City* (ces chiffres de l'Associated Press sont majorés par le ministère irakien de l'Intérieur qui annonce 52 tués et 208 blessés).

Une quatrième bombe destinée à exploser sur un autre marché de la capitale a été désamorcée par les forces de sécurité irakiennes.

Les ministres irakiens de la Défense et de l'Intérieur, respectivement Saadoun DULAIMI et Bayan JABR, annoncent une initiative de sécurité commune visant à enrayer les exactions intercommunautaires commises à l'occasion des arrestations:

1. les arrestations seront effectuées par des équipes mixtes composées de militaires (majoritairement arabes sunnites et kurdes sunnites) et de policiers (majoritairement arabes chiïtes)
2. les arrestations devront respecter une procédure légale contraignante (identification de l'unité mixte, notification des droits du suspect, etc.)

Le porte-parole du ministre iranien des Affaires étrangères, Hamid Reza ASEFI, **déclare que la proposition russe -- autorisant la conversion de l'uranium sur le territoire de l'Iran mais externalisant la phase de son enrichissement en Fédération de Russie -- n'est plus d'actualité.**

Au contraire, M. ASEFI annonce l'intention de l'Iran de commencer l'enrichissement "à grande échelle" de l'uranium.

A l'occasion d'un referendum local symbolique (non liant), **les citoyens d'Iwakuni** (ville de 85 000 électeurs située à 700 km au sud-ouest de Tokyo) **rejettent par 43 000 voix contre 5 000 la décision du gouvernement central japonais de transférer le porte-avion USS Kitty Hawk** (1 600 militaires des troupes aéronavales et 57 avions sont concernés) depuis la base navale d'Atsugi (près de Tokyo) jusqu'à la base aérienne du *U.S. Marine Corps* d'Iwakuni.

Suscitant la réticence des populations locales (bruit, accidents et taux de délinquance / criminalité), le redéploiement des 50 000 militaires américains stationnés sur l'archipel du Japon (principalement sur l'île australe d'Okinawa) s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation (rationalisation) des bases américaines outre-mer devant permettre la flexibilité des forces.

11 mars

Au cours d'une interview accordée à la déclinaison espagnole de CNN, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE loue une relation bilatérale américano-chilienne fondée sur un socle de valeurs communes** (démocratie, droits de l'homme et libre marché) en dépit de divergences circonstanciées -- ainsi le déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom* en mars 2003 ([Condoleezza RICE, Interview by Alberto Pando of CNN Espanol, Santiago, Chili, 11 mars 2006](#)). Mme RICE rappelle l'importance que les Etats-Unis attachent à la Bolivie en matière de lutte contre la drogue et de croissance économique sous-régionale.

Le Département d'Etat confirme la découverte du corps de l'otage américain Tom FOX, enlevé en novembre 2005, torturé puis exécuté.

Il est le 55ème otage étranger (sur 430) -- le 5ème américain -- exécuté par ses ravisseurs depuis le déclenchement de l'OIF en mars 2003 (41 en 2004, 13 en 2005) et le premier en 2006 .

Ci-joint le tableau du nombre d'otages étrangers en Irak selon le pays d'origine: [Download Otages etrangers en Irak.pdf](#)

De même que le défi du 11 septembre 2001 (le "terrorisme international" et ses parrains étatiques) avait un temps soudé la "communauté transatlantique", l'ancien ambassadeur allemand aux Etats-Unis, Wolfgang **ISCHINGER, estime que le lien transatlantique -- distendu par le déclenchement de l'OIF -- peut être retissé à la faveur des nouveaux défis avec lesquels les Etats-Unis et l'Europe se trouvent aux prises à trois conditions** ([Wolfgang ISCHINGER, "Finding Unity On Terrorism", The Washington Post, 11 mars 2006](#)).

Alors que "l'islam radical" alimente une menace terroriste croissante et nourrit l'escalade potentielle dans un climat de peur des malentendus (tout à la fois politiques, culturels et religieux) entre l'Occident et le monde musulman, que la région du Moyen-Orient reste instable (insécurité irakienne, prolifération nucléaire iranienne, radicalisation palestinienne, etc.), une coopération transatlantique pertinente implique selon M. ISCHINGER:

1. premièrement, créer un régime -- puis une structure -- de sécurité au Moyen-Orient
2. deuxièmement, renforcer le rôle joué par l'OTAN en tant que "forum central" pour la prise de décision transatlantique en matière sécuritaire
3. troisièmement, entretenir le concept d'Occident dans sa double acception politique et morale, ce qui implique:
 - o d'abord de s'entendre sur la qualification de l'engagement actuel: "guerre" ou "lutte", opération "militaire" ou "de police", "ennemi" ou "adversaire"?
 - o ensuite de restaurer un aiguillon moral de temps de guerre largement déboussolé dans la précipitation de l'après-11 septembre

A l'exception de l'ingérence iranienne dans le processus politique irakien, le président George W. **BUSH exprime son optimisme relativement à l'évolution de la situation sur le théâtre irakien**([George W. BUSH, President Briefed by Joint Improvised Explosive Device Defeat Task Force, The Roosevelt Room, Washington, D.C., 11 mars 2006](#)):

1. d'abord, les efforts insurgés visant à déclencher une guerre civile le long des clivages ethno-confessionnels échouent
2. ensuite, les forces de sécurité irakiennes (armée et police) conduisent avec une autonomie croissante non seulement les opérations de contre-insurrection mais encore celles du maintien de l'ordre public
3. enfin, les dirigeants politiques irakiens refusent d'instrumentaliser une violence intercommunautaire qu'au contraire ils condamnent

Alors qu'une présence politico-militaire russe de type néo-impériale perdure dans l'espace post-soviétique en dépit des -- voire ranimée par les -- récentes révolutions colorées (révolution "des roses" en Géorgie en novembre 2003, "orange" en Ukraine en décembre 2004 puis "des tulipes" au Kirghizstan en mars 2005), **l'ancien premier ministre espagnol des Affaires étrangères, Ana PALACIO, et le consultant du German Marshall Fund des Etats-Unis, Daniel TWINING, exhortent l'Europe et les Etats-Unis à "refouler" l'influence russe négative sur les marches de la Fédération de Russie (FR)**, notamment là où elle entretient certains "conflits gelés" ([Ana PALACIO, Daniel TWINING, "Russia's Shadow Empire", The Washington Post, 11 mars 2006](#)).

Dans les provinces géorgiennes d'Ossétie du sud et d'Abkhazie ainsi que dans la province moldave de Transnistrie et le Haut-Karabach en Azerbaïdjan, la Fédération de Russie nourrit effectivement des "conflits gelés" (séparatismes principalement socioéconomiques), caractérisés par un soutien politico-militaire russe aux milices séparatistes (formation, entraînement, commandement et armements) et aux dirigeants politiques locaux, ainsi que par la recherche du soutien de la population locale (octroi de la citoyenneté russe), et qui ont pour conséquence à la fois d'entraver le développement politico-sécuritaire sur le terrain (risque de conflits militaires sous-régionaux) et de renforcer la croyance des forces "antidémocratiques" russes en l'efficacité du recours à la subversion armée.

C'est pourquoi MM. PALACIO et TWINING recommandent à l'Europe et aux Etats-Unis:

- en général: de conditionner la conclusion des partenariats russo-occidentaux à la mise en oeuvre par la FR de politiques de bon voisinage
- en particulier:
 1. pour le conflit du Haut-Karabach: en l'échange de sa bonne volonté (autonomie du Haut-Karabach avant la tenue d'un referendum d'autodétermination), conclure des partenariats avec l'Azerbaïdjan, mettre terme aux sanctions prises lors de la guerre de 1991-94, exiger la fermeture des bases russes (menaçantes) sur le territoire arménien et esquisser l'horizon de l'intégration européenne
 2. pour le conflit en Ossétie du Sud: internationaliser la force russe de "maintien de l'ordre public" tout en négociant un accord-cadre avec les parties prenantes
 3. pour le conflit en Abkhazie: transformer la mission d'observation des Nations Unies en une force de maintien de la paix, tenir la promesse russe (1999) de retrait de ses troupes et assister la reconstruction économique de la province
 4. enfin, pour le conflit en Transnistrie: inciter l'Ukraine à tarir la contrebande transfrontalière, appuyer la demande moldave de retrait des troupes russes et soutenir un règlement politique garantissant l'intégrité du territoire souverain moldave

10 mars

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE entame une visite de deux jours au Chili au cours de laquelle elle doit assister à l'investiture du nouveau président chilien d'obédience socialiste,**

Michelle BACHELET, et rencontrer à cette occasion le président bolivien Evo MORALES ([Condoleezza RICE, Trip Briefing, En Route to San Juan, Puerto Rico, 10 mars 2006](#)).

Mme RICE prévoit d'aborder avec les dirigeants latino-américains trois stratégies des Etats-Unis dans la région:

1. isoler le président vénézuélien anti-américain Hugo CHAVEZ ("stratégie d'inoculation" selon Mme RICE) sans s'aliéner le soutien de ses voisins latino-américains (au moment où la relation bilatérale américano-bolivienne connaît des irritants: à la critique par le président bolivien Evo MORALES du "chantage" américain -- les Etats-Unis ont interrompu le financement des unités boliviennes chargées du contre-terrorisme suite à une nomination réprouvée --, l'administration BUSH a répliqué par la révocation du visa d'un proche de M. MORALES)
2. réviser (*via* dérogations présidentielles car les sanctions sont prévues par la loi) la politique américaine consistant à sanctionner (interruption de l'aide militaire -- programmes de formation / entraînement) les Etats qui, quoique partenaires dans les luttes contre le terrorisme, la drogue et participant à l'OEF ou l'OIF, ont signé le traité instituant une Cour Pénale Internationale (CPI -- 17 juillet 1998) sans signer d'accords bilatéraux exemptant les citoyens américains sur leur sol de la juridiction de la CPI; si une centaine de pays ont déjà signé de tels accords d'immunité, 30 Etats dont 12 latino-américains sont concernés par la politique à court terme des Etats-Unis (Mme RICE craint qu'ils ne soient "en train de se tirer une balle dans le pied"), parmi lesquels le Brésil, le Chili, l'Equateur et l'Uruguay
3. sécuriser la sous-région andine

Après la République Populaire de Chine le 9 mars 2006, **la Fédération de Russie (FR) réagit à sa mise en cause dans l'édition 2005 du [Country Reports on Human Rights Practices, 2005](#)**.

Publié par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail au sein du Département d'Etat au moment où se multiplient les études soulignant une évolution du régime politique de la FR s'orientant dans la mauvaise direction (concentration et centralisation du pouvoir exécutif au sein de l'administration présidentielle, sujétion des membres du Conseil de la Fédération et de la Douma, élimination systématique de la compétition interpartisane, restriction de l'espace public voué à la participation politique, empiètement sur l'indépendance des responsables économiques et perte d'indépendance des medias), le *Country Reports on Human Rights Practices* mentionne plusieurs comportements irrespectueux des droits de l'homme, notamment:

- les enlèvements et exactions dans la province "rebelle" tchéchène
- les récentes entraves législatives à la liberté des ONG
- et la corruption endémique de la fonction publique (notamment les services de police)

Outre un "ingérence" dans ses affaires intérieures, le régime russe réplique par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères que l'application par les Etats-Unis de "doubles standards" en matière de droits de l'homme pourrait détériorer la relation bilatérale américano-russe.

Le ministre éthiopien des Affaires étrangères, Seyoum MESFIN, annonce que le **Conseil de la Paix et de la Sécurité de l'Union Africaine (UA) proroge jusqu'au 30 septembre 2006 le mandat de la Mission de l'UA au Soudan**, le temps de convaincre le Soudan d'accepter le déploiement d'une opération de maintien de la paix mandatée par l'ONU dans sa province "rebelle" du Darfour. Dans un rapport remis au Conseil, le président de la Commission de l'UA, Alpha Oumar KONARE, avait recommandé une prorogation du mandat pour neuf mois jusqu'au 31 décembre 2006.

Outre des difficultés logistiques pour surveiller la mise en oeuvre des accords de paix dans la province soudanaise du Darfour vaste comme la France, l'actuelle mission de l'UA connaît des difficultés de financement (4,6 md\$ manquent pour le mois de mars 2006; 218 md\$ seront nécessaires pour la prorogation de la mission jusqu'au 31 décembre 2006).

Mais, arguant du respect de la souveraineté nationale et de crispations post-coloniales -- qui encourageraient l'intransigeance des mouvements rebelles -- pour s'opposer au transfert à terme de la mission de l'UA à l'ONU, le gouvernement soudanais avait rappelé par l'intermédiaire de son

ministre des Affaires étrangères, Lam Akol AJAWIN, que l'UA ne dispose pas de la "compétence légale" pour autoriser un tel relais.

Les Etats-Unis et l'Union européenne étaient au contraire favorables à une opération de maintien de la paix onusienne qui mette un terme au conflit du Darfour (180 000 tués et 2 millions de déplacés) que les premiers qualifient de "génocide".

A contrario des déclarations officielles américaines, le journaliste du *New York Times* Joel **BRINKLEY** confirme que les sanctions économiques prises par l'administration BUSH contre la Corée du nord s'inscrivent dans une stratégie de diplomatie coercitive qui vise à faire des *Six-Party Talks* la chambre d'enregistrement de la "capitulation" du régime de Pyongyang sur son programme nucléaire ([Joel BRINKLEY, "U.S. Squeezes North Korea's Money Flow", *The New York Times*, 10 mars 2006](#)).

Alors que Pyongyang continue de conditionner la reprise des *Six-Party Talks* sur son programme nucléaire (SPT -- avec les Etats-Unis, la Corée du Sud, la Chine, le Japon et la Russie) au retrait des sanctions économiques américaines (prises le 15 septembre 2005 contre une banque -- Macau Bank -- et huit entreprises officiellement suspectées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue) perçues comme visant à isoler le régime nord-coréen et hypothéquant les SPT depuis novembre 2005, l'administration américaine maintient un découplage entre les sanctions économiques et les négociations sur le programme nucléaire.

9 mars

A la veille d'une visite de deux jours au Chili au cours de laquelle elle assistera à l'investiture du nouveau président chilien, Michelle BACHELET, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** cite les relations bilatérales américano-chilienne et américano-brésilienne comme "emblématiques" aux plans économique (accords de libre-échange) et politique (démocraties consolidées) des liens que les Etats-Unis cherchent à tisser dans la région quelques soient les orientations politiques des gouvernements ([Condoleezza RICE, *Rountable With Australian, Indonesian and Latin American Journalists*, Washington, D.C., 9 mars 2006](#)). Que ces derniers inclinent à gauche ne saurait être un obstacle à des relations bilatérales de qualité avec les Etats-Unis dès lors que, élus démocratiquement, ils gouvernent démocratiquement.

La Commission des Appropriations du Sénat auditionne les secrétaires d'Etat et à la Défense - Mme Condoleezza RICE et M. Donald H. RUMSFELD -- sur la requête budgétaire supplémentaire du président George W. BUSH destinée à financer les opérations militaires, diplomatiques et de renseignement en cours dans le cadre de la GWOT.

Le président requiert **4,2 Md\$ supplémentaires pour financer les programmes du Département d'Etat** et de l'*U.S. Agency for International Development* (USAID), répartis de la manière suivante ([Condoleezza RICE, *Statement of Secretary of State Condoleezza Rice Before the Senate Appropriations Committee*, 9 mars 2006, 7 p.](#)):

1. 3,2 Md\$ afin de financer la mise en oeuvre du triptyque stratégique (trois volets sécuritaire, politique et économique) pour la victoire en Irak: 1,6 Md\$ pour les missions diplomatiques et d'aide au développement assumées par les Etats-Unis, 1,6 Md\$ pour accroître l'autonomie politico-sécuritaire de l'Irak
2. 514 md\$ afin de financer l'aide humanitaire à destination des populations de la province soudanaise du Darfour et une opération de maintien de la paix mandatée par l'ONU ayant vocation à intégrer la Mission de l'Union Africaine au Soudan existante
3. 300 md\$ pour financer l'assistance post-catastrophes en Afrique (aide alimentaire aux réfugiés, etc.) et au Pakistan (reconstruction post-tremblement de terre du 8 octobre 2005)
4. 112,5 md\$ afin de financer les projets énergétiques dont l'Afghanistan a besoin, l'aide à la réinstallation des réfugiés afghans, l'absorption des coûts sécuritaires supplémentaires de la présence américaine sur le terrain et une autorisation de remise de dette (11md\$)

5. et 75 md\$ afin de financer la promotion de la démocratie en Iran (dont 50 md\$ pour la diffusion radio-télévisée à destination de l'Iran)

Le président requiert **65,3 Md\$ supplémentaires pour financer les programmes du Département de la Défense**, répartis de la manière suivante ([Donald H. RUMSFELD, Statement of Secretary of Defense Donald H. Rumsfeld, Senate Appropriations Committee, FY2006 Supplemental Request, 9 mars 2006, 7 p.](#)):

1. 34,7 Md\$ pour financer les opérations Enduring (Afghanistan) et Iraqi (Irak) Freedom en cours
2. 10,4 Md\$ pour financer le renouvellement des équipements endommagés
3. 5,9 Md\$ pour financer le développement des forces de sécurité (armées et polices) afghanes et irakiennes
4. 3,4 Md\$ pour financer la transformation de l'U.S. Army conformément au concept de modularité (Modular Brigade Combat Teams)
5. 1,9 Md\$ pour financer les contre-mesures aux Improvised Explosive Devices (IEDs)
6. et 60 md\$ pour rembourser les dépenses militaires occasionnées par l'assistance post-tremblement de terre au Pakistan

La Sous-Commission sur le Moyen-Orient et l'Asie Centrale au sein de la Commission des Relations Internationales de la Chambre des Représentants auditionne sur le thème des progrès réalisés en Afghanistan dans le cadre de l'Opération *Enduring Freedom* (OEF).

Dans une campagne dont le centre de gravité est de moins en moins militaire et de plus en plus politico-économique, les forces de la coalition mobilisées dans le cadre de l'OEF (24 500 militaires dont 20 000 militaires américains) doivent assurer la "protection décisive à l'abri de laquelle le progrès en matière politique et économique peut se poursuivre" selon le vice-amiral Robert T. MOELLER ([Robert T. MOELLER, On Afghanistan: Progress Report, 9 mars 2006, 8 p.](#)).

Quatre organisations continuent de poser en 2006 une menace à la sécurité en Afghanistan:

1. l'organisation terroriste al-Qaida: elle opère principalement dans la *Federally Administered Tribal Area* (FATA) pakistanaise mitoyenne des provinces orientales afghanes en vue d'établir un califat en Afghanistan
2. le groupe insurgé des *Taliban*: soutenu majoritairement par l'ethnie pachtoune, proche idéologiquement et matériellement de l'organisation al-Qaida, résilient et de plus en plus efficace sur le champ de bataille (transfert d'expertise en matière d'attentat suicide et *Improvised Explosive Device* -- IED -- en provenance d'Irak), il opère principalement dans les provinces du sud et de l'est de l'Afghanistan en vue de reconquérir le pouvoir
3. le groupe insurgé du réseau tribal *Haqqani*: compétent au niveau tactique mais ne présentant qu'une "menace stratégique limitée", il opère principalement dans les provinces de l'est de l'Afghanistan et la FATA pakistanaise en vue d'obtenir leur autonomie
4. et le groupe insurgé *Hezb-i-Islami Gulbuddin* (HIG): compétent au niveau tactique mais ne présentant également qu'une "menace stratégique limitée", il opère dans les provinces de l'est de l'Afghanistan -- comme une mafia plutôt qu'une insurrection -- en vue de satisfaire des objectifs criminels plutôt que politiques

En vue de favoriser l'émergence d'un Etat "en paix avec ses voisins" et qui soit un "allié" des Etats-Unis dans la GWOT, l'objectif des forces de l'OEF reste triple:

1. d'abord, réduire les activités terroriste et insurgées
2. ensuite, garantir la sécurité qui permet seule le développement politique et économique, partant l'ancrage de la légitimité du gouvernement afghan
3. enfin, former et entraîner les forces de sécurité afghanes -- les 26 000 militaires de l'Armée Nationale Afghane et les 59 000 civils de la Police Nationale Afghane (cette dernière connaît les classiques conflits de loyautés entre allégeance gouvernementale et appartenances tribales)

Certes, des progrès politiques (élection présidentielle le 9 octobre 2004, élections provinciales et parlementaires le 18 septembre 2005 puis inauguration de l'Assemblée Nationale Afghane qui

n'avait pas siégé depuis 1969) et sécuritaires (63 000 anciens combattants ont été désarmés, démobilisés et réintégrés *via* le programme *Disarmament, Demobilization and Reintegration* -- DDR -- et 97% des armes lourdes sécurisées; la communauté internationale s'est engagée au printemps 2005 à démanteler les milices grâce au programme *Disbandment of Illegal Armed Groups* -- DIAG) et économiques (stabilité monétaire, contrôle de l'inflation, croissance du PIB de 13,6% de 2005 à 2006, augmentation de 65% des exportations) ont été enregistrés ([Maureen QUINN, Statement of Ambassador Maureen Quinn, Coordinator for Afghanistan Before the U.S. House of Representatives, 9 mars 2006, 12 p.](#)). Mais la production d'opium -- et le trafic subséquent (1/3 du PIB) que ne parvient pas à endiguer la *Counternarcotics Police of Afghanistan* (CNPA) -- maintient le pays parmi les narco-Etats et hypothèque la sécurité.

Alors que la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (8 500 militaires de l'OTAN) entame la phase III de la transition lui confiant la responsabilité de la stabilisation et de la reconstruction des provinces du sud, le Partenariat Stratégique signé par les présidents George W. BUSH et Hamid KARZAI le 23 mai 2005 marque l'engagement à long terme des Etats-Unis en faveur de la sécurité et du développement politico-économique de l'Afghanistan.

La Sous-Commission Asie et Pacifique au sein de la Commission des Relations Internationales de la Chambre des Représentants auditionne sur le thème de "L'Asie en transition: opportunités et défis pour les Etats-Unis".

Son président, le représentant James A. LEACH, introduit la séance en suggérant que l'hypothèque dans laquelle se trouve depuis novembre 2005 les *Six-Party Talks* sur le programme nucléaire nord-coréen (Pyongyang conditionne la reprise des SPT au retrait des sanctions économiques américaines prises en septembre-octobre 2005 contre une banque -- Macau Bank -- et huit entreprises officiellement suspectée de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue, perçues comme visant à isoler le régime nord-coréen) pourrait être levée par la signature d'un traité de paix mettant un terme formel à la guerre de Corée (1950-53 ; actuellement une simple trêve) et soulignant l'engagement des Etats-Unis en faveur de la réunification de la péninsule coréenne ([James A. LEACH, Hearing on "Asia in Transition: Opportunities and Challenges for the U.S.", 8 mars 2006, 3 p.](#)).

L'assistant du secrétaire d'Etat pour l'Asie-Pacifique, Christopher R. HILL, rappelle que la politique étrangère des Etats-Unis reste mue par l'intérêt tout à la fois géopolitique, militaire, diplomatique, économique et commercial que représente la zone Asie-Pacifique, 3ème région démographique qui produit le quart des richesses mondiales et absorbe 26% des exportations américaines, notamment 37% des exportations agricoles ([Christopher R. HILL, East Asia in Transition: Opportunities and Challenges for the United States, 8 mars 2006, 14 p.](#)). Pacifiée depuis le début des années 1980 à la faveur d'une intégration régionale multiforme et inchoative (politique, économique, culturelle et -- à un moindre degré -- sécuritaire, cette coopération régionale s'institutionnalise dans quatre principales organisations: l'ASEAN, le Forum régional de l'ASEAN, l'APEC et la Communauté Pacifique), la zone Asie-Pacifique connaît effectivement un développement économique soutenu. La "diplomatie transformationnelle" préconisée le 18 janvier 2006 par le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE (discours à la *Georgetown School of Foreign Service*) trouve en la zone Asie-Pacifique un point d'application particulièrement propice à sa mise en oeuvre; M. HILL fixe six principaux "engagements" à la politique régionale des Etats-Unis:

1. l'engagement de la Chine: accompagner la transformation de la puissance émergente un temps qualifiée de compétiteur pair en un "actionnaire responsable du système international" (selon la formule proposée par le secrétaire adjoint Robert ZOELLICK à l'été 2005)
2. l'engagement de l'Asie du sud-est: promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance en Indonésie (principe démocratique de la subordination des autorités militaires aux autorités politiques), au Cambodge (droits de l'homme), au Vietnam (*U.S.-Vietnam Human Rights Dialogue*) et en Birmanie (reconduction du *Burma Freedom and Democracy Act* contre une junte militaire "xénophobe" privant le Myanmar des multiples opportunités que connaît la région)

3. l'engagement de l'Asie du nord-est: enrayer la poursuite de la nucléarisation de la Corée du nord alors que le régime de Pyongyang "continue de défier la communauté internationale"
4. l'engagement du Pacifique
5. l'engagement économique: ouvrir les marchés, libéraliser le commerce, soutenir la croissance, promouvoir la transparence, lutter contre la corruption et la pauvreté
6. et les problématiques transnationales: lutter contre le terrorisme (notamment son mariage de raison avec la piraterie maritime), les pandémies et épizooties, les trafics de drogue comme d'humains; freiner la dégradation de l'environnement et libéraliser l'Internet

La Commission des Relations Internationales de la Chambre des Représentants auditionne l'assistant du secrétaire d'Etat pour les Affaires européennes, Daniel FRIED, sur le thème des coopérations et des irritants entre les Etats-Unis et l'Europe ([Daniel FRIED, *The U.S.-European Relationship: Opportunities and Challenges*, 8 mars 2006, 12 p.](#)). Selon M. FRIED, l'existence de divergences entre les deux rives de l'Atlantique n'entame qu'à la marge le faisceau des coopérations qui interdit d'évoquer un "fossé transatlantique" mais tout au plus des "différences transatlantiques". Ces coopérations transatlantiques s'opèrent à la faveur de l'intersection des intérêts américains et européens sur huit principaux dossiers:

1. l'Irak: la menace nucléaire iranienne cimente l'"unité transatlantique" (il souligne toutefois que les relations commerciales et diplomatiques privilégiées nouées entre Téhéran et les capitales européennes impliquent pour ces dernières d'oeuvrer à la réforme du régime iranien)
2. l'Irak: aux divergences initiales liées à une guerre de choix (19 Etats européens ont cependant participé à l'OIF) succède la nécessité pour la communauté internationale de stabiliser l'Irak post-conflit, d'où la participation de l'ensemble des Etats européens aux missions de formation et d'entraînement des forces de sécurité irakiennes assumées par l'OTAN; les Etats européens contribuent à l'équipement militaire de l'armée irakienne (120 md\$) et à la reconstruction du pays (200 md\$)
3. le processus de paix israélo-palestinien: les Etats-Unis et l'UE s'accordent pour conditionner leur acceptation du *Hamas* à sa reconnaissance de l'Etat d'Israël, sa renonciation à la violence (démantèlement des milices) et son acceptation des traités de paix existants
4. le Liban: les Etats-Unis et la France entraînent la communauté internationale à appuyer la promotion de la souveraineté et de l'indépendance du Liban contre la Syrie
5. l'Afghanistan: les alliés atlantiques coopèrent dans le cadre de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) qui étend sa compétence *ratione loci* au sud de l'Afghanistan (Phase III)
6. l'initiative *Broader Middle East and North Africa* (BMENA): cette promotion de la réforme et de la démocratie déborde désormais les membres fondateurs du G8 (Sea-Island, 8-10 juin 2004) et a débouché sur l'institution du Forum pour le Futur (Rabat)
7. les problématiques transnationales: la prolifération des ADM (*G8 Global Partnership Against the Spread of WMD et Cooperative Threat Reduction*), le contre-terrorisme, la lutte contre le trafic de drogue ou la corruption, les pandémies et les épizooties
8. enfin, la consolidation (parfois encore la propagation) de la démocratie aux "frontières de l'Europe", c'est-à-dire en Biélorussie (élection présidentielle le 19 mars 2006), dans les Balkans et le Caucase du sud

Nonobstant des "désagréments" (la nouvelle législation sur les ONG participe d'une tendance lourde au rebours démocratique), M. FRIED précise que la relation américano-russe demeure active et constructive aux différents niveaux bilatéral, régional et multilatéral.

Ce sont au contraire des divergences de vues ou la simple compétition des intérêts qui cristallisent certains dossiers transatlantiques en irritants:

1. les barrières structurelles à la croissance européenne
2. les différends commerciaux
3. la problématique climatique et environnementale

- la sécurité énergétique
- les révélations de l'existence -- jusque sur le continent européen -- d'un réseau de centres de détention secret permettant à la CIA d'externaliser l'enfermement et l'interrogation des individus suspectés d'activité terroriste et/ou d'appartenance à al-Qaïda
- enfin, plus généralement et selon M. FRIED, les Etats-Unis s'efforcent de contourner certaines résistances au changement des Etats européens en convainquant de ce que la remise en cause du *statu quo* est parfois la condition du progrès démocratique

L'U.S. Army annonce avoir libéré le 23 février 2006 deux dirigeants de l'ancien régime baathiste du président Saddam HUSSEIN faute de preuve d'une implication dans la commission de crimes contre l'humanité:

- Abdel Tawab Mullah HUWEISH, ancien premier ministre adjoint également détenteur du portefeuille de l'industrialisation militaire et inscrit sur la liste des 55 individus les plus recherchés de l'ancien régime baathiste
- Saeed Abdul-Majid AL-FAISAL, ancien sous-secrétaire du ministre des Affaires étrangères

Alors que les ministres des Etats membres de l'Union Africaine (UA) doivent décider le 10 mars 2006 si le contrôle de l'opération de maintien de la paix jusqu'à présent conduite dans la province soudanaise du Darfour par l'UA peut être transféré à l'ONU, le secrétaire d'Etat adjoint Robert **ZOELLICK réitère sa demande pour que les Etats membres de l'UA soutiennent le déploiement au Darfour d'une opération de maintien de la paix mandatée par l'ONU.**

Afin de ménager la souveraineté nationale (frileuse) du Soudan, M. ZOELLICK:

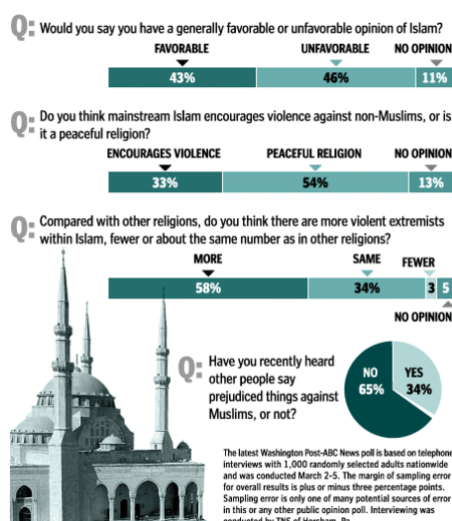
- préconise que les troupes sous mandat onusien comprennent les 7 000 militaires déjà mobilisés par l'UA pour surveiller le cessez-le-feu auxquels s'ajouteraient principalement des soldats africains et asiatiques
- annonce que les Etats-Unis prévoient 500 md\$ supplémentaires au budget voté pour le développement du Soudan au titre de l'année fiscale 2006 (1,7 Md\$)

Au lendemain de la réunion extraordinaire des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'AIEA, marquée par un échange de propos comminatoires (entre Etats-Unis et UE-3 d'un côté et Iran de l'autre) signalant une escalade de la crise, **la direction politico-religieuse iranienne maintient une rhétorique intransigeante:**

- le leader religieux suprême, l'ayatollah Ali KHAMENEI, exhorte le gouvernement iranien -- selon lui responsable de l'état d'avancement technologique -- y compris nucléaire -- de l'Iran -- à ne pas céder à la "pression occidentale"
- le président iranien, Mahmoud AHMADINEJAD, déclare que les Etats occidentaux sont impuissants car doublement conscients de leur dépendance à l'égard de l'Iran et de leur vulnérabilité

Le sondage Washington Post -- ABC News Poll mené du 2 au 5 mars 2006 révèle la détérioration de la perception de la religion musulmane au sein de l'opinion publique américaine ([Washington Post -- ABC News Poll, 6 mars 2006](#)). Les individus interrogés considèrent:

- à 59% (64% le 7 septembre 2003) ne pas avoir une bonne connaissance de base des enseignements et croyances de l'islam
- à 58% (contre 34%) qu'il se trouve plus d'"extrémistes violents" au sein de l'islam que dans d'autres religions



3. à 54% (46% le 7 septembre 2003) que l'islam dominant est une religion pacifique
4. à 46% contre 43% (38% contre 39% le 7 septembre 2003) avoir une opinion défavorable de l'islam
5. à 45% (43% le 7 septembre 2003) que l'islam dominant n'enseigne pas le respect des autres confessions

Le co-directeur du *Center for Economic and Policy Research*, Mark **WEISBROT**, **identifie trois facteurs explicatifs de l'échec de la politique étrangère américaine visant à isoler le Venezuela du président Hugo CHAVEZ sur la scène latino-américaine** ([Mark WEISBROT, "The failure of Hugo-bashing", Los Angeles Times, 9 mars 2006](#)):

1. d'abord, le régime vénézuélien demeure démocratique (les libertés d'expression, de la presse ou d'association sont respectées) en dépit de problèmes de gouvernance (la faiblesse des institutions étatiques est pérennisée par leur incompétence; la consolidation de l'Etat de droit est sapée par une corruption endémique) et tient ses promesses socioéconomiques (sécurité sociale, éducation, etc.)
2. ensuite, l'image des Etats-Unis reste dégradée depuis leur soutien à la tentative de coup d'Etat d'avril 2002 contre le gouvernement légal démocratiquement élu du Venezuela
3. enfin, la capacité d'influence des Etats-Unis sur les politiques économiques des Etats latino-américains (dont les principaux leviers ont longtemps été le FMI et la Banque mondiale) s'érode depuis que le cours du baril de pétrole permet au Venezuela de s'ériger en "prêteur de dernier ressort" de ces derniers

Alors que Pyongyang continue de conditionner la reprise des *Six-Party Talks* sur son programme nucléaire (SPT -- avec les Etats-Unis, la Corée du Sud, la Chine, le Japon et la Russie) au retrait des sanctions économiques américaines prises en septembre-octobre 2005 contre une banque -- Macau Bank -- et huit entreprises officiellement suspectées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue, perçues comme visant à isoler le régime nord-coréen et hypothéquant les SPT depuis novembre 2005, **la plupart des analystes dénie une signification politique (simples tests) aux tirs par la Corée du nord le 8 mars 2006 de deux missiles air-air à courte portée (120 km)**. Si la trajectoire des missiles n'a pas franchi l'espace aérien nord-coréen, certains décideurs américains n'y voient pas moins une confirmation de la menace nucléaire (vecteurs) que pose la Corée du nord à son environnement régional.

En réaction à la publication par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du Département d'Etat américain de l'édition 2005 du *Country Reports on Human Rights Practices* ([introduction du Country Reports on Human Rights Practices, 2005](#)), laquelle place la Chine (aux côtés de la Corée du Nord, de Cuba, du Zimbabwe, etc.) parmi les principaux régimes à nouveau dénoncés en 2005 pour leurs pratiques irrespectueuses des droits de l'homme, **le gouvernement chinois dénonce une ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et publie son propre rapport soulignant les défaillances d'une démocratie américaine qualifiée de "jeu pour les riches"**.

Si le gouvernement américain considère que le régime chinois est généralement peu respectueux des droits de l'homme et en particulier des libertés politiques fondamentales ("harcèlement, détention et emprisonnement accrus" des membres de l'opposition politique, censure des médias et répression des manifestations), le gouvernement chinois caractérise de son côté la démocratie américaine par:

- le taux élevé d'homicides
- le ratio élevé de détenus
- les écoutes téléphoniques illégales
- ou encore les détentions extra-légales de journalistes irakiens en Irak

8 mars

Publiée par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail au sein du Département d'Etat, l'édition 2005 du *Country Reports on Human Rights Practices* infère des études de cas trois principales corrélations impliquant les droits de l'homme ([introduction du Country Reports on Human Rights Practices, 2005](#)):

1. premièrement, les droits de l'homme sont d'autant moins respectés que le régime politique concentre le pouvoir chez des dirigeants politiquement irresponsables (du régime autoritaire à la dictature)
2. deuxièmement, le respect des droits de l'homme (*lato sensu*: démocratie, Etat de droit, etc.) par le régime politique favorise une attitude prévisible et pacifique vis-à-vis de son environnement international
3. troisièmement, les droits de l'homme sont d'autant moins respectés que le régime politique se trouve dans un état de conflit civil ou interétatique

Ci-après les principaux régimes à nouveau dénoncés en 2005 pour leurs pratiques irrespectueuses des droits de l'homme:

- en Afrique: le régime zimbabwéen, conforté par des élections parlementaires truquées (mars 2005), maintient une emprise forte sur la société civile et réduit les libertés fondamentales
- en Asie:
 - le régime nord-coréen demeure "systématiquement répressif"
 - le régime birman (junte militaire) continue de réprimer à l'abri des promesses de réforme démocratique
 - le régime chinois reste généralement peu respectueux des droits de l'homme et en particulier des libertés politiques fondamentales ("harcèlement, détention et emprisonnement accrus" des membres de l'opposition politique, censure des medias et répression des manifestations)
- au Moyen-Orient: le régime iranien détériore une situation déjà dégradée des droits de l'homme et de la démocratie
- en Amérique latine: le régime cubain contrôle toujours la vie politique et sociale par le double canal du parti communiste et des organisations de masse dérivées
- enfin, en Europe: le régime biélorusse, qualifié de "dictatorial", demeure usurpé par son président

Plusieurs alliés des Etats-Unis se trouvent parmi les régimes incriminés:

- au Moyen-Orient:
 - le régime égyptien n'a pas respecté les standards électoraux internationaux lors des élections parlementaires de novembre 2005 puis a ajourné de deux ans les élections municipales prévues pour 2006
 - le régime saoudien et celui des Emirats Arabes Unis se sont illustrés par des arrestations arbitraires et la pratique de flagellation
 - et le gouvernement transitoire irakien dont les unités de police -- infiltrées voire dirigées par les miliciens -- commettent des abus politiquement motivés (arrestations arbitraires, mauvais traitement, torture, viols ou encore assassinats de détenus)
- en Europe:
 - le régime polonais est encore entâché par les problèmes de corruption
 - le régime roumain ne parvient pas à empêcher ses forces de police de maltraiter les détenus

La Commission sur les Relations Internationales de la Chambre des Représentants auditionne sur le thème de "La politique des Etats-Unis à l'égard de l'Iran".

Si l'importance économique, démographique ou encore militaire de l'Iran complique les efforts pour l'isoler ou exercer une pression efficace ([Henry J. HYDE, Opening Remarks, 8 mars 2006, 2 p.](#)), enrayer sa nucléarisation reste un impératif pour les Etats-Unis car un régime iranien doté de l'arme atomique poserait six menaces ([Robert G. JOSEPH, Iran's Nuclear Program, 7 p., 8 mars](#)

[2006](#) ; M. JOSEPH est le sous-secrétaire d'Etat pour le contrôle des armements et la sécurité internationale):

1. l'assurance retrouvée du régime iranien pour mettre en oeuvre une politique d'hégémonie dans la région du Moyen-Orient en contradiction avec les intérêts américains comme de la communauté internationale (ingérences en Irak, dans le processus de paix israélo-palestinien, etc.)
2. la menace directe aux forces américaines et alliées mobilisées et stationnées dans le "grand Moyen-Orient"
3. le risque de prolifération de l'arme nucléaire et des ADM
4. un risque de prolifération d'autant plus important que l'Iran se trouve au croisement des ADM et du terrorisme en entretenant des relations étroites avec des organisations terroristes régionales (*Hezbollah* libanais, Jihad Islamique Palestinien et *Hamas*)
5. l'assurance retrouvée (moindre sensibilité à la dissuasion) du régime iranien pour parachever son exercice d'une emprise croissante sur la société civile iranienne
6. enfin, la menace existentielle à l'Etat d'Israël

Puisque le régime iranien menace les intérêts nationaux américains, les Etats-Unis ne sauraient rester inactifs ou échouer. C'est pourquoi, forts du soutien d'une communauté internationale quasi-universellement opposée à la nucléarisation de l'Iran (trois exceptions: Cuba, la Syrie et le Venezuela), ils mènent une politique "claire" poursuivant quatre objectifs ([Nicholas BURNS, United States Policy Toward Iran, 8 mars 2006, 9 p.](#); M. BURNS est le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques):

1. dénier la capacité nucléaire militaire à l'Iran
2. stopper le parrainage iranien du terrorisme régional et global
3. contenir -- en coopérant avec les gouvernements arabes et européens -- les ambitions régionales de l'Iran
4. et soutenir les aspirations politiques et économiques du peuple iranien

Après expiration des délais impartis à l'Iran pour se conformer aux demandes de la communauté internationale (30 jours à compter de la résolution de l'AIEA du 4 février 2006), une "nouvelle phase de diplomatie" débute dans laquelle la nécessaire intensification graduelle de la pression internationale induit que l'action soit désormais conduite par le CSNU en deux temps:

1. une déclaration présidentielle rappelant les ultimes demandes de la communauté internationale (réintégrer les Accords de Paris, suspendre intégralement les activités de conversion, d'enrichissement ainsi que de traitement de l'uranium et renouer le fil des négociations) ...
2. ... puis, en cas de non-conformité persistante, une décision du CSNU prise sur le fondement du chapitre 7 de la Charte des Nations Unies

Le président afghan Hamid KARZAI exhorte de Kabul le gouvernement pakistanais à coopérer "plus sérieusement et activement" avec l'Afghanistan dans leur lutte commune contre le terrorisme.

Cette demande intervient alors que le président pakistanais Pervez MOUCHARRAF a dénoncé sur CNN le 5 mars 2006 les éléments qui dans le gouvernement afghan "calomnient" le Pakistan et tandis que l'armée pakistanaise a conduit du 4 au 7 mars 2006 une opération militaire visant à réduire les groupes rebelles pachtounes coopérant avec l'insurrection taliban (menant des opérations transfrontalières en Afghanistan) dans la région semi-autonome du Nord Waziristan.

Au cours de la réunion extraordinaire des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) consacrée au dossier nucléaire iranien, **les Etats-Unis avec les membres de l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne) d'un côté, et l'Iran de l'autre, échangent des déclarations comminatoires signalant une escalade de la crise.**

Les Etats-Unis et les membres de l'UE-3 estiment que l'inflexibilité de l'Iran sur son programme nucléaire ne laisse désormais à la communauté internationale d'autre choix que s'en remettre au Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) pour décider des mesures à prendre contre l'Iran:

1. le délégué américain auprès de l'AIEA, Gregory SCHULTE, liste les manquements iraniens pour se conformer aux demandes de la résolution de l'agence en date du 4 février 2006:
 - o l'interruption de la coopération volontaire pour les inspections de l'AIEA sur ses sites nucléaires
 - o la reprise (à "petite" échelle) puis l'extension (vers l'échelle "industrielle") du programme d'enrichissement de l'uranium
 - o enfin, le rapport présenté le 6 mars 2006 par le directeur de l'agence onusienne -- Mohamed EL BARADEI -- qui d'abord confirme l'intérêt passé de l'Iran pour l'arme nucléaire et ensuite reste dubitatif sur les intentions iraniennes présentes
2. les délégués de l'UE-3 auprès de l'AIEA avertissent que la communauté internationale n'a peut-être connaissance que de la "partie émergée de l'iceberg" nucléaire iranien et recommandent de renforcer l'autorité de l'AIEA *via* l'implication le CSNU

L'Iran réplique alors qu'il ajustera sa posture aux "nouvelles exigences" qu'imposent les Etats-Unis dont les "muscles" peuvent "causer le préjudice et la douleur" mais que leurs "fractures osseuses" rendent vulnérables.

Les journalistes du *New York Times* **Thom SHANKER** et **Scott SHANE** rapportent que le ***Special Operations Command (SOCOM)*** attribue aux ***Special Operations Forces (SOF)*** un rôle croissant dans la collecte du renseignement et la planification des opérations de contre-terrorisme sous la forme de *Military Liaison Elements (MLE)* placés au sein des ambassades américaines à l'étranger, principalement en Afrique, en Asie du sud-est et en Amérique du sud ([Thom SHANKER, Scott SHANE, "Elite Troops Get Expanded Role on Intelligence", *The New York Times*, 8 mars 2006](#)).

Créé en mars 2004 par le président George W. BUSH, le SOCOM contourne l'autorité hiérarchique du directeur du renseignement national, John D. NEGROPONTE, en étant placé sous celle du secrétaire à la Défense, Donald H. RUMSFELD. Les SOF regroupe les Bécots Verts, les Rangers ou les Marines de l'U.S. Army, les Navy Seals de l'U.S. Navy et les Special Air Force Teams de l'U.S. Air Force.

Depuis les discours du secrétaire d'Etat Condoleezza RICE en Egypte (discours du 21 février 2006 au Caire dans lequel elle souligne les "revers" de l'ouverture politique) confirmé par celui du président George W. BUSH au Pakistan (discours du 4 mars 2006 à Islamabad dans lequel il évoque "l'espoir" de la démocratie), le journaliste du *Christian Science Monitor* Howard **LaFRANCHI** estime que la rhétorique des discours de l'administration BUSH recèle une moindre insistance sur le thème de la démocratisation des Etats autoritaires musulmans ([Howard LaFRANCHI, "US dials back the volume on 'democracy'", *The Christian Science Monitor*, 8 mars 2006](#)).

Catalysé par la double révélation des difficultés du processus de démocratisation (Irak: 30 janvier, 15 octobre puis 15 décembre 2005) et des aléas du processus électoral (Territoires Palestiniens: 25 janvier 2006), le réajustement de la rhétorique de l'administration BUSH reflèterait une volonté de mieux connaître la mouvance islamiste voire de coopérer avec ses éléments modérés.

Le directeur général du bureau des affaires américaines au ministère nord-coréen des Affaires étrangères, Ri GUN, déclare que **Pyongyang continue de conditionner la reprise des *Six-Party Talks* sur son programme nucléaire** (SPT -- avec les Etats-Unis, la Corée du Sud, la Chine, le Japon et la Russie) **au retrait des sanctions économiques américaines** prises en septembre-octobre 2005 contre une banque -- Macau Bank -- et huit entreprises officiellement suspectées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue, perçues comme visant à isoler le régime nord-coréen et hypothéquant les SPT depuis novembre 2005.

Alors que les Etats-Unis maintiennent le découplage entre les SPT d'un côté et les sanctions économiques de l'autre, M. GUN estime souligne que la Corée du nord ne saurait négocier "au milieu d'une pression continue".

7 mars

A l'occasion d'une conférence organisée par l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), le vice-président Richard D. **CHENEY soutient que la propagation de la démocratie et de la liberté dans le "grand Moyen-Orient" ["broader Middle East"] est l'un des volets du polyptique stratégique pour la victoire dans la GWOT** car la "lutte contre le mal" -- qu'est celle contre le terrorisme depuis le 11 septembre 2001 -- a révélé que la sécurité des Etats-Unis est également déterminée par celle des autres pays ([Richard D. CHENEY, Vice President Cheney Speaks to The American Israel Public Affairs Committee 2006 Policy Conference, The Washington DC Convention Center, Washington, D.C., 7 mars 2006](#)).

Ce lien causal tiré entre l'insécurité intraétatique à l'étranger et la sécurité nationale américaine (lequel permet aux intérêts et idéaux américains de coïncider) induit des Etats-Unis, selon M. CHENEY, qu'ils mettent un terme à "l'histoire d'une politique faillie" au Moyen-Orient qui est souvent revenue à sacrifier la liberté des peuples sur l'autel de la stabilité des Etats dans une approche court-termiste.

C'est pourquoi les Etats-Unis soutiennent désormais le changement politique (notamment présidentiel) au Liban, de même que "les aspirations démocratiques du peuple d'Iran", respectivement contre l'emprise syrienne et un régime iranien proliférant. S'il n'infléchit pas sa "conduite irresponsable", ce dernier s'expose d'ailleurs à l'imposition de "conséquences significatives" de la part de la communauté internationale.

S'il admet que le risque de survenance d'une guerre civile a toujours existé en Irak depuis la création du pays (d'autant plus depuis que les forces centrifuges du multiculturalisme n'y sont plus confinées par la dictature répressive de l'ancien président Saddam HUSSEIN), le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD ne croit pas que l'Irak se trouve actuellement dans une situation de guerre civile mais dénonce une enflure médiatique** en reprochant aux medias américains et étrangers d'avoir "exagéré" et "mal caractérisé" la situation sécuritaire sur le terrain -- nombre d'attaques de mosquées, nombre de tués, conduite des forces de sécurité irakiennes, etc. ([Donald H. RUMSFELD, Peter PACE, DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld and Gen. Pace, Washington, D.C., 7 mars 2006](#)).

Or, ajoute-il, dans une bataille des idées dont le centre de gravité -- de nature psychologique -- sont les opinions publiques (irakienne, américaine, arabe, occidentale et internationale), la guerre de l'information importe.

Après la déclaration du président taïwanais Chen SHUI-BIAN le 27 février 2006 (selon laquelle le Conseil de l'Unification Nationale a "cessé de fonctionner" tandis que les orientations pour l'unification finale entre l'île et la Chine continentale ont "cessé de s'appliquer"), le ministre chinois des Affaires étrangères, Li **ZHAOXING, considère (devant le Congrès National du Peuple) que la faible réaction américaine à la "provocation ouverte" du président taïwanais indépendantiste -- constitutive d'un "dangereux pas vers l'indépendance" -- envoi de "faux signaux" d'encouragement** à l'autoproclamation par l'île rebelle de son indépendance formelle. Or, une telle autoproclamation déclencherait l'intervention militaire automatique de la République Populaire de Chine (RPC) dans le détroit de Taïwan.

Conformément à la politique officielle américaine ("*one China policy*": engagement à défendre Taïwan contre toute intervention militaire de la RPC mais opposition à un changement unilatéral du *statu quo*), le DoS réplique avoir reçu l'assurance des dirigeants taïwanais que le *statu quo* n'est pas remis en cause.

Dans une interview accordée au *Daily Telegraph*, le commandant des forces britanniques mobilisées dans le sud de l'Irak (port de Basra) au sein de la *Multi-National Force -- Iraq* (MNF-I), le lieutenant général Nick **HOUGHTON**, **déclare que la Grande-Bretagne prévoit d'entamer dans les semaines à venir le plan de retrait d'Irak des 8 000 militaires britanniques qui doit s'échelonner jusqu'à l'été 2008.**

Il n'en souligne pas moins la triple conditionnalité du retrait des troupes:

1. la formation d'un gouvernement d'union nationale
2. les demandes de ce gouvernement irakien
3. la situation politico-militaire sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires (la situation sécuritaire dans Basra et ses alentours s'est nettement dégradée au second semestre 2005; 103 militaires britanniques ont été tués depuis 2003), notamment la stabilisation des violences intercommunautaires

Le journaliste du *New York Times* Edward **WONG** rapporte les initiatives prises par l'armée américaine -- accélérées à la faveur des prises de conscience qu'occasionnèrent les récentes violences inter-communautaires -- afin de diversifier la composition ethno-confessionnelle des forces de police irakiennes (126 500 hommes: 89 000 pour la police traditionnelle, 20 000 pour la police des frontières et 17 500 pour la police paramilitaire) -- actuellement déséquilibrée au profit des Arabes chiites et des Kurdes contre les Arabes sunnites -- sans pour autant s'aliéner la coopération des dirigeants politiques chiites ([Edward WONG, "U.S. Is Seeking Better Balance in Iraqi Police", *The New York Times*, 7 mars 2006](#)):

1. la fixation de quotas
2. le renvoi des commandants de police chiites entretenant des accointances miliciennes
3. et l'affectation de 200 équipes composées d'officiers de police militaire et d'officiers de police classique américains au sein des postes de police

S'ils perdurent particulièrement au sein du terreau sociologique favorable des forces de police paramilitaire, les conflits d'allégeances entre nouvelle loyauté gouvernementale et appartenance ethno-confessionnelle persistent d'autant plus que les forces de police irakiennes assurent le maintien de l'ordre dans leur propre localité, c'est-à-dire au contact de leur communauté d'origine.

Les chercheurs au département de science politique du *Massachusetts Institute of Technology* (M.I.T.), Roger **PETERSEN** et Paul **STANILAND**, soutiennent que seule la désethnicisation (diversification ethno-confessionnelle) des forces de sécurité irakiennes (FSI, donc la composition est déséquilibrée au profit des Arabes chiites et des Kurdes) permettra de résoudre les conflits d'allégeance et de maintenir l'ordre public en faisant prévaloir la loyauté gouvernementale -- l'intérêt national -- sur l'appartenance ethno-confessionnelle -- l'intérêt communautaire ([Roger PETERSEN, Paul STANILAND, "Diversify Iraqi Security Forces", *The Christian Science Monitor*, 7 mars 2006](#)).

MM. PETERSEN et STANILAND préconisent trois initiatives aux différents niveaux local, provincial et national pour réduire les tensions inter-communautaires persistantes dans le champ de la sécurité irakienne:

1. au niveau local, "re-baathifier" les FSI en réintégrant les vétérans sunnites écartés par le décret de la *Coalition Provisional Authority* (23 mai 2003) démantelant l'armée baathiste et les services de sécurité irakiens
2. au niveau provincial, ajuster la composition ethno-confessionnelle des FSI à celle de la population des provinces dans lesquelles elles assurent le maintien de l'ordre public afin que la première reflète fidèlement la seconde
3. enfin au niveau national, convaincre les formations partisans chiites majoritaires de renoncer au contrôle des deux ministères de la sécurité -- la Défense et l'Intérieur -- afin de réduire le dilemme de la sécurité qu'éprouve la communauté arabe sunnite

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei LAVROV, s'entretient à Washington avec le président George W. BUSH et le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE alors que l'évolution du régime politique de la Fédération de Russie est de plus en plus considérée comme s'orientant dans la mauvaise direction et faisant régulièrement obstacle aux intérêts américains:

- coopération équivoque sur le dossier du nucléaire iranien (rumeur de compromis du 6 mars 2006 qui aurait autorisé l'Iran à enrichir de l'uranium à petite échelle pour la recherche nucléaire)
- efforts pour évincer les forces américaines d'Asie centrale
- diplomatie énergétique agressive
- politique de la main tendue aux *Hamas*
- ou encore législation restrictive des libertés des ONG étrangères

Cette prise de conscience de la "dé-démocratisation" russe oppose déjà au sein de l'administration américaine les promoteurs d'une ligne dure (le vice-président Robert D. CHENEY) aux partisans d'une relation constructive (le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE), allant jusqu'à inciter le sénateur républicain John McCAIN à appeler au boycott du sommet du G-8 (St Petersburg) que préside la FR à l'été 2006. C'est pourquoi le récent rapport du *Council on Foreign Relations* recommande à l'administration BUSH de ne plus considérer la FR comme un "partenaire stratégique" mais d'adopter une politique novatrice alternant "coopération sélective" et "opposition sélective". ([John EDWARDS, Jack KEMP, Stephen SESTANOVICH, *Russia's Wrong Direction: What the United States Can and Should Do*, Washington, Council on Foreign Relations, 5 mars 2006, 82 p.](#)).

La rencontre entre Mme RICE et M. LAVROV n'en est pas moins placée sous le signe de la coopération constructive, non de la dénonciation ([Condoleezza RICE, *Transcript -- Secretary Rice and Russian Foreign Minister Lavrov*, 7 mars 2006](#)):

- certes, l'un et l'autre échangent des "préoccupations" (les Etats-Unis soulèvent certains développements politiques internes russes, la FR la lenteur de sa procédure d'accession à l'OMC -- pour laquelle les premiers doivent signer le protocole d'admission) ...
- ... mais le ministre russe des Affaires étrangères réaffirme l'identité de buts entre les deux pays en dépit de méthodes parfois divergentes (la FR s'oppose encore au souhait des Etats-Unis de reporter le dossier nucléaire iranien devant le CSNU où une "déclaration présidentielle" -- poids moindre qu'une résolution -- soulignerait les manquements iraniens pour se conformer aux demandes de la communauté internationale, avant de renvoyer à nouveau le dossier devant l'AIEA; de même la FR refuse la prise de sanctions contre l'Iran) et garantit à la secrétaire d'Etat qu'il n'existe pas de nouveau compromis russe sur le dossier nucléaire iranien (rumeur de compromis -- suite à la réunion de l'AIEA du 6 mars 2006 -- qui aurait autorisé l'Iran à enrichir de l'uranium à petite échelle pour la recherche nucléaire)...
- ... tandis que Mme RICE insiste sur la bonne qualité des relations bilatérales que les Etats-Unis continuent d'entretenir avec la FR et souligne la variété des problèmes discutés, aussi bien les "préoccupations globales" (Iran, Moyen-Orient, prolifération des ADM, terrorisme international, criminalité organisée, trafic de drogue et réforme des Nations Unies) que certains "conflits gelés" (le Haut-Karabach ainsi que les provinces séparatistes géorgiennes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie)

Si elle espère encore que la problématique nucléaire iranienne sera résolue par la négociation dans le cadre de la réunion extraordinaire des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'AIEA (à deux conditions: la suspension des activités d'enrichissement et la réintégration du moratoire prévu par les Accords de Paris), Mme RICE réaffirme le caractère inacceptable des activités d'enrichissement de l'uranium comme de traitement des déchets nucléaires sur le sol iranien en raison du risque de prolifération. Le problème n'est pas spécifiquement iranien selon elle mais plutôt générique: celui de la fourniture d'énergie nucléaire civile sans risque de prolifération.

Le journaliste du *Los Angeles Times* Jeffrey FLEISHMAN considère les répercussions régionales d'une guerre civile en Irak ([Jeffrey FLEISHMAN, *"Iraq's Fate Could Shape Region's*](#)

[Future](#)", [Los Angeles Times, 7 mars 2006](#)). Propagées à la faveur de frontières communes avec la Syrie, la Turquie, l'Iran, le Koweït, l'Arabie Saoudite et la Jordanie, les ondes de choc d'une guerre interne irakienne causeraient trois principales réactions:

1. elles catalyseraient les précipités communautaires -- au sein de sociétés multiculturelles -- le long des failles ethniques et/ou confessionnelles
2. elles accélèreraient le prosélytisme islamiste au sein des tissus sociaux
3. elles intéresseraient au conflit l'Iran (appui aux arabes chiïtes), l'Arabie Saoudite et la Jordanie (soutien aux arabes sunnites en dépit de minorités chiïtes internes influentes) mais aussi vraisemblablement la Turquie (déclenchement d'une opération visant à juguler l'autonomisme kurde dans le nord de l'Irak) et plus généralement les Etats redoutant l'apparition d'un "croissant chiïte" s'étendant du Golfe arabo-persique au Liban en passant par les régimes iranien, irakien et syrien

Les répercussions régionales d'une guerre civile en Irak seraient d'autant plus dommageables qu'elles ancreraient le schéma causal démocratisation => radicalisation => division => déstabilisation dans une région multiculturelle dont les récentes ouvertures politiques ont déjà révélé la polarisation des jeux politiques -- exemples des Frères Musulmans en Egypte puis du *Hamas* dans les Territoires palestiniens.

6 mars

Dans une interview accordée au *Times*, l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay **KHALILZAD**, considère que l'intervention américaine de 2003 en Irak a ouvert la "boîte de Pandore" des frictions ethno-communautaires dans un pays désormais "vulnérable" où le "potentiel [d'une guerre civile] existe".

C'est pourquoi M. KHALILZAD appelle:

1. sur le plan politique, à combler le vide institutionnel (qui alimente la mobilisation en faveur de l'insurrection) en jetant des "ponts" qui permettent d'enjamber les lignes de failles entre communautés ethno-confessionnelles pour former un gouvernement d'union nationale
2. sur le plan sécuritaire, à maintenir des troupes américaines afin non seulement d'appuyer les opérations de contre-insurrection conduites par les forces de sécurité irakiennes (contre des insurgés cherchant à "exploiter" les failles ethno-confessionnelles) mais encore de conjurer le risque d'un débordement régional (et de ne pas reproduire les échecs libanais, afghan et somalien) qui se traduirait mécaniquement par un conflit (dans lequel les Etats arabes appuieraient les arabes sunnites tandis que l'Iran soutiendrait les arabes chiïtes) perturbateur de la production énergétique dans les Etats du Golfe arabo-persique

Le commandant de l'*U.S.-European Command* (EUCOM) et commandant des forces de l'OTAN, le général James L. **JONES**, considère que la violence ne se limite pas en Afghanistan à la seule insurrection taliban compliquée des actions de l'organisation terroriste al-Qaida -- laquelle est circonscrite à quelques poches -- mais qu'elle plonge d'abord ses racines dans les "démons internes" à la société afghane ([James L. JONES, DoD News Briefing with Gen. James L. Jones, Washington, D.C., 6 mars 2006](#)):

1. la dépendance de l'économie par rapport à la culture du pavot
2. la dépendance de l'économie par rapport à la corruption
3. et les résistances sociales à l'enracinement de l'Etat de droit

D'ici au Sommet des ministres de la Défense des 26 Etats membres de l'OTAN (Riga, Lituanie) en novembre 2006, le général JONES confirme que la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) dirigera l'ensemble des opérations de stabilisation et de reconstruction conduites en Afghanistan (extension des zones d'intervention au sud -- Phase III -- puis à l'est -- Phase IV) et sera composée de 21 000 militaires en provenance de 36 Etats (26 membres et 10 partenaires).

Considérant les "actions troublantes" (la vente d'un réacteur nucléaire -- les négociations en cours pour deux autres réacteurs nucléaires -- et de missiles sol-air TOR-M1 à l'Iran -- les négociations en cours pour des missiles anti-aériens à longue portée SA-10 --, le transfert de la technologie des missiles balistiques et la formation de physiciens et d'ingénieurs nucléaires iraniens; la vente de missiles sol-air à la Syrie; enfin, l'accueil d'une délégation du *Hamas*) aux objectifs sibyllins (maintenir élevés les prix du pétrole, apprécier son image au Moyen-Orient ou encore apaiser les extrémistes islamistes de l'espace post-soviétique) de la nouvelle politique de la Fédération de Russie au Moyen-Orient, l'analyste de la *Heritage Foundation* Ariel COHEN recommande au secrétaire d'Etat Condoleezza RICE de profiter de la visite du ministre russe des Affaires étrangères Sergey LAVROV (6-7 mars 2006) pour signifier les remises en causes induites pour la Russie par sa nouvelle politique moyen-orientale "soviétique" ([Ariel COHEN, U.S. Should Warn Russia Over Its "Soviet" Middle East Policy, Washington, The Heritage Foundation, coll. "Web Memo", n° 1007, 6 mars 2006, 3 p.](#)):

1. sa présidence du G8 (sommet de St Petersburg à l'été 2006)
2. son appartenance au Quartet (avec les Etats-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies)
3. et son "standing international"

Le porte-parole du DoS, Tom CASEY, déclare qu'au cours d'un entretien avec le dirigeant druze le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE a assuré le président du Parti Socialiste Progressiste libanais, Walid JUMBLATT, du "soutien continu des Etats-Unis sur le chemin de la démocratie et de la réforme", notamment en vue de l'organisation d'une élection présidentielle libre conformément à la résolution 1559 du CSNU ([Tom CASEY, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 6 mars 2006](#)).

S'exprimant à l'occasion d'une conférence de presse au *Saban Center for Middle East Policy* de la *Brookings Institution*, M. JUMBLATT explique la finalité de sa présence aux Etats-Unis: actionner sur le territoire américain les leviers d'influence qui favoriseront soit directement (sur Syrie et le président libanais pro-syrien Emile LAHOUD) soit indirectement (pression sur l'Arabie Saoudite et l'Egypte en vue de leur implication) le reflux de l'emprise syrienne sur le Liban.

S'il s'est finalement engagé à nouer des relations amicales avec l'administration BUSH, le président bolivien Evo MORALES critique la décision des Etats-Unis de déclasser la Bolivie comme partenaire dans la lutte contre le terrorisme, décision qui met un terme à l'aide américaine -- financement et entraînement -- pour l'anti-terrorisme (les Etats-Unis ont déjà interrompu 96% de l'aide militaire destinée à l'Etat bolivien au motif qu'il n'a pas signé l'accord garantissant aux militaires américains l'immunité contre les poursuites engagées sous la juridiction de la Cour Pénale Internationale).

Au moment où le président irakien d'origine kurde Jalal TALABANI annonce qu'il convoquera la première session du Conseil des Représentants Irakien le 12 mars 2006, **10 attentats dans la région de Bagdad mettent un terme à une accalmie relative de deux jours:**

- d'abord, l'assassinat du commandant irakien de la Division Armée Irakienne assurant une responsabilité croissante pour le maintien de l'ordre public dans Bagdad, le major général Mubdar Hatim Hazya AL-DULAIMI
- ensuite les explosions de quatre voitures piégées et un attentat suicide tuent quatre personnes et en blessent 24 à Bagdad
- puis les explosions de trois voitures piégées tuent quatre personnes et en blessent 10 à Mahmudiya (20 km au sud de Bagdad)
- enfin l'explosion d'une voiture piégée tue sept personnes et en blessent 17 à Baquba (40 km au nord de Bagdad)

L'opération militaire menée par l'armée pakistanaise depuis le 4 mars 2006 contre des groupes "rebelles islamistes", dans la province tribale semi-autonome à majorité pachtoune du Nord Waziristan, continue.

Principalement conduite autour de la capitale régionale de Miranshah, l'opération militaire vise à réduire les groupes rebelles qui coopèrent (en leur procurant un havre servant de sanctuaire comme de pas de tir) avec les insurgés taliban menant des opérations transfrontalières vers l'Afghanistan. Déclenchée après que des attaques (elles-mêmes représsailles aux assauts de l'armée pakistanaise du 1er mars 2006) ont permis aux activistes de s'emparer le 4 mars 2006 de locaux gouvernementaux, l'opération militaire a tué 50 d'entre eux ainsi que cinq soldats de l'armée pakistanaise.

L'assistant du représentant au Commerce, Wendy CUTLER, et le négociateur en chef sud-coréen, Kim JONG-HOON, annoncent que **les Etats-Unis et la Corée du sud entameront du 5 au 9 juin 2006 des négociations en vue de la signature d'un accord bilatéral de libre-échange.**

Si les échanges commerciaux entre les deux pays s'élèvent à 70 Md\$ (2004), la première puissance économique mondiale n'en entretient pas moins un déficit commercial de 19,8 Md\$ avec la 11ème puissance mondiale.

Le sondage [Washington Post -- ABC News Poll](#) mené du 2 au 5 mars 2006 révèle l'érosion de l'optimisme de l'opinion publique quant aux perspectives de progrès et chances de succès de l'Opération *Iraqi Freedom*. Cet effritement s'expliquerait par l'intensité des violences intercommunautaires entre les communautés arabe sunnites et arabe chiite consécutives au dynamitage du 22 février 2006.

Les individus interrogés considèrent:

- à 80% que les récentes violences intercommunautaires rendent "probable" ("très probable" pour 34%) la survenance d'une "guerre civile" (cette réponse n'est pas déterminée par l'identification partisane puisque partagée par 73% des républicains et 83% des démocrates)
- à 56% que les forces américaines ne réalisent pas de progrès "significatifs" dans la restauration de l'ordre public sur le terrain
- à 52% que le retrait des troupes américaines d'Irak devrait être entamé (17% préconisent le retrait immédiat de l'ensemble des troupes mobilisées en Irak contre 35% pour le retrait échelonné d'une partie des troupes)
- enfin, à 49% seulement que les Etats-Unis et leurs alliés réalisent des progrès sur le volet politique (établir un "gouvernement démocratique") du triptyque stratégique -- sécuritaire, politique et économique -- préconisé le 30 novembre 2005 par l'administration BUSH

L'organisation britannique de défense des droits de l'homme, Amnesty International, publie un rapport de 48 pages intitulé *Beyond Abu Ghraib* dans lequel elle dénonce la détention contraire au droit international (sans charges ni procès) de 14 000 individus en Irak (dont 200 depuis plus de deux ans et 4 000 depuis plus d'un an).

La principale conclusion du rapport est que "les leçons d'Abou Ghraïb" (mai 2004) n'ont pas été apprises puisque la probabilité de survenance d'actes de torture est d'autant plus élevée que les détentions présentent un caractère secret et extra-juridique.

La réunion extraordinaire d'une semaine des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) doit statuer sur le rapport préparé par le directeur de l'agence onusienne, Mohamed EL BARADEI, lequel conclut que l'Iran a ignoré les mesures de confiance demandées par la communauté internationale: les questions sur "la direction passée et présente du programme nucléaire de l'Iran" continuent de se poser parce que l'AIEA reste dans l'impossibilité de vérifier l'exactitude des actuelles déclarations iraniennes pacifiques.

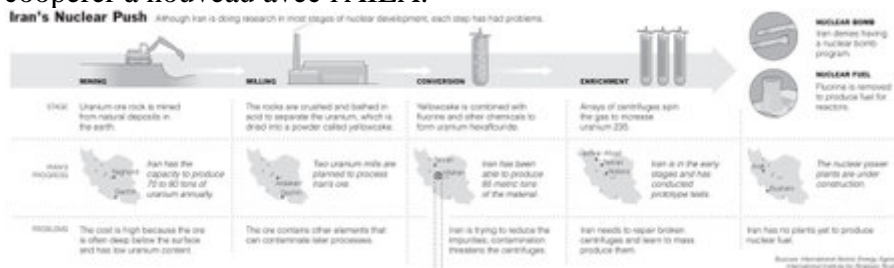
Si le dossier du nucléaire iranien est en fait déjà "reporté" juridiquement devant le CSNU, la décision de l'AIEA du 4 février 2006 avait décidé (conformément aux vœux chinois et russe) que le

CSNU ne déciderait qu'après réception de ce rapport. Les options pour la première décision du CSNU s'échelonnent d'une convocation officielle de l'Iran aux sanctions commerciales en passant par le renforcement des pouvoirs d'inspection de l'AIEA.

Selon ce rapport du directeur EL BARADEI:

1. certes, trois années d'enquête n'ont pas révélé de "détournement de matériel nucléaire" de la part de l'Iran ...
2. ... mais, en "l'absence d'une pleine coopération de la partie iranienne" (refus de procurer la copie de certains documents, etc.), l'AIEA ne peut établir en dépit de ces trois années d'enquête:
 - o si le programme nucléaire clandestin découvert en 2002 avait vocation à produire des armes nucléaires
 - o si l'Iran conserve sans les déclarer des matériels et/ou activités nucléaires
3. ... or, les attitudes de l'Iran trahissent sa détermination à poursuivre l'activité d'enrichissement de l'uranium:
 - o l'Iran a repris l'enrichissement de l'uranium (étape consistant à enrichir -- augmenter la concentration de l'isotope uranium 235 et à réduire celle de l'isotope uranium 238 -- le gas hexafluoride d'uranium ou UF₆) dans 10 centrifugeuses
 - o l'Iran projette l'installation de 3 000 centrifugeuses au quatrième trimestre 2006 (1 500 centrifugeuses sont nécessaires afin de produire les 45 livres d'uranium hautement enrichi nécessaires pour la fabrication d'une arme atomique)

Si le corps scientifique estime généralement que la nucléarisation de l'Iran interviendra au plus tôt en 2010 (l'Iran ne maîtrise pas encore suffisamment la technologie de l'enrichissement de l'uranium à grande échelle, voir schéma *infra*), les Etats-Unis -- contrairement à la Chine qui demande à l'Iran de reprendre les négociations -- s'éloignent d'une solution strictement diplomatique en travaillant à persuader les membres du CSNU (plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) d'accepter un échéancier fixant le délai (entre 30 et 60 jours) imparti à l'Iran pour cesser ses activités nucléaires et coopérer à nouveau avec l'AIEA.



(source: *The New York Times*)

L'éditorial du *Christian Science Monitor* qualifie de "forum shopping" la double attitude des Etats-Unis consistant à ne reconnaître que les organisations et régimes internationaux favorables aux intérêts nationaux américains et à créer des organes ou groupes *ad hoc* dans le cas contraire ([THE MONITOR'S VIEW, "Why US shapes new global rules", *The Christian Science Monitor*, 6 mars 2006](#)).

Pour le quotidien, cette attitude s'est récemment traduite par les initiatives suivantes:

1. la réforme des Nations Unies, notamment la Commission des Droits de l'Homme, présentée comme la condition de leur légitimité -- partant efficacité -- renouvelée
2. la formation d'un groupe *ad hoc* non lié par le Protocole de Kyoto en matière environnementale
3. le rejet d'une juridiction internationale pour juger l'ancien président irakien Saddam HUSSEIN
4. le contournement des quatre conventions de Genève (1949) en matière de détention des individus suspectés d'appartenance à al-Qaida et d'activité terroriste
5. enfin, la production normative pour le contrôle des protocoles de régulation de l'Internet

5 mars

Un dirigeant du parti majoritaire au Conseil Législatif Palestinien, Mahmoud **ZAHAR**, **rejette le soutien apporté au Hamas par le numéro deux d'al-Qaida, l'Egyptien Ayman AL-ZAWAHIRI** (dans une cassette vidéo diffusée par la chaîne Al-Jazeera le 4 mars 2006), au motif que l'idéologie radicale de l'organisation terroriste al-Qaida ne correspond pas à l'approche électorale et modérée adoptée par le vainqueur des élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006.

Les négociateurs en chef américain et sud-coréen pour le programme nucléaire nord-coréen, respectivement l'assistant du secrétaire d'Etat Christopher HILL et Chun YOUNG-WOO, s'entretiennent des moyens de reprendre les Six-Party Talks (les SPT regroupent Etats-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie) sur le programme nucléaire nord-coréen qui restent hypothéqués depuis novembre 2005 (Pyongyang conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions économiques américaines prises en septembre-octobre 2005 contre une banque -- Macau Bank -- et huit entreprises officiellement suspectées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue, perçues comme visant à isoler le régime nord-coréen). Considérant que la seule reprise des SPT n'est pas une fin en soi, M. YOUNG-WOO souligne que les conditions d'un progrès doivent être mises en place tandis que M. HILL maintient le découplage américain entre les SPT d'un côté et les sanctions économiques de l'autre.

La situation politico-sécuritaire en Irak est le principal sujet des talk shows dominicains:

- tandis que le président du comité des chefs d'états-majors, le général Peter PACE, déclare sur NBC ("Meet the Press") que l'OIF se déroule "très, très bien", qualifiant d'"acte de désespoir" le dynamitage de Samarra le 22 février 2006 puis soulignant les progrès politique et militaire réalisés sur le terrain (notamment -- au problème des milices près -- le comportement de temps de crise des dirigeants irakiens comme des forces de sécurité irakiennes) ...
- ... le représentant démocrate John P. MURTHA considère sur CBS ("Face the Nation") que l'Opération *Iraqi Freedom* (une "guerre civile") nuit à la *Global War on Terrorism* (une lutte "mondiale") mais profite en revanche à la fois à al-Qaida, la Corée du nord, l'Iran et même la Chine qui tous capitalisent sur l'affaiblissement -- politique, militaire et économique -- des Etats-Unis (M. MURTHA rappelle que le taux de chômage atteint 60% de la population active irakienne -- dont 30% seulement dispose de l'électricité -- et que la production pétrolière reste inférieur aux niveaux d'avant guerre) ...
- ... et le sénateur républicain Richard N. LUGAR souligne sur CBS ("Face the Nation") l'importance de la présence américaine en Irak afin de favoriser le succès d'une OIF dont l'échec emporterait selon lui des conséquences "fatidiques" pour les Etats-Unis comme la GWOT

24 heures avant la réunion des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) le 6 février 2006, le secrétaire du Conseil Suprême pour la Sécurité Nationale iranien, Ali **LARIJANI**, **menace la communauté internationale des conséquences qu'emporterait la décision de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) de reporter le dossier nucléaire iranien devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU)**. M. LARIJANI prévient effectivement que cette décision provoquerait:

1. la reprise à une échelle industrielle de l'activité iranienne d'enrichissement de l'uranium
2. l'éventuelle interruption des exportations pétrolières et gazières de l'Iran (4ème exportateur de pétrole)
3. et son éventuel retrait du Traité de Non-Prolifération nucléaire (TNP)

Tandis que le ministre chinois des Affaires étrangères Li ZHAOXING demande à l'Iran de renouer les négociations avec l'Union européenne et la Fédération de Russie, les Etats-Unis s'éloignent d'une

solution strictement diplomatique en s'efforçant de persuader les membres du CSNU (avec l'appui de l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) en faveur d'un échéancier fixant à 30 jours le délai imparti à l'Iran pour cesser ses activités nucléaires et coopérer avec l'AIEA. Cet échéancier pourrait être rendu public dès le 7 février 2006.

Le rapport du groupe de travail bipartisan du *Council on Foreign Relations* présidé par les sénateurs John EDWARDS (démocrate) et Jack KEMP (républicain), sous la direction scientifique de Stephen SESTANOVICH, **considère que l'évolution du régime politique de la Fédération de Russie (FR) s'oriente dans la mauvaise direction et fait de plus en plus obstacle aux intérêts américains** en dépit d'une coopération équivoque sur le dossier du nucléaire iranien -- efforts pour évincer les forces américaines d'Asie centrale, diplomatie énergétique agressive et main tendue aux *Hamas* ([John EDWARDS, Jack KEMP, Stephen SESTANOVICH, *Russia's Wrong Direction: What the United States Can and Should Do*, Washington, Council on Foreign Relations, 5 mars 2006, 82 p.](#)). C'est pourquoi il recommande à l'administration BUSH de ne plus considérer la FR comme un "partenaire stratégique" et d'adopter une politique novatrice alternant "coopération sélective" et "opposition sélective".

Ce rapport confirme ainsi une prise de conscience qui oppose déjà au sein de l'administration BUSH les promoteurs d'une ligne dure (le vice-président Robert D. CHENEY) aux partisans d'une relation constructive (le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE) et incite le sénateur républicain John McCain à appeler au boycott du sommet du G-8 (St Petersburg) que préside la FR à l'été 2006.

Si la culture politique russe manque généralement de transparence et centralise le pouvoir aux dépens des freins et contrepoids, les mandats du président Vladimir POUDINE ont dégradé la situation aux niveaux:

1. du pouvoir exécutif: concentration et centralisation du pouvoir exécutif au sein de l'administration présidentielle ("verticale du pouvoir" favorisant un système "hyper-présidentiel"), subordination des pouvoirs fédérés au pouvoir fédéral (gouverneurs de régions nommés par le président et non plus élus)
2. du pouvoir législatif: sujétion des membres du Conseil de la Fédération (nommés plutôt qu'élus) et de la *Douma* (loi restrictive de la formation des partis politiques), élimination systématique de la compétition interpartisanne (la FR a décoté de "partiellement libre" à "non libre" dans le classement de l'organisation *Freedom House* ventilé selon les droits politiques)
3. et de la société civile: restriction de l'espace public voué à la participation politique, empiètement sur l'indépendance des responsables économiques et perte d'indépendance des médias (notamment la télévision nationale)

M. POUDINE continue de bénéficier d'une popularité importante en dépit de cette crispation autoritaire et d'une corruption endémique car -- outre la réappréciation de la fonction présidentielle -- la situation économique est favorable avec une croissance économique de 6% par an depuis 2000 et le paiement régulier des salaires comme des retraites.

La rente pétrolière est un facteur explicatif de cette "dé-démocratisation" car elle crée un environnement permissif vis-à-vis de l'intérieur (le régime améliore la vie quotidienne) comme de l'extérieur (diplomatie du pétrole de la superpuissance énergétique) propice à la restriction sans entraves des libertés.

L'ancien dissident soviétique et ancien ministre du gouvernement israélien, Natan SHARANSKY, **considère que les récents revers qui ont "mortellement blessé" l'agenda des Etats-Unis pour la promotion de la démocratie au Moyen-Orient** (notamment l'élection du *Hamas* aux élections législatives palestiniennes le 25 janvier 2006) **ne marquent pas pour autant le retour du paradigme réaliste dans l'analyse des relations internationales** -- l'idée selon laquelle "le monde libre pourrait acheter sa sécurité en soutenant des dictateurs répressifs qui agiraient dans le sens des intérêts nationaux américains" ([Natan SHARANSKY, "Does democracy end tyranny?", *Los Angeles Times*, 5 mars 2006](#)).

Car la leçon durable des attentats du 11 septembre 2001 reste la révélation d'un lien causal entre la sécurité intraétatique (menacée par l'absence de liberté politique et la violence sociale qui nourrissent les frustrations de la population, partant les fanatismes et le terrorisme) et la sécurité internationale.

Si le remède est pour M. SHARANSKY celui de la démocratie, encore faut-il qu'il s'agisse d'une conception extensive qui ne se réduise pas aux seules élections (simple élément "formel" du processus "substantiel" qu'est le processus démocratique) en faisant l'économie du préalable d'une société civile mature, c'est-à-dire "ouverte" au débat démocratique et au libre marché.

Or, certes le président George W. BUSH a su "injecté [...] une dose de clarté morale" dans la politique étrangère américaine, mais il a trop souvent privilégié l'option de l'événement électoral à celle du processus de consolidation de sociétés civiles ouvertes.

C'est pourquoi M. SHARANSKY recommande au "monde démocratique" d'actionner ses leviers d'influence (politique, économique mais aussi morale) afin d'appuyer l'établissement de "sociétés libres" au Moyen-Orient.

5 000 Indonésiens mobilisés par l'organisation radical *Hizbut Tharir* manifestent pacifiquement devant l'ambassade américaine de Jakarta pour demander le retrait des troupes américaines mobilisées en Irak par un président George W. BUSH qualifié de "terroriste". Etat traditionnellement laïque comprenant la plus importante population de confession musulmane au monde, l'Indonésie est un allié décisif des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme.

Etant donnés les récents revers de son agenda pour la promotion de la démocratie au Moyen-Orient (les pesanteurs libanaises, les violences irakiennes, les crispations égyptiennes et la radicalisation des territoires palestiniens confirment que le reflux de l'autoritarisme stable découvre souvent une démocratisation instable), le journaliste du *Washington Post* Jim HOAGLAND préconise à l'administration BUSH d'ajuster ses objectifs pour le Moyen-Orient, c'est-à-dire de réviser à la baisse ses ambitions de démocratisation ([Jim HOAGLAND, "What's Achievable in the Mideast", *The Washington Post*, 5 mars 2006](#)).

Si la démocratie ne saurait être propagée à l'ensemble du Moyen-Orient en novembre 2008, le président George W. BUSH peut en revanche, selon M. HOAGLAND, indiquer la voie à suivre et faciliter la tâche de ses successeurs en amorçant dans la région des actions "tangibles".

Relativement au processus de paix israélo-palestinien, celles-ci pourraient ainsi se traduire par la mise en oeuvre des "Paramètres de Clinton" (23 décembre 2000) et des résolutions du Sommet de Taba (18-27 janvier 2001), *i.e.* l'instauration d'une "séparation contrôlée" entre Israéliens et Palestiniens vivant pacifiquement dans deux Etats souverains ayant comme frontière commune une "barrière de sécurité".

4 mars

La chaîne satellitaire panarabe *Al-Jazeera* diffuse une cassette vidéo du numéro deux de l'organisation terroriste al-Qaida, l'Egyptien Ayman AL-ZAWAHIRI, dans laquelle:

1. il récuse l'idée d'une reconnaissance de l'Etat d'Israël, critique à ce titre l'ancienne direction laïque (dominée par le *Fatah*) de l'Autorité Palestinienne (AP) pour avoir signé des accords de "capitulation" et exhorte les futurs dirigeants de l'AP (principalement issus du *Hamas* religieux) à continuer la lutte armée contre Israël pour "la libération de la Palestine" et à exercer le pouvoir en vue de l'instauration d'un Etat islamique
2. il attribue les "insultes" (caricatures) du prophète Mahomet non à la liberté d'opinion mais au déplacement du "sacré" dans les sociétés occidentales, du prophète Mahomet et de Jésus Christ aux "Sémites", à l'Holocauste et à l'homosexualité
3. il recommande de se défier du "processus politique" préconisé par les Etats-Unis en Irak

A l'issue d'un entretien avec le chef du *U.S. Central Command* (CENTCOM), le général John ABIZOID (qui souligna le baptême réussi du maintien de l'ordre public par les forces de sécurité irakiennes au cours des récentes violentes intercommunautaires, tout en avertissant qu'al-Qaida réitérera sa tactique réussie consistant à attaquer les lieux saints pour déclencher une guerre civile), le président irakien kurde, Jalal TALABANI, **déclare avoir obtenu la garantie que les forces américaines resteront mobilisées en Irak aussi longtemps que l'exigera la situation militaire, sécuritaire et politique sur le terrain** (une conséquence importante des violences intercommunautaires réside dans le revirement de la communauté arabe sunnite qui souhaite désormais le maintien des troupes de la *Multi-National Force -- Iraq*).

Alors que la légitimité politique du premier ministre de transition chiite, Ibrahim AL-JAFARI (originellement faible puisque choisi pour être le candidat de la coalition électorale chiite Alliance Unie Irakienne -- AUI -- avec une seule voix d'avance sur son rival), continue de s'effriter, M. TALABANI exhorte l'AUI à choisir un candidat consensuel afin de former un gouvernement d'union nationale et pourvoir pour quatre ans le poste de premier ministre.

A 48 heures de la réunion des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), à l'issue de laquelle le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) doit être autorisé à décider de mesures contraignantes (conformément au vote de l'AIEA du 4 février 2006), le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE **déclare "improbable" que des sanctions soient prises par le CSNU contre l'Iran dans un premier temps.**

Mme RICE considère que le rôle du CSNU se limitera encore à appuyer la recherche d'une solution négociée dans le cadre du conseil des gouverneurs de l'AIEA, ce dernier bénéficiant désormais de la puissance de persuasion du premier.

A l'occasion de la visite officielle du président George W. BUSH chez son "allié majeur non membre de l'OTAN" ayant vocation à soutenir le président pakistanais Pervez MOUCHARRAF (sur l'alliance américano-pakistanaise scellée pour lutter contre le terrorisme) et à manifester la solidarité américaine avec une nation religieusement musulmane, **les Etats-Unis et le Pakistan s'engagent dans un Partenariat Stratégique (PS) à long terme** basé sur des intérêts communs (dans la région sud-asiatique comme au niveau global) et destiné à consolider une relation bilatérale "forte, stable et durable" ([George W. Bush, Remarks by President Bush and President Musharraf of Pakistan, Aiwan-e-Sadr, Islamabad, Pakistan, 4 mars 2006](#)).

La visite de M. BUSH s'effectue alors que l'image des Etats-Unis au sein de l'opinion publique pakistanaise s'est nettement dégradée, à la fois:

- structurellement: les interventions en Afghanistan puis en Irak, plus généralement la politique étrangère américaine mise en oeuvre du Maroc au Pakistan, sont largement critiquées
- et conjoncturellement: la frappe aérienne menée par la CIA contre un village pakistanais tuant 18 personnes (dont cinq activistes d'al-Qaida) le 13 janvier 2006 et les récentes protestations violentes contre les caricatures du prophète Mahomet ont constitué autant de récentes frictions

Les intérêts communs aux Etats-Unis et au Pakistan s'étendent de la sécurité à la prospérité en passant par la démocratie et la stabilité. D'où les résolutions communes suivantes (voir les synthèses: [United States and Pakistan: Long-Term Strategic Partners, 4 mars 2006](#) et [Joint Statement on United States-Pakistan Strategic Partnership, 4 mars 2006](#)):

1. en matière de la guerre contre la terreur:
 - condamner le terrorisme "sous toutes ses formes et manifestations"
 - élaborer une "stratégie intégrale" pour saper l'idéologie qui meut le terrorisme et l'extrémisme (notamment l'islam radical)
 - conserver l'appui du Pakistan comme "allié vital", notamment dans la réduction des sanctuaires de l'espace afghano-pakistanaise et le renseignement d'origine humaine
2. en matière de sécurité:

- continuer de vendre au Pakistan des systèmes technologiques avancés (notamment des avions de combat F-16)
 - maintenir la qualification "allié majeur non-membre de l'OTAN" (juin 2004), laquelle fait bénéficier d'avantages militaires et financiers
 - lutter contre la prolifération des ADM (*Container Security Initiative*)
 - soutenir le dialogue pakistano-indien en vue de la résolution pacifique de leurs différends territoriaux (notamment le Cachemire)
3. en matière de démocratie:
- appuyer les efforts pakistanais pour la consolidation d'institutions démocratiques "robustes, transparentes et représentatives" et le respect des standards électoraux internationaux
 - et promouvoir la tolérance et la compréhension inter-religieuses

La vitalité du PS américano-pakistanaise doit être garantie par l'institution d'un Dialogue Stratégique de haut niveau qui réunira régulièrement -- dans le cadre du PS -- le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques (actuellement Nicholas R. BURNS) et le ministre pakistanais des Affaires étrangères.

Afin de compenser la coopération nucléaire civile confirmée les 1er et 2 mars 2006 entre les Etats-Unis et son voisin indien dans le cadre d'un Partenariat Stratégique Global, les Etats-Unis proposent la tenue d'une réunion sur l'énergie de haut niveau en vue de la mise en place d'un groupe de travail sur la problématique énergétique pakistanaise (demande et sécurité énergétiques). A une question sur le projet de gazoduc entre l'Iran, le Pakistan et l'Inde, la réponse de M. BUSH reste évanescence.

En dépit de lignes de clivages (entre Musulmans et Chrétiens d'un côté, entre Musulmans chiites et Musulmans sunnites de l'autre) et d'enjeux matériels (la lutte irakienne pour le contrôle des ressources et des revenus du pétrole n'existait pas au Liban) différents, l'éditeur littéraire de *the Nation*, Adam SHATZ, considère que la formule de "guerre civile libanaise" est la moins mauvaise des analogies ("bourbier vietnamien", "bataille d'Alger", etc.) pour décrire la situation conflictuelle actuelle en Irak ([Adam Shatz, "Remember Beirut? Welcome to Baghdad", Los Angeles Times, 4 mars 2006](#)).

M. SHATZ relève effectivement cinq similitudes entre la guerre civile libanaise (1975-91; intervention d'Israël en 1982) et la situation conflictuelle actuelle en Irak (2003-20xx; intervention des Etats-Unis en 2003):

1. sur le plan *sociologique*: l'institutionnalisation de la diversité ethnique et confessionnelle de la population se reflète dans un système politique nettement polarisé où ne saurait survivre aucun centre
2. sur le plan *politique*: la vacance du pouvoir bénéficie principalement aux milices communautaires (Armée du Madhi) et aux armées de guérilla (*Hezbollah*)
3. sur le plan des *modes opératoires*: le recours à l'asymétrie se traduit par des attentats suicides (contre les forces armées comme la population, dans les lieux publics ou de culte), la provocation de représailles et les représailles, ou encore les kidnappings
4. sur le plan des conséquences à *court terme*: les interventions étrangères catalysent le chiisme révolutionnaire (l'Occident comme "sage-femme") en lui procurant une cause en 1982 (en le finalisant) ou en éliminant son adversaire baathiste en 2003
5. sur le plan des conséquences à *moyen-long terme*: l'escalade de l'affrontement entre "djihadistes sunnites" et "miliciens chiites" en Irak entraînera mécaniquement une guerre civile totale préfigurant la "libanisation" de l'Irak

Le journaliste du *Los Angeles Times* Paul RICHTER relève cinq principaux facteurs expliquant la volonté de l'administration BUSH de finaliser le Partenariat Stratégique Global (PSG) entre les Etats-Unis et l'Inde, signé le 18 juillet 2005 puis confirmé les 1er et 2 mars 2006 ([Paul Richter, "In Deal With Indian, Bush Has Eye on China", Los Angeles Times, 4 mars 2006](#)):

1. d'abord, contrebalancer l'hégémonie de la Chine dans la région: conformément à la croyance néoconservatrice d'un "péril jaune", un temps estompé par les conséquences du 11 septembre 2001 (coopérations de circonstances sino-américaines dans la lutte contre le terrorisme), la République Populaire de Chine constitue un "défi" aussi bien militaire que politique ou économique à la fois régional et global
2. ensuite, favoriser une nation partageant des valeurs communes avec les Etats-Unis: l'Inde est un Etat fédéral démocratique, multiethnique, anglophone dont l'entrepreneuriat est affirmé
3. puis, accroître le commerce bilatéral qui, s'il est passé de 14 à 30 Md\$ entre 2001-06, n'en reste pas moins inférieur à celui réalisé avec la Chine (300 Md\$)
4. également, diminuer la pression sur les prix du pétrole en allégeant la demande d'énergie fossile
5. enfin, paraître satisfaire un impératif environnemental

Seulement, le PSG porte en germe trois effets pervers potentiels selon M. RICHTER:

1. *primo*, saper directement le régime de non-prolifération nucléaire en faisant de l'exemple indien celui du faible coût de l'audace nucléaire pour le proliférant puisque celle-ci ne serait qu'un temps réprouvée par la communauté internationale avant d'être *in fine* récompensée du soutien américain
2. *secundo*, saper indirectement la lutte contre le terrorisme en affaiblissant l'allié pakistanais qu'est le président-général Pervez MOUCHARRAF dont l'effort (vis-à-vis de son opinion publique) de coopération avec les Etats-Unis n'apparaît pas récompensé
3. *tertio*, encourager la Chine à formuler une offre comparable au PSG à destination d'un Pakistan d'autant plus enclin à l'accepter qu'il s'estime délaissé voire lésé

48 heures avant la réunion des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'AIEA (qui formalisera vraisemblablement le 6 mars 2006 le transfert du dossier nucléaire iranien de l'agence onusienne au Conseil de Sécurité des Nations Unies -- CSNU), mais trois ans après la quête d'une légitimité internationale en faveur de l'intervention militaire contre l'Irak de Saddam HUSSEIN (qui nourrit la perception d'un bégalement de l'histoire au sein d'une communauté internationale échaudée), les journalistes du *Washington Post* **Dafna LINZER** et **Colum LYNCH** rapportent que **l'administration du président George W. BUSH peine à persuader les membres du CSNU (avec l'appui de l'UE-3: Allemagne, France et Grande-Bretagne) en faveur d'un échéancier fixant à 30 jours le délai imparti à l'Iran pour cesser ses activités nucléaires et coopérer avec l'AIEA** ([Dafna Linzer, Colum Lynch, "U.S. Seeks Deadline in Dispute With Iran", *The Washington Post*, 4 mars 2006](#)).

A l'expiration de ce délai, l'Iran encourrait des sanctions de la part du CSNU, contre son régime (sanctions économiques, embargo sur l'import-export en matière pétrolière et gazière, etc.) et/ou ses principaux dirigeants (interdictions individuelles de se déplacer, gel des avoirs financiers, etc.).

L'effort américain de persuasion vise principalement la Chine et la Russie, deux membres permanents du CSNU qui, liés à l'Iran par un enchevêtrement d'intérêts commerciaux, énergétiques et politiques, préfèrent que le dossier iranien demeure de la compétence de l'AIEA.

Le porte-parole du Congrès National chinois, Jiang ENZHUN, **annonce que le budget de la défense de la Chine s'élève à 35,3 Md\$ pour l'année fiscale 2006** -- soit une augmentation de 14,7% par rapport à 2005 (30,2 Md\$) -- et une Armée de Libération Nationale comptant 2,5 millions de militaires (effectifs approximatifs: 1,7 million dans l'armée de terre, 500 000 dans l'armée de l'air et 355 000 dans la marine).

3 mars

L'ancien ministre du plan centriste, défavorable à la Zone de Libre-Echange des Amériques (*Free Trade Area of the Americas* -- FTAA), Otton SOLIS, **concède la victoire de l'élection**

présidentielle costa-ricaine du 5 février 2006 à Oscar ARIAS, l'ancien président (1986-90) sociodémocrate, Prix Nobel de la paix et favorable à la FTAA.

Le candidat élu est principalement crédité pour sa modération politique, son respect de l'orthodoxie budgétaire et l'essor récent du tourisme au Costa-Rica.

Dans une interview accordée à l'hebdomaire *The Economist*, le président brésilien Luiz Inacio **LULA DA SILVA exprime son vœu d'une rencontre entre le président américain George W. BUSH et son homologue vénézuélien Hugo CHAVEZ** afin d'enrayer la détérioration régulière de la relation bilatérale entre les Etats-Unis et le Venezuela.

Aux reproches habituels d'actions "impérialistes" américaines et de crispations "anti-démocratiques" vénézuéliennes se sont récemment greffées:

1. les expulsions réciproques de diplomates
2. et les menaces d'interruption des exportations pétrolières de la part du cinquième exportateur mondial à l'encontre du premier consommateur mondial

Interviewé en Irak depuis le département de la Défense, le commandant des forces américaines mobilisées dans le cadre de l'Opération *Iraqi Freedom*, le général George **CASEY, estime que la violente "crise" irakienne consécutive au dynamitage du 22 février 2006 est "passée"** ([George Casey, News Briefing With Gen. G. Casey, 3 mars 2006](#)).

S'il minore l'hypothèse d'une guerre civile entre les communautés ethno-confessionnelles irakiennes, le général CASEY n'en avertit pas moins de la persistance de la menace terroriste: la stabilisation politico-sécuritaire sur le terrain pourrait ainsi être remise en cause par une action terroriste de grande ampleur visant à "saper la formation du gouvernement constitutionnellement élu".

L'aspect positif de la crise réside dans le rôle satisfaisant qu'ont joué les forces de sécurité irakiennes (FSI -- armée et police):

1. non seulement elles ont preuve d'esprit d'initiative et se sont révélées capables de planifier puis d'exécuter seules des opérations de gestion/réduction de la violence (avec l'appui des forces de la *Multi-National Force -- Iraq*) ...
2. ... mais encore armée et police ont su "coopérer et opérer efficacement" pour la restauration du maintien de l'ordre

L'explosion d'un *Improvised Explosive Device* (IED) blesse cinq soldats canadiens (2 300 militaires mobilisés dans le cadre de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité -- FIAS) dans le sud de l'Afghanistan à Daman (15 km de Kandahar).

Le vice-président de l'*American Foreign Policy Council*, Ilan **BERMAN, considère que la rationalité stratégique limitée de l'option d'une action militaire "préemptive" contre les installations nucléaires iraniennes en fait un ultime recours** ([Ilan Berman, "Pre-empting Iran's ambitions", The Washington Times, 3 mars 2006](#)).

D'abord, une frappe aérienne contre les installations nucléaires iraniennes reste grevée d'inconvénients et d'incertitudes relatifs:

1. aux cibles: parce que l'Iran a disséminé et dissimulé de nombreuses installations nucléaires, la frappe ne saurait prétendre "éliminer" mais seulement "ralentir" le programme nucléaire iranien
2. aux conséquences internes: parce que la revendication d'une capacité nucléaire est largement et transversalement (absence de détermination politique, ethnique ou confessionnelle) soutenue par l'opinion publique iranienne, la frappe est susceptible de nourrir un phénomène de "ralliement derrière le drapeau" qui, lui-même, élargirait la marge de manoeuvre du gouvernement iranien et renforcerait son emprise interne
3. et aux conséquences externes: parce que le régime iranien maîtrise les leviers d'une "riposte asymétrique" régionale (des actions subversives sont possibles en Irak et en Afghanistan)

voire globale (sa capacité de nuisance est garantie par son parrainage d'organisations radicales terroristes -- notamment le Hezbollah et le Jihad Islamique Palestinien -- et son contrôle d'une partie de l'approvisionnement pétrolier des puissances occidentales comme orientales -- *via* l'interruption de ses exportations ou le blocage des routes maritimes)

Ensuite, une intervention militaire contre les installations nucléaires iraniennes traite le seul versant capacitaire -- et non intentionnel -- d'une même réalité qu'est la prétention iranienne au nucléaire. Or, réduire le volet intentionnel de la démarche iranienne en vue d'éradiquer définitivement la problématique nucléaire de l'Iran induit selon M. BERMAN de planifier l'option du changement de régime.

Au cours d'une visite officielle de trois jours en Malaisie et avant la réunion des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) prévue le 6 mars 2006, le président iranien Mahmoud **AHMADINEJAD** **déclare que la conduite de l'AIEA est "politiquement motivée" contre l'Iran** sous l'influence des "grandes puissances" et prédit la ruine des "tyrans" et des "sionistes" sur la scène internationale.

Le chef politique (exilé en Syrie) du parti désormais majoritaire au sein du Conseil Législatif Palestinien, Khaled **MASHAAL**, **tient des propos intransigeants avant qu'une délégation du Hamas ne soit reçue par le gouvernement russe** pour des discussions sur la formation du nouveau gouvernement de l'Autorité Palestinienne (bien que membre du Quartette avec les Etats-Unis, l'Union européenne et l'ONU, la Fédération de Russie ne qualifie pas l'Organisation de la Résistance Islamique de "terroriste" à la différence des deux premiers). M. MASHAAL:

1. maintient que la non-reconnaissance de l'Etat d'Israël est une question "tranchée"
2. accuse ce dernier de bloquer le processus de paix israélo-palestinien
3. et place la fin de l'"occupation" israélienne en priorité de l'ordre du jour des pourparlers

Par conséquent, et parce que la Russie ne dispose plus des leviers d'influence de l'URSS au Moyen-Orient, les discussions qui se tiennent à Moscou n'infléchiront vraisemblablement pas la détermination des dirigeants du *Hamas*.

Le premier ministre israélien Ehud OLMERT ainsi que le porte-parole du ministre israélien des Affaires étrangères, Mark REGEV, exhortent dans le même temps la communauté internationale à continuer de présenter au *Hamas* un front uni par une posture à la fois claire et unique.

Outre la dissonance russe, l'Afrique du Sud a formulé le 2 mars 2006 une invitation à discuter auprès des dirigeants du *Hamas*.

L'analyste du *Council on Foreign Relations* Stephen **BIDDLE** **récuse le postulat faisant de la guerre en Irak une "guerre populaire maoïste" décalquée du Vietnam et livrée en vue de la prévalence d'une idéologie politique, pour préférer la qualification de "guerre civile intercommunautaire" livrée en vue de la seule survie de la communauté** ([Stephen Biddle, "U.S. strategy in Iraq: No, it's not Vietnam. This one's a civil war", *International Herald Tribune*, 2 mars 2006](#)).

Ce diagnostic différent du conflit induit mécaniquement des changements doctrinaux et opérationnels dans la stratégie contre-insurrectionnelle américaine en Irak, laquelle consiste jusqu'à présent à réduire militairement les capacités insurgées tout en mobilisant idéologiquement le soutien de la population locale afin d'isoler et asphyxier l'insurrection. Par exemple, alors que la "vietnamisation" des forces contre-insurrectionnelles en Indochine (à partir de 1968) convenait pour tarir la mobilisation nationaliste, améliorer le renseignement humain et densifier le quadrillage du territoire dans une guerre populaire, l'actuelle "irakisation" des forces de sécurité emporte l'effet pervers d'exacerber les tensions ethno-confessionnelles dans une guerre civile visant principalement la conservation de l'identité.

De même, alors que le processus démocratisation convenait pour mobiliser le soutien de la population en faveur du gouvernement et isoler puis asphyxier l'insurrection, l'actuel processus démocratique irakien polarise puis solidifie les lignes de failles ethno-confessionnelles.

La résolution d'une "guerre civile intercommunautaire" nécessite au contraire selon M. BIDDLE:

1. l'antériorité du politique sur le sécuritaire: un accord politique sur la Constitution nationale (facilité par l'augmentation des coûts de l'échec) doit précéder non seulement la démocratisation mais encore la montée en puissance des forces de sécurité irakiennes
2. le recours sélectif à l'instrument militaire: le recours à la force armée (protection) doit être modulé en fonction du mérite des communautés en conflit afin de les inciter à négocier

2 mars

Le Sénat vote une résolution demandant au président George W. BUSH qu'une action diligente des Etats-Unis soit mise en oeuvre pour mettre un terme à la situation -- qualifiée de "génocide" -- dans la province soudanaise du Darfour.

Promue par le sénateur démocrate Joseph R. BIDEN (qui considère que le gouvernement soudanais est déchu de sa souveraineté parce qu'il a "systématiquement maltraité" certains de ses citoyens), la résolution de la Chambre haute recommande que des troupes de l'OTAN appuient celles de l'Union Africaine (UA) en attendant la mise en place d'une mission onusienne d'imposition de la paix (le montage requiert l'autorisation préalable de l'UA) pour laquelle les sénateurs sollicitent l'approbation du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

La candidature à sa propre succession de l'actuel premier ministre de transition irakien Ibrahim AL-JAFARI est remise en cause par une coalition de circonstance entre formations partisans arabes sunnites, kurdes sunnites et laïques:

1. la communauté arabe sunnite lui reproche de ne pas contrôler puis démanteler les milices chiïtes
2. et la communauté kurde craint qu'il ne lui refuse le contrôle de la ville de Kirkuk et de ses ressources pétrolières

Totalisant 133 des 275 sièges du Conseil des Représentants (*i.e.* pouvant bloquer l'élection du premier ministre puisque la Constitution prévoit qu'une majorité qualifiée des 2/3 du parlement doit élire un conseil présidentiel composé de trois membres qui approuvera le premier ministre et son cabinet), le regroupement des organisations arabes sunnites, kurdes sunnites et laïques souligne dans une lettre demandant formellement le retrait de la candidature de M. AL-JAFARI que les récentes violences intercommunautaires ont entamé une légitimité de candidat déjà faible à l'origine puisque choisi le 12 février par la coalition électorale des formations chiïtes (Alliance Irakienne Unie) avec une voix de différence contre son rival (Adel Abdul MAHDI) et grâce au soutien du leader religieux chiïte Moqtada AL-SADR. Le porte-parole de M. SADR, Riyadh AL-NOURI, qualifie en revanche de "tout à fait inappropriée" l'idée d'un retrait de la candidature de M. AL-JAFARI.

Cette cabale parlementaire constitue un nouvel obstacle politique ajournant encore le processus de formation d'un gouvernement d'union nationale, *i.e.* créant un vide politique.

A l'occasion d'un discours au *Truman Presidential Museum and Library*, le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD étaye l'analogie entre la guerre froide et la guerre globale contre le terrorisme (*Global War on Terrorism -- GWOT*). Si les menaces ne sont pas les mêmes en apparence ("oppression communiste" d'un côté et "extrémisme terroriste" de l'autre), de nombreuses similitudes n'en existent pas moins entre deux "luttres":

1. longues et seulement rythmées par quelques opérations militaires ou de combat
2. idéologiques (ces luttes reviennent *in fine* au conflit entre l'extrémisme idéologique et la modération démocratique)
3. psychologiques (le centre de gravité réside dans la mobilisation des opinions publiques)

4. médiatiques ou informationnelles (gagner la bataille des idées induit l'exercice du *soft power* appuyé par la diplomatie publique)
5. qui induisent une révolution de la doctrine et des concepts opérationnels ainsi qu'une adaptation organisationnelle
6. qui soulignent l'importance des partenariats et coopérations internationales
7. qui, enfin, parce que frappant l'environnement stratégique du sceau de l'incertitude, exigent de la part des dirigeants une capacité de "leadership décisif" comme a su en faire preuve l'ancien président Harry TRUMAN, selon M. RUMSFELD, à la charnière de la Seconde guerre mondiale et de la guerre froide

La Commission sénatoriale sur les Relations Etrangères auditionne sur le thème de "l'Iran nucléaire: défis et réponses" afin d'identifier les sanctions à la fois légitimes (bénéficiant du large soutien de la communauté internationale) et efficaces (infléchissant les attitudes iraniennes) contre l'Iran.

Le programme nucléaire iranien pose effectivement une double menace aux intérêts nationaux américains:

1. d'abord, la remise en cause du régime international de non-prolifération
2. ensuite, la remise en cause de la stabilité régionale voire globale

Certes, l'analyste du *Council on Foreign Relations* Ray TAKEYH souligne que le principal moteur de la volonté iranienne d'acquérir l'arme nucléaire stratégique reste la politique étrangère des Etats-Unis ([Ray Takeyh, A Nuclear Iran: Challenges and Responses, 2 mars 2006, 6 p.](#)):

1. à la fois la projection des forces armées américaines au Moyen-Orient ...
2. ... et le vœu explicitement formulé d'un changement de politique -- si ce n'est de régime -- en Iran

L'Iran considère ainsi la carte nucléaire comme une monnaie d'échange pour l'obtention de garanties de sécurité de la part des Etats-Unis.

Mais le président de la Commission, le sénateur Richard G. LUGAR, introduit les auditions en rappelant le lourd passif iranien à l'encontre de la communauté internationale ([Richard G. Lugar, Opening Statement for Hearing on A Nuclear Iran: Challenges and Responses, 2 mars 2006, 2 p.](#)).

L'Iran:

1. a trompé la communauté internationale
2. rejette les compromis de négociation
3. menace d'interrompre ses exportations de pétrole et de gaz naturel
4. soutient le terrorisme (outre la présence de responsables d'al-Qaida en Iran, l'entretien du *Hezbollah* libanais et le parrainage du groupe terroriste Djihad Islamique Palestinien)
5. mène des activités subversives en Irak qui exacerbent les frictions etho-confessionnelles
6. soutient le régime syrien pourtant mise en cause dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic HARIRI
7. et, enfin, menace expressément l'existence d'Israël

Le major général et porte-parole de l'armée Rick LYNCH annonce que **61 membres de l'organisation terroriste al-Qaida en Irak -- certains "décisifs" -- ont été capturés** à l'occasion des assauts menés dans le cadre de l'Opération Saeed dans la province occidentale d'Anbar à 50 km au nord-est de Falloudja.

Des explosifs ainsi que des armes avec leurs munitions ont été saisis sur le lieu de l'arrestation qui servait à la formation et à la fabrication d'*Improvised Explosive Devices* (IEDs).

La Commission des Relations Internationales de la Chambre des Représentants auditionne sur le thème de la "politique des Etats-Unis envers les Palestiniens à la suite des élections parlementaires". Quelle posture les Etats-Unis doivent-ils adopter après la victoire d'une formation partisane qualifiée d'"organisation terroriste" dont l'objectif reste la destruction de l'Etat d'Israël? L'administration américaine doit:

- persuader le *Hamas* de se conformer à la triple conditionnalité formulée par la communauté internationale (reconnaissance de l'Etat d'Israël, renonciation à la violence terroriste/démantèlement des milices et acceptation des accords de paix antérieurement signés avec Israël) en actionnant le levier d'influence financier (soutien financier de l'Autorité Palestinienne -- AP) sans pour autant remettre en cause le financement des programmes humanitaires, ce qui détériorerait la situation déjà dégradée dans laquelle se trouve la population palestinienne (43% vivent en-dessous du seuil de pauvreté tandis que le taux de chômage est compris entre 25% et 50%) et mobiliserait son soutien aux "régimes terroristes comme la Syrie et l'Iran" selon le président de la Commission, Henry J. HYDE ([Henry J. Hyde, Opening Statement of Chairman Hyde, 2 mars 2006](#))
- réviser ses programmes d'assistance à destination des Palestiniens en suivant quatre principes selon l'assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires proche-orientales, C. David WELCH ([C. David Welch, Statement by Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs, 2 mars 2006](#)): l'administration BUSH:
 1. ne doit pas financer le Hamas
 2. doit continuer de financer la population palestinienne
 3. doit signaler expressément les attentes des Etats-Unis et de la communauté internationale
 4. doit définir la politique palestinienne des Etats-Unis en coopération avec le Congrès

Le conseiller pour la sécurité nationale du président George W. BUSH, Stephen J. **HADLEY**, **dénonce le brutal traitement infligé par la police biélorusse à l'opposant Alexander KOZULIN**, alors qu'il tentait d'assister à un discours de campagne du président Alexandre LOUKACHENKO, et regrette la faible indignation manifestée par la communauté internationale "en général" et à l'approche de l'élection présidentielle du 19 mars 2006 "en particulier". Tandis que le respect des standards électoraux avant et pendant le scrutin présidentiel conditionnera l'éventuelle prise de sanctions de la part des organisations européennes, le président candidat à sa propre succession met en garde les Etats occidentaux contre toute intervention "subversive" dans les affaires intérieures biélorusses.

Outre la signature d'un accord "historique" et "nécessaire" de coopération nucléaire civile, **l'entretien du président George W. BUSH avec le premier ministre indien Manmohan SINGH porte sur les différents volets du [Partenariat Stratégique Global](#) américano-indien** -- signé le 18 juillet 2005 et que sous-tendent des "valeurs communes" (l'Etat de droit, le pluralisme religieux et l'esprit d'entreprise) --, notamment ([George W. Bush, Remarks By President Bush and Prime Minister Manmohan Singh of India, 2 mars 2006](#)):

1. la coopération dans la lutte contre le terrorisme
2. la promotion conjointe de la démocratie (dénonciation des situations des droits de l'homme en Birmanie et au Népal)
3. les échanges de technologies avancées
4. le développement du commerce et des investissements
5. la résolution pacifique des différends territoriaux indo-pakistanaï, notamment au Cachemire
6. la coordination de l'assistance humanitaire post-catastrophe
7. et le partenariat dans la réduction des pandémies (VIH/SIDA, grippe aviaire, etc.)

Le président George W. BUSH et le premier ministre indien Manmohan SINGH confirment leur engagement du 18 juillet 2005 par la signature d'un accord de coopération nucléaire civile destiné à assurer à l'Inde (non signataire du Traité de Non-Prolifération nucléaire) l'accès aux technologies atomiques américaines et l'approvisionnement en combustible nucléaire en contrepartie d'un droit de regard de l'AIEA (régime des inspections internationales) sur le volet civil du nucléaire indien (préalablement séparé du volet militaire). En dépit de cet accord, l'Inde ne se voit pas reconnaître le statut de puissance nucléaire officielle.

Si la préoccupation du parlement indien en faveur du maintien de l'indépendance nucléaire stratégique de l'Inde n'a finalement pas fait obstacle à la conclusion de l'accord, il doit encore être ratifié par un Congrès américain soucieux de ce qu'un pacte avec une puissance non signataire du TNP -- même qualifié d'"historique" et de "nécessaire" par M. BUSH -- n'alimente le risque de nucléarisation en chaîne de l'Asie et ne nourrisse la perception d'un double standard au sein de la politique de non-prolifération des Etats-Unis ([George W. Bush, Remarks By President Bush and Prime Minister Manmohan Singh of India, 2 mars 2006](#)).

Le ministre turque des Affaires étrangères, Abdullah GUL, **déclare qu'en l'état de la situation politico-sécuritaire irakienne le retrait prématuré des troupes américaines d'Irak créerait un vide** portant en germe deux risques:

1. le renforcement de l'influence iranienne en Irak et dans la région
2. l'exacerbation du séparatisme kurde irakien qui, s'il se concrétisait, déstabiliserait la région orientale de la Turquie en y ranimant le sentiment proto-national de la majorité kurde

Dans un entretien accordé au quotidien *Al Hayat*, le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud **ABBAS soutient que des signes indiquent la présence de l'organisation terroriste al-Qaida en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza**, ce qui pourrait s'avérer selon lui préjudiciable à l'ensemble de la région.

48 heures avant la première visite d'Etat du président George W. BUSH au Pakistan, **l'explosion d'une voiture piégée devant le consulat américain de Karachi tue cinq personnes** (dont un fonctionnaire des Affaires étrangères américain) et en blesse 32. Un attentat devant le même consulat avait tué 12 Pakistanais en 2002.

M. BUSH déclare que ni les "terroristes" ni les "tueurs" ne l'empêcheront d'effectuer la visite programmée à Islamabad le 4 mars 2006 et rappelle que les vaincre implique de combiner des stratégies à court (partage du renseignement et traitement militaire) et long (gagner la guerre des idées en sapant l'idéologie mobilisatrice du radicalisme terroriste) termes ([George W. Bush, Remarks By President Bush and Prime Minister Manmohan Singh of India, 2 mars 2003](#)).

Rappelant que la fonction première de l'Etat est de produire la sécurité sans laquelle aucune liberté ne saurait être viable -- et d'assurer la première aux dépens de la seconde en cas de conflit --, le correspondant pour *l'Atlantic Monthly* Robert D. **KAPLAN préconise de réviser les ambitions de la politique étrangère américaine pour se contenter de la "normalité" des régimes politiques du Moyen-Orient** définie comme l'existence d'institutions "légitimes" et "fonctionnant" ([Robert D. Kaplan, "We Can't Force Democracy", The Washington Post, 2 mars 2006](#)).

Cette prudence résulte de ce que le renversement précipité d'un régime despotique est souvent synonyme d'une insécurisation antinomique de la liberté recherchée: M. KAPLAN qualifie par exemple l'intervention américaine en Irak de "défendable" mais "non providentielle". Aussi sa prudence recommande-t-elle:

1. de stabiliser les régimes déjà démocratiques
2. et de favoriser le développement de ceux non-démocratiques (Syrie, Pakistan, etc.) afin de préparer leur démocratisation sans pour autant catalyser une segmentation de l'Etat sur le modèle yougoslave (il brandit le risque de "Yougoslavies musulmanes")

Le journaliste du *Christian Science Monitor* Howard **LAFRANCHI souligne que la position des Etats-Unis sur le "génocide" de la province soudanaise du Darfour confirme l'influence croissante du protestantisme évangélique sur la formulation de la politique étrangère américaine** ([Howard LaFranchi, "Evangelized foreign policy?", The Christian Science Monitor, 2 mars 2006](#)).

Les traductions récentes de cette influence protestante évangélique sont selon lui:

- l' *International Religious Freedom Act* de 1998 (lequel érige la liberté de conscience et de religion en "objectif central" de la politique étrangère américaine et impose la publication annuelle d'un rapport international sur la liberté religieuse)
- le *Sudan Peace Act* du Soudan de 2002
- le *North Korea Human Rights Act* de 2004
- et le programme présidentiel de traitement (conditionné, notamment par le planning familial) du SIDA/VIH en Afrique

Trois facteurs expliquent le poids acquis en matière de politique étrangère par l'électorat de la droite chrétienne:

1. d'abord, un activisme politique renforcé en matière de crise humanitaire, notamment lorsque sont en jeu des persécutions anti-chrétiennes (Afrique, Asie)
2. ensuite, des relais au sein de l'entourage présidentiel (le rédacteur des discours du président, à l'origine de la formule "axe du mal" en 2002, Michael GERSON, est par exemple membre de l'Eglise évangélique épiscopale)
3. enfin, la capacité à former des coalitions de circonstances avec d'autres organisations tant religieuses (celles représentatives des intérêts de la communauté juive) que laïques (celles promouvant les droits de l'homme)

L'activisme politique de la *Christian Right* explique également que l'après-2003 ne soit pas encore marqué -- comme le fut l'après-guerre du Vietnam-- par un reflux isolationniste, mais demeure au contraire une période d'interventionnisme en matière de droits de l'homme.

1^{er} mars

Les négociations entre la Fédération de Russie et l'Iran sur la proposition faite par la première au second (l'activité de conversion d'uranium est conservée sur le territoire iranien mais l'activité d'enrichissement est externalisée sur le territoire russe) **sont suspendues sine die d'un commun accord.**

S'il accepte le principe de la proposition russe, l'Iran n'en maintient pas moins sa prétention à exercer son droit légitime de mener des activités d'enrichissement aux fins civiles (notamment scientifiques) tandis que le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei LAVROV, réitère auprès de Téhéran sa demande de renoncer à celles-ci.

Dans une tribune du quotidien d'Etat *al-Gomhuria*, le président égyptien Hosni **MOUBARAK révèle qu'il a déconseillé aux Etats-Unis une action militaire contre les installations nucléaires iraniennes** en raison des représailles qu'exercerait l'Iran contre les intérêts américains au sein des Etats arabes de la région du Golfe arabo-persique *via* le levier d'influence chiite (notamment les milices irakiennes chiïtes, les formations partisans religieuses ou les organisations terroristes tel le *Hezbollah* libanais).

De même, M. MUBARAK considère qu'une initiative militaire israélienne est improbable car elle déclencherait une riposte balistique iranienne.

Alors que le commandant des forces américaines en Irak, le général de l'U.S. Army George CASEY, s'apprête à formuler ses recommandations (déterminées par la situation politico-sécuritaire sur le terrain) sur le niveau des troupes mobilisées pour la conduite de l'OIF auprès du secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD et du président George W. BUSH (actuellement 133 000 militaires et 15 brigades de combat), **les violences intercommunautaires qui se sont déroulées du 22 au 27 février 2006 consécutivement au dynamitage du mausolée de Samarra pourraient accélérer, paradoxalement, le retrait des troupes américaines d'Irak** en ce qu'elles ont révélé la capacité des forces de sécurité irakiennes (armée et police) à gérer le maintien de l'ordre public en situation de crise.

Alors que le commandant des forces américaines en Irak, le général de l'U.S. Army George CASEY, s'apprête à formuler ses recommandations (déterminées par la situation politico-sécuritaire sur le terrain) sur le niveau des troupes mobilisées pour la conduite de l'OIF auprès du secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD et du président George W. BUSH (actuellement 133 000 militaires et 15 brigades de combat), **les violences intercommunautaires qui se sont déroulées du 22 au 27 février 2006 consécutivement au dynamitage du mausolée de Samarra pourraient accélérer, paradoxalement, le retrait des troupes américaines d'Irak** en ce qu'elles ont révélé la capacité des forces de sécurité irakiennes (armée et police) à gérer le maintien de l'ordre publique en situation de crise.

Des milliers de manifestants indiens **musulmans et communistes protestent** (séparément) **contre la visite de trois jours du président George W. BUSH** en Inde.

Le président George W. BUSH effectue une visite "surprise" en Afghanistan -- avant de rallier l'Inde -- sur la base aérienne de Bagram (quartier général des forces américaines mobilisées dans le cadre de l'Opération *Enduring Freedom*) puis dans la capitale Kaboul.

Alors qu'augmente l'activité des insurgés taliban -- et sa létalité avec plus de 1 500 tués -- depuis le 1er janvier 2005, M. BUSH, au cours d'une conférence de presse commune avec le président afghan Hamid KARZAI ([George W. BUSH, President Meets with President Hamid Karzai in Kabul, Afghanistan, Presidential Palace, Kaboul, Afghanistan, 1er mars 2006](#)):

1. réaffirme l'engagement américain en Afghanistan
2. et déclare que l'arrestation des chefs de l'organisation al-Qaida (Oussama BEN LADEN) et de l'insurrection taliban (le mollah Mohammed OMAR) n'est pas une hypothèse conditionnelle ("si") mais une simple question de temps ("quand")

L'ancien ministre taliban de la Défense et actuel dirigeant adjoint de l'insurrection, le mollah Abdullah AKHUND, considère que le caractère secret de l'escale présidentielle démontre *a contrario* l'emprise insurgée sur le territoire afghan.

Quelques jours avant la visite d'Etat du président George W. BUSH au Pakistan, le représentant de l'Etat central dans la région tribale du Nord Waziristan, Zaheerul ISLAM, **annonce que les forces de sécurité pakistanaises ont tué 25 à 30 activistes** à l'occasion d'un raid contre un repère de terroristes taliban proche de la frontière avec l'Afghanistan.

Le président George W. BUSH entame, accompagné du secrétaire d'Etat Condoleezza RICE, une tournée asiatique en Inde (trois jours) puis au Pakistan (une journée).

Premièrement, l'Inde. Les Etats-Unis s'y intéressent en tant que démocratie de la deuxième puissance démographique mondiale (la plus vaste démocratie) et de l'une des principales puissances économiques (taux de croissance économique annuel: 6%), où se trouvent la deuxième population musulmane (150 millions, après l'Indonésie) et 500 millions de pauvres, où sont parlées 17 langues, externalisés de nombreux emplois du secteur des services et dont la diaspora installée sur le sol américain s'élève à deux millions d'individus avec l'un des plus importants taux de croissance parmi les populations immigrantes. L'Inde représente enfin pour les Etats-Unis un contrepoids à l'hégémonie chinoise dans la région.

L'Inde partage avec les Etats-Unis une préoccupation pour la sécurité -- en Asie généralement et dans l'Océan indien en particulier (achat d'armements américains, exercices conjoints de contre-insurrection, etc.)--, la résolution de la problématique nucléaire iranienne et la gouvernance globale. Si la plupart des volets du Partenariat Stratégique Global signé le 18 juillet 2005 par le président George W. BUSH et le premier ministre Manmohan SINGH (coopérations dans les domaines du spatial, du nucléaire civil, des hautes technologies, du développement économique, de la défense, de la promotion de la démocratie, de l'agriculture, de la science, dans la lutte contre le SIDA/VIH et l'assistance post-catastrophe) sont d'ores et déjà conclus et doivent faire l'objet d'une annonce (coopérations agricoles, contre-terroristes, démocratique, technologique, commerciale et

financière), ni la coopération nucléaire civile en l'échange d'un contrôle international (le parlement indien est attentif au maintien de l'autonomie stratégique de l'Inde tandis que le Congrès américain est soucieux du maintien de l'Inde hors du TNP étant donné le risque de nucléarisation en chaîne en Asie et la perception d'un double standard au sein de la politique américaine de non-prolifération), ni la baisse des droits de douanes ne sont encore acquis. La préservation par l'Inde de son indépendance stratégique (nourrie par une culture politique de l'anticolonialisme) sur certains dossiers (relations bilatérales -- commerciales: projet d'oléoduc -- avec l'Iran et certains pays en développement) peut constituer un irritant.

Toutefois, la visite attendue du président George W. BUSH dans un pays dont l'opinion publique est majoritairement pro-américaine (ainsi que pro-Bush quoique critique des politiques américaines en Irak et au Moyen-Orient) est susceptible d'aplanir ces irritants.

Deuxièmement, le Pakistan. Les Etats-Unis s'y intéressent dans le cadre de la régulation des sources de l'insécurité internationale et en tant que pays dont la population est à 97% musulmane. La visite du président George W. BUSH dans un pays dont l'opinion publique est majoritairement anti-américaine (principalement anti-Bush, critiquant les politiques américaines en Afghanistan, en Irak et à l'égard du monde musulman en général) a précisément pour objet d'exhorter le président pakistanais Pervez MOUCHARRAF à intensifier la lutte contre le terrorisme -- dans le sanctuaire que constituent les régions pachounes à la frontière avec l'Afghanistan -- ainsi qu'à le conforter face à aux dissensions intérieures. La visite d'Etat vise aussi à promouvoir la démocratie pakistanaise à l'approche de l'élection présidentielle de 2007.

Enfin, les Etats-Unis souhaitent continuer de s'investir dans la relation indo-pakistanaise -- longtemps rivale -- avec le statut de "courtier honnête", notamment en vue de régler le différend territorial du Cachemire.

Le chroniqueur de l'*International Herald Tribune* Roger COHEN souligne les déterminants **appréciant la relation bilatérale franco-américaine depuis 2005** et le commencement du second mandat présidentiel de George W. BUSH ([Roger Cohen, "For France and U.S., a frisson of good will", *International Herald Tribune*, 1er mars 2006](#)):

1. le rejet du projet de traité constitutionnel de l'Union européenne (29 mai 2005): celui-ci interdit à celle-ci de jouer le rôle de contrepoids à l'hégémonie américaine un temps envisagé par la France, notamment en matière de sécurité et de défense (PESD)
2. le consentement de la France à l'extension du rôle de la Force Internationale d'Assistance à la Stabilité: à la faveur de la coopération en Afghanistan, France et Etats-Unis façonnent l'interventionnisme à venir de l'OTAN
3. les jeux de puissance intra-européens: au sein des partenaires européens, la France ne peut laisser l'Allemagne de la Chancelière Angela MERKEL réapprécier seule sa relation bilatérale avec les Etats-Unis
4. les relations personnelles: les conseillers pour la sécurité nationale des présidents américains et français -- respectivement Stephen J. HADLEY et Maurice GOURDAULT-MONTAIGNE -- ont noué des relations de confiance
5. la nouvelle terminologie de la doctrine de dissuasion nucléaire française: en avertissant en janvier 2006 de l'emploi de la force militaire -- conventionnelle et/ou nucléaire -- contre tout Etat ou groupe terroriste utilisant des ADM contre la France, le président Jacques CHIRAC s'est rapproché des deux doctrines développées par la *National Security Strategy* du 17 septembre 2002 (la non-discrimination entre les terroristes et les Etats qui les parrainent; l'action préventive)
6. la perception d'un péril commun: si la menace terroriste ne joue pas encore pour l'alliance transatlantique le rôle de ciment autrefois dévolu à l'ennemi soviétique, les attentats de Madrid (11 mars 2004) puis Londres (7 juillet 2005) ont rapproché les politiques américaine et européenne de lutte contre le terrorisme

7. la perception d'un défi commun: la prise en compte de la montée en puissance asiatique (les puissances émergentes chinoise et indienne) catalyse le mimétisme des ripostes américaine et européenne aux gageures économiques à venir
8. enfin, l'unilatéralisme atténué des Etats-Unis: depuis son second discours d'investiture et à la faveur de l'image dégradée des Etats-Unis par l'intervention en Irak, le président George W. BUSH renoue avec le réalisme des alliances, tel que traduit par le rôle échu à l'UE-3 dans la négociation d'une résolution pacifique de la problématique nucléaire iranienne